
Université du Sud de la Vallée
Faculté des Lettres à Qéna
Département de Langue et Littérature Françaises
Programme de Traduction du et vers le Français



Traduction de textes et de termes juridiques

II^e année

Cours réunis et préparé par
Dr. Mohammad Ahmad ALRAWY
Maître de conférences de langue et traduction françaises
Faculté des Lettres – Université du Sud de la Vallée

I^{er} semestre
Année académique
(2024-2025)



جامعة جنوب الوادي
كلية الآداب بقنا
قسم اللغة الفرنسية وآدابها
برنامج الترجمة من الفرنسية إليها



Traduction de textes et de termes juridiques

II^e année
Programme de Traduction du et vers le Français (PTF)

Cours réunis et préparé par
Dr. Mohammad Ahmad ALRAWY
Maître de conférences de langue et traduction françaises
Faculté des Lettres – Université du Sud de la Vallée

I^{er} semestre
Année académique
(2024-2025)

بيانات الكتاب

الجامعة : جامعة جنوب الوادي	عدد الصفحات : (١٥٠ صفحة)
الكلية : كلية الآداب بقنا	عدد الدروس : (١٤ درس)
البرنامج : برنامج الترجمة من الفرنسية إليها	عدد المحاضرات : (١٤ محاضرة)
التخصص : الترجمة	عدد الساعات النظرية : (٢٨ ساعة)
الفرقة : الثانية (المستوي الثاني)	الفصل الدراسي : الأول (٢٠٢٤-٢٠٢٥م)
تاريخ النشر : ٢٠٢٤م	كود المُقرر : (TRA-211)
المؤلف : د. محمد أحمد الراوي	مُسمى المقرر : ترجمة نصوص ومصطلحات قانونية

La Traduction : Définition, enjeux et pratique :

La traduction est un processus fondamental pour la communication entre cultures, permettant de faire passer des idées, des connaissances, et des émotions d'une langue à une autre. Que ce soit pour lire un chef-d'œuvre littéraire, interpréter des documents juridiques, ou rendre un manuel technique accessible dans plusieurs pays, la traduction joue un rôle central. Cet article aborde la définition de la traduction, ses types, ses défis, ainsi que son importance dans le monde moderne.

1. Qu'est-ce que la Traduction ?

La traduction est le processus de transposition d'un texte d'une langue source (la langue d'origine) vers une langue cible (la langue dans laquelle le texte est traduit). L'objectif est de transmettre le sens, le style et les nuances du texte original de manière aussi fidèle que possible, tout en respectant les particularités de la langue et de la culture cible.

2. Les Types de Traduction :

La traduction peut se décliner en plusieurs types, chacun ayant des caractéristiques spécifiques et des exigences particulières.

2.1. Traduction Littéraire :

La traduction littéraire concerne les œuvres de fiction, telles que les romans, les poèmes et les pièces de théâtre. Ce type de traduction demande une grande sensibilité linguistique et culturelle, car il s'agit non seulement de rendre le sens des mots, mais aussi de préserver le style, le ton et l'émotion de l'auteur.

2.2. Traduction Technique :

La traduction technique s'applique aux documents spécialisés dans des domaines comme la science, la technologie, l'informatique ou l'ingénierie. Elle exige une connaissance approfondie du sujet en question, ainsi que la maîtrise du jargon technique afin de garantir l'exactitude et la clarté de l'information.

2.3. Traduction juridique :

La traduction juridique concerne les documents liés au droit, tels que les contrats, les accords ou les lois. Cette forme de traduction requiert non seulement des compétences

linguistiques, mais aussi une compréhension des systèmes juridiques des deux pays concernés.

2.4. Traduction audiovisuelle :

La traduction audiovisuelle comprend le sous-titrage et le doublage de films, de séries, ou de documentaires. Elle requiert une adaptation qui respecte les contraintes de temps et de synchronisation, tout en rendant le dialogue naturel et fidèle au contenu original.

3. Les compétences requises pour la traduction :

Un bon traducteur doit posséder un ensemble de compétences variées qui vont au-delà de la simple maîtrise de deux langues.

- **Compétence linguistique** : Le traducteur doit avoir une excellente maîtrise des langues source et cible, ainsi qu'une connaissance approfondie de leur grammaire, de leur vocabulaire et de leurs expressions idiomatiques.
- **Compétence culturelle** : Pour traduire efficacement, il est essentiel de comprendre les différences culturelles, les références, et les nuances qui peuvent influencer la signification des mots et des phrases.
- **Compétence en recherche** : Les traducteurs doivent être capables de rechercher des informations, notamment des termes techniques, pour s'assurer que leurs traductions sont précises et pertinentes.
- **Adaptabilité** : La traduction implique souvent d'adapter un texte pour qu'il soit compréhensible et approprié pour le public cible, ce qui nécessite une certaine flexibilité dans le choix des mots et des structures.

4. Les défis de la traduction :

La traduction comporte de nombreux défis, qui peuvent varier en fonction du type de texte et des langues impliquées.

4.1. Intraduisibilité :

Certains concepts culturels, expressions idiomatiques ou jeux de mots peuvent être difficiles, voire impossibles à traduire directement. Le traducteur doit alors trouver des équivalents ou reformuler le texte pour transmettre le même effet.

4.2. Perte de sens ou de nuance :

Dans la traduction, il est souvent difficile de rendre toutes les nuances de l'original, notamment dans les textes littéraires où chaque mot peut avoir une importance particulière. Le traducteur doit faire des choix, parfois en sacrifiant certaines subtilités au profit de la clarté.

4.3. Contraintes de temps :

Dans certains domaines, comme la traduction audiovisuelle ou la traduction d'actualités, les délais sont très serrés, ce qui peut influencer la qualité de la traduction. Le traducteur doit alors trouver un équilibre entre rapidité et précision.

5. L'importance de la traduction dans le monde moderne :

La traduction est un outil indispensable dans un monde globalisé, permettant aux personnes de cultures et de langues différentes de se comprendre. Elle est essentielle dans de nombreux domaines :

- **Commerce et affaires** : La traduction permet aux entreprises de s'adresser à des marchés internationaux et de communiquer avec des partenaires étrangers.
- **Science et technologie** : La traduction facilite la diffusion des avancées scientifiques et technologiques à travers le monde, contribuant ainsi au développement mondial.
- **Culture et éducation** : Les traductions littéraires, cinématographiques et artistiques permettent de partager des idées et des récits entre cultures, enrichissant ainsi la diversité culturelle mondiale.
- **Relations Internationales** : La traduction est également cruciale dans les échanges diplomatiques et politiques, où la précision est essentielle pour éviter les malentendus.

Stratégies de la traduction :

Le processus de traduction est en effet complexe et comporte de nombreux choix qui peuvent avoir un impact significatif sur la manière dont les éléments culturels sont traités dans le texte traduit. La question fréquemment posée de savoir s'il convient d'adapter les

références culturelles – d'origine arabe, dans le contexte de notre étude – en les remplaçant par leurs équivalents français dans le texte traduit, est un vieux débat qui n'a pas de réponse univoque. Ingo Rune dans son article intitulé : Les quatre aspects du procédé de traduction, estime que :

«En traduisant, on exprime dans la langue cible ce qui a été exprimé dans la langue de départ, d'une manière qui fonctionne bien du point de vue pragmatique, stylistique, sémantique et structurel, et avec l'exactitude exigée par les facteurs situationnels.»

En fait, toute œuvre traduite est à l'origine l'intersection entre la créativité et l'imagination de l'auteur représentées dans sa propre culture et leur compréhension et leur reformulation par le traducteur conformément à son expérience dans la langue vers laquelle il traduit, et aussi dans le cadre de sa propre culture et les coutumes de littérature de cette langue. Par conséquent, ce processus traduisant dépassera certainement les limites traditionnelles d'une langue et pour cela les études critiques dirigées vers cette opération se sont accrues et se résument en deux grandes tendances ou stratégies traductionnelles. Donc, la question qui se pose ici est : qu'est-ce qu'une stratégie traductive ?

La traduction, dans sa définition la plus simple, consiste à prendre une œuvre écrite dans une langue source et à la réintroduire dans une langue cible sous forme d'une nouvelle œuvre. L'objectif est que cette nouvelle œuvre soit l'équivalent naturel le plus proche du message global du texte source, en termes de vocabulaire, de sens, de style, etc. En théorie, cette opération peut sembler simple, mais en pratique, elle pose souvent de nombreux problèmes. Au fil des années, la traduction a été soumise à des critiques et à des théorisations qui ont mis en lumière les défis inhérents à ce processus. Deux grandes stratégies essentielles ont émergé pour aborder ces défis : la stratégie de la domestication, également appelée l'approche cibliste, et la stratégie de l'étrangeté, également appelée l'approche sourcière. La stratégie de la domestication privilégie l'adaptation du texte traduit

pour qu'il soit plus familier et accessible au public de la langue cible. Cela peut impliquer des ajustements du vocabulaire, du style ou même de la structure pour que le texte traduit se fonde plus naturellement dans la culture cible. Cette approche vise à rendre la lecture plus fluide et compréhensible pour le public cible. En revanche, la stratégie de l'étrangeté privilégie la préservation de l'étrangeté ou de la spécificité culturelle du texte source. Elle peut impliquer le maintien de termes, de références culturelles ou de structures qui peuvent sembler inhabituels ou étranges pour le public de la langue d'arrivée. Cette approche vise à préserver l'authenticité du texte source, même si cela peut rendre la lecture plus difficile pour le public cible. En somme, le choix entre ces deux stratégies dépendra du traducteur, du texte source, du public cible et des objectifs de la traduction. Chaque approche comporte ses avantages et ses inconvénients, et il n'y a pas de solution universelle, car la traduction est un art complexe qui repose sur des choix subtils et contextuels. Mathieu Guidère constate que :

« Il est possible de distinguer, [...] deux grands types de stratégies traductionnelles : d'une part, la stratégie "sourcière" qui vise à conforter les normes et les valeurs dominantes dans la culture source ; d'autre part, la stratégie "cibliste" qui vise à soumettre les textes étrangers aux contraintes de la culture cible. L'une protectionniste parce qu'elle vise à préserver la culture de départ, l'autre est assimilationniste parce qu'elle vise à la gommer en privilégiant la culture d'arrivée ».

La stratégie sourcière vise à préserver le texte source ainsi que ses valeurs culturelles dans la traduction. Pour ce faire, on maintient la structure et le style du texte original, en utilisant des mots et des expressions propres à la culture source, tout en faisant des choix de traduction qui reflètent ces préférences culturelles. Cette approche est souvent privilégiée pour préserver l'authenticité culturelle du texte source et maintenir sa pertinence locale. D'un autre côté, la stratégie cibliste vise à adapter le texte à la culture cible. On

effectue des ajustements pour répondre aux goûts et aux préférences culturelles de cette culture. Les mots et expressions du texte original peuvent être remplacés par des équivalents plus courants dans la culture cible, et la structure et le style du texte peuvent être modifiés pour s'aligner sur les normes culturelles de cette culture. Cette approche vise à faciliter la compréhension et l'appréciation du texte par le public cible. Ces deux stratégies présentent des avantages et des inconvénients. La stratégie sourcière peut protéger la culture source, mais elle peut également rendre le texte moins accessible au public cible. La stratégie cibliste, quant à elle, permet au texte de mieux se connecter avec le public cible, mais elle peut entraîner une perte de sens et d'authenticité culturelle. Ces deux grandes approches sont ensuite subdivisées en plusieurs stratégies de traduction spécifiques, adaptées aux besoins et aux contextes particuliers.

En effet, ces deux principales stratégies traductives peuvent se subdiviser en diverses sous-catégories, à savoir l'incrémentalisation, l'adaptation, l'omission, le calque, l'emprunt, la transposition et la modulation. Ces sous-catégories représentent des approches spécifiques que les traducteurs peuvent employer pour accomplir la tâche complexe de la traduction, en prenant en considération les nuances culturelles et linguistiques pour garantir une communication efficace dans la langue d'accueil.

L'incrémentalisation :

L'incrémentalisation en traductologie, au sens large, est la stratégie explicative qui consiste à expliciter l'implicite ou le non-dit, c'est-à-dire le contenu socio-culturel associé à certains mots ou expressions dans la langue source afin de faciliter la compréhension du texte dans la langue cible. En adoptant l'incrémentalisation, on veille à ce que le sens global d'une unité lexicale ou d'un culturème soit compréhensible chez les lecteurs cibles qui manquent de connaissances approfondies de la culture ou des usages de la langue de départ. Cette stratégie est couramment utilisée dans la presse pour offrir aux lecteurs une version reformulée ou incrémentalisée du texte source afin de se familiariser avec la culture

cible. Elle s'aligne généralement sur la formulation initiale du texte source et remplace le recours à une note de bas de page. Michel Ballard définit ce terme comme :

« Forme d'explicitation incluse dans le texte à côté du référent culturel, mais s'en différenciant par la disparition totale du ou des mot(s) de la langue de départ. »

Selon Jean et Claude Demanueli, l'incrémentialisation apporte « une précision supplémentaire » ou distincte à un phénomène culturel ou civilisationnel qui ne peut être pleinement traduit par les moyens traditionnels. Contrairement à la note de traducteur, où l'explication est donnée en dehors du texte principal, l'incrémentialisation s'intègre directement dans le texte. Elle consiste à exprimer le terme ou l'élément culturel d'origine en utilisant des mots ou des expressions dans le texte, de manière à ce qu'il soit compréhensible pour les lecteurs cibles. Cela signifie que le terme étranger est incorporé dans le texte de traduction plutôt que d'être relégué à une note de bas de page. En fin de compte, l'incrémentialisation permet de maintenir le terme culturel d'origine dans le texte tout en l'explicitant de manière à ce que les lecteurs puissent en saisir le sens, sans avoir besoin de consulter des annotations externes.

Un exemple d'incrémentialisation pour un élément culturel arabe pourrait être la traduction de l'expression arabe (جمعة مباركة) *ǧum'a mubāraka*. Cette expression est souvent utilisée par les Égyptiens pour souhaiter de bonnes choses le vendredi, considéré comme un jour saint dans l'islam. L'incrémentialisation dans ce cas consisterait à expliquer cette expression et à la traduire par une formulation française équivalente, comme « Bon vendredi » ou « Que votre vendredi soit béni ». Cela permettrait aux lecteurs français de comprendre la signification culturelle et religieuse associée à cette expression égyptienne. Cependant, il est important de noter que l'incrémentialisation peut varier en fonction du contexte et de la manière dont l'expression est utilisée, et le traducteur doit prendre en compte ces nuances pour choisir la meilleure formulation en français. De même, lorsqu'il s'agit de termes ou d'expressions arabes polysémiques, l'incrémentialisation joue un rôle

essentiel dans la traduction. Cette stratégie permet de clarifier la signification précise de l'expression en fonction du contexte donné. Prenons l'exemple du terme (حرام) *ḥarām*, qui peut signifier à la fois « interdit » et « tabou ». De plus, il peut faire référence au sanctuaire de la ville sainte de La Mecque en Arabie Saoudite. L'incrémentialisation dans ce cas implique d'ajouter des éléments explicatifs pour déterminer la signification exacte du terme dans le contexte donné. Par exemple, si le texte fait référence au caractère *ḥarām* d'une action, le traducteur peut expliciter en ajoutant des mots comme « interdit » ou « prohibé ». De même, si le texte se rapporte au lieu sacré de La Mecque, le traducteur peut inclure une note ou une explication pour éclairer les lecteurs sur cette signification particulière. Cette démarche permet de garantir une compréhension précise de l'expression dans le contexte donné, tout en maintenant l'authenticité du texte source.

L'adaptation :

L'adaptation consiste à aller au-delà de la simple traduction littérale d'un texte et à réfléchir à la manière dont ce texte peut être compris et interprété dans la LC. Cela implique souvent de faire des choix traductifs pour s'adapter à la culture et aux conventions linguistiques de la LC, tout en préservant l'intention et le sens du TS. Elle peut être nécessaire lorsque la traduction littérale d'un texte ne suffit pas pour transmettre le sens et l'intention dans la langue cible. Cela peut être dû à des différences culturelles, des nuances linguistiques ou des expressions idiomatiques qui ne peuvent pas être traduites directement. Dans ces cas, l'adaptation peut être utilisée pour rétablir l'équilibre communicationnel qui aurait été rompu si le texte avait simplement été traduit sans adaptation :

« L'adaptation est le processus, créateur et nécessaire, d'expression d'un sens général visant à rétablir, dans un acte de parole intralinguistique donné [...] Ou plus simplement : l'adaptation est le processus d'expression d'un sens visant à rétablir un équilibre communicationnel rompu par la traduction. »

L'adaptation peut prendre plusieurs formes, telles que : la localisation qui implique de remplacer des éléments culturels ou contextuels du texte source par des éléments équivalents ou similaires dans la culture de la langue cible. Par exemple, si un texte source contient des références à des événements ou des personnalités spécifiques à une culture, le traducteur peut choisir de les remplacer par des références équivalentes ou similaires dans la culture de la langue cible. L'ajustement du ton qui nécessite de s'adapter au ton et à l'atmosphère du texte source, tout en préservant son sens et son intention. Par exemple, si un texte source est écrit dans un ton humoristique, le traducteur peut chercher à maintenir cet aspect humoristique dans la langue cible. La réécriture qui vise à réécrire le texte source de manière à le rendre plus compréhensible ou accessible dans la langue cible, tout en préservant son sens et son intention. La dernière forme de l'adaptation, à savoir la réécriture, peut faire référence à la même visée de l'incrémentalisation. En fin de compte, la décision d'adapter ou de maintenir les références culturelles dépendra du traducteur, des objectifs de la traduction ou d'autres facteurs. L'adaptation de références culturelles peut être une solution appropriée dans certains contextes, mais il est important de veiller à ce que cela ne conduise pas à une perte de la spécificité culturelle du texte d'origine. Dans le cas d'auteurs prestigieux, le maintien des références culturelles d'origine peut être essentiel pour préserver l'authenticité du texte et garantir sa compréhension et son appréciation dans d'autres langues et cultures.

L'omission :

Selon le dictionnaire du CNRTL, l'omission est l'action d'omettre ou d'oublier volontairement ou non de faire ou de mentionner quelque chose qui aurait été utile de faire ou de mentionner. Pour le même dictionnaire, dans un contexte de grammaire dans une partie du discours, elle représente le fait de ne pas mentionner un mot, un outil grammatical à la place où on l'attend habituellement. L'omission peut être un moyen efficace de se sortir d'une situation difficile lorsqu'on doit traduire un texte, car il peut y avoir des détails qui ne sont pas essentiels ou tout à fait accessoires pour le message global :

« L'omission est pourtant un moyen de se tirer d'un mauvais pas. On peut y recourir si l'on juge que le détail omis n'est pas essentiel au message (et à plus forte raison s'il est tout à fait accessoire) et si, en risquant une traduction, on s'expose à introduire dans le texte une bourde spectaculaire. »

L'omission se produit donc lorsqu'un élément du texte source est laissé de côté ou omis dans la traduction. Elle survient donc dans le processus de traduction en raison de plusieurs facteurs tels que les différences entre les langues source et cible en fonction de culture, de contexte, de structure grammaticale et de modes d'expression. Ces facteurs, à la fois linguistiques et non linguistiques, ont tendance à différer quelque peu pour chaque paire de langues. Cette stratégie est souvent utilisée pour des raisons de concision, de clarté ou de lisibilité du texte cible. Par exemple, le traducteur peut omettre une expression idiomatique ou une référence culturelle qui serait difficile à comprendre pour les lecteurs dans la langue cible. De même, il peut décider d'omettre des détails techniques ou des exemples spécifiques qui alourdiraient la lecture du texte cible. Dans certains cas, l'omission peut être acceptable si elle ne change pas fondamentalement le sens du texte ou si elle est nécessaire pour des raisons de style ou de lisibilité. Dans d'autres cas, elle peut avoir des conséquences graves sur le sens et la compréhension du texte traduit. Il est donc important pour le traducteur de s'assurer qu'il a bien compris le texte source et qu'il a traduit tous les éléments pertinents dans le texte cible.

Le calque :

Le calque se définit dans le CNRTL comme « procédé de création d'un mot ou d'une construction syntaxique par emprunt de sens ou de structure morphologique à une autre langue ». En effet, c'est une stratégie qui consiste à traduire un mot ou une expression d'une LS en utilisant un mot (monolexical) ou une expression (polylexicale) équivalente dans la LC, en reproduisant littéralement la structure et le sens de l'original. Cependant, cette méthode peut parfois entraîner des erreurs de traduction et des incompréhensions,

surtout lorsqu'elle est utilisée entre des langues très différentes telles que l'arabe et le français. Selon Guiraud, le calque « consiste à former des mots ou des expressions en combinant des formes indigènes sur un modèle étranger ». Par exemple, la locution verbale prendre un verre : cette expression française signifie boire un verre d'alcool ou prendre un verre entre amis. En arabe égyptien, cette expression est parfois traduite littéralement comme (أخذ كوب) *aḥada kub* ce qui signifie prendre une tasse. Cependant, en arabe égyptien, cette expression peut également être interprétée différemment en fonction du contexte. En effet, l'alcool est souvent considéré comme interdit ou mal vu dans la culture égyptienne et il n'est donc pas courant de boire de l'alcool en public. Ainsi, dans certains contextes, la traduction littérale de prendre un verre pourrait être interprétée comme prendre une tasse de thé plutôt que de l'alcool. Cet exemple montre comment les expressions calquées peuvent être interprétées différemment selon le contexte culturel et linguistique de la LC.

La modulation :

La modulation se définit, selon Vinay et Darbelnet, en tant qu'« une variation par un changement de point de vue, de perspective, et bien souvent de catégorie de pensée ». Cela signifie que cette stratégie consiste en modification de la forme, de la base conceptuelle ou du contenu du TS afin de le transmettre dans la LC. En effet et par la définition ci-dessus, ils veulent nous communiquer, implicitement, que, dans les limites de cette stratégie, les perspectives, les points de vue et les tendances des lecteurs de la LC sont le résultat immédiat d'un texte traduit car le traducteur avec tous ses outils traductifs sont invisibles, mais omniprésents textuellement.

Dans le contexte de batailles, la modulation peut se produire sans ambiguïté. Par exemple, le conflit russo-ukrainien d'un point de vue de la Russie est considéré comme une opération militaire spéciale, tandis que du point de vue de l'Ukraine et ses alliés, c'est une guerre, voire une invasion. En effet, l'expression opération militaire peut sembler neutre, ce qui est favorable à la position de la Russie, au contraire des mots invasion ou guerre

suggèrent une action agressive et illégitime. En choisissant la première expression, les médias russes tentent d'influencer l'opinion publique et de légitimer l'action de la Russie. De l'autre côté, les médias européens cherchent à influencer également l'opinion publique, mais à dénoncer et à condamner l'action de la Russie. Afin de s'assurer que le message soit bien reçu par le public visé et qu'il ne s'interprète pas de façon négative, les traducteurs, conformément à leurs stratégies traductives, face à ces deux points de vue contradictoires sur un même événement, doivent décider de moduler ou calquer l'expression de départ. Dans le contexte arabe, nous pouvons observer que ce qui est désigné par le simple mot de « croisades » (crusades en anglais, crociate en italien, etc.) dans les langues européennes est exprimé en arabe par (الحروب الصليبية) *al-ḥurūb al-ṣalībiyya*, c'est-à-dire en rétro-translation les guerres croisées.

L'emprunt :

L'emprunt est une stratégie qui implique l'intégration dans la langue d'accueil une unité lexicale générée d'une autre langue, avec des modifications nécessaires pour s'adapter aux règles phonologiques, morphologiques et syntaxiques de cette langue. Cette intégration peut se faire avec le sens et la forme de la langue d'origine, ou bien le sens seul, tout en adaptant la forme au système de la langue d'accueil. Au fil du temps, cette unité se familiarise, s'incarne et se lexicalise dans la langue et la culture d'accueil. L'emprunt se définit comme une :

« Unité lexicale constituée par un mot d'une langue étrangère et désignant une réalité propre à la culture des locuteurs de cette langue »

L'incorporation de mots empruntés d'une langue étrangère dans une autre est un phénomène linguistique courant, et cela se produit également entre l'arabe égyptien et le français. Dans le cas de l'arabe égyptien, plusieurs mots empruntés au français se sont intégrés dans la culture linguistique, ce qui témoigne des échanges culturels et linguistiques entre les deux langues. Par exemple, le mot (كافيه) *kafē* en arabe égyptien est un emprunt

au français « café ». De même, (دوسيه) *dusē* pour « dossier » et (صالون) *ṣalōn* pour « salon » sont des exemples d'emprunt lexical de termes français en arabe égyptien. En revanche, le français a également emprunté des mots à l'arabe, comme « coton » pour (قطن) *koṭn* et « algèbre » pour (الجبر) *al-ğabr*. Ces exemples illustrent comment les langues se nourrissent mutuellement grâce à des échanges culturels et montrent comment les emprunts linguistiques enrichissent le lexique de chaque langue. Ces phénomènes linguistiques reflètent l'histoire des interactions culturelles et la manière dont les langues évoluent avec le temps.

La transposition :

La transposition est une stratégie traductive visant à remplacer un élément textuel sourcier par un élément sémantiquement équivalent, mais de nature différente dans la langue cible. Cette stratégie peut s'utiliser pour rendre la traduction plus fluide ou pour adapter le texte source à une culture ou à un public différent. Vigny et Darbelnet estiment que :

« La transposition (incluant le chassé-croisé) consiste à remplacer une catégorie grammaticale (traditionnellement appelée "partie du discours") par une autre sans changer le sens de l'énoncé. »

L'utilisation de tournures sémantiquement identiques mais syntaxiquement différentes est une des formes de transposition les plus courantes. Cela peut se faire en remplaçant un mot par un synonyme ayant une construction syntaxique différente, ou en réorganisant la structure grammaticale d'une phrase pour mieux s'adapter à la syntaxe de la langue cible. Par exemple, même à l'intérieur de la langue, nous disons : c'est trop cher peut être transposé en c'est trop onéreux pour donner une tonalité plus formelle. En arabe égyptien, la phrase (قال لي انه جاي بكره) *qāl lī innu ġay bukra* (littéralement se traduit en il m'a dit qu'il viendra demain) qui est parfaitement correct et naturel en français. Pourtant, cette phrase peut se transposer en (il a annoncé sa venue demain) qui conserve le même sens tout en faisant recours à un niveau de langue plus soutenu.

Termes clés en traductologie, chacun accompagné d'une brève définition :

1. **Traduction littérale** : Traduction mot à mot respectant le texte source.
2. **Traduction libre** : Traduction qui privilégie le sens global sans s'attacher à la forme.
3. **Traduction dynamique** : Traduction qui vise à recréer le même effet que l'original sur le public cible.
4. **Traduction équivalente** : Reproduction du sens avec une forme et un style adaptés au contexte.
5. **Traduction idiomatique** : Traduction qui privilégie l'utilisation des expressions naturelles à la langue cible.
6. **Traduction interprétative** : Rend le sens au-delà des mots, souvent dans un contexte de reformulation.
7. **Traduction communicative** : Traduction qui vise à rendre le message compréhensible pour le lecteur cible.
8. **Traduction spécialisée** : Traduction de textes techniques ou spécifiques (juridiques, médicaux).
9. **Traduction audiovisuelle** : Traduction de médias audio et vidéo (sous-titres, doublage).
10. **Traduction automatique** : Traduction effectuée par un logiciel sans intervention humaine.
11. **Adaptation** : Modification du texte pour qu'il soit pertinent dans un nouveau contexte culturel.
12. **Localisation** : Adaptation de contenu à la culture et aux préférences d'une région spécifique.
13. **Internationalisation** : Processus de préparation de contenu pour être facilement localisé.
14. **Transcréation** : Recréation d'un texte avec un style et un impact adaptés à une nouvelle audience.

15. **Domestication** : Adaptation du texte pour qu'il soit compréhensible et naturel pour le public cible.
16. **Étrangéisation** : Maintien des spécificités culturelles du texte source dans la traduction.
17. **Équivalence fonctionnelle** : Rendre une expression dans la langue cible en conservant la même fonction.
18. **Équivalence formelle** : Traduction qui maintient la structure et la forme de l'original.
19. **Déverbalisation** : Compréhension du sens sans se limiter à la forme linguistique, utilisé surtout en interprétation.
20. **Compensation** : Technique pour récupérer des pertes de sens ailleurs dans le texte cible.
21. **Paraphrase** : Reformulation du contenu sans changer le sens.
22. **Pragmatisme** : Traduction qui se concentre sur l'effet communicatif pratique plutôt que sur la forme.
23. **Traduction intralinguale** : Traduction au sein d'une même langue (reformulation, simplification).
24. **Traduction interlinguale** : Traduction entre deux langues différentes.
25. **Traduction intersémiotique** : Traduction d'un système de signes à un autre (ex. de texte à image).
26. **Sens propre** : Sens littéral d'un mot ou d'une expression.
27. **Sens figuré** : Sens dénotant une signification abstraite ou métaphorique.
28. **Cohésion** : Organisation interne du texte par le lien entre ses phrases.
29. **Cohérence** : Logique du texte qui rend le contenu globalement compréhensible.
30. **Calque** : Traduction directe d'une expression étrangère en utilisant la structure de la langue cible.
31. **Emprunt** : Utilisation d'un terme étranger tel quel dans la traduction.
32. **Transposition** : Changement de catégorie grammaticale dans la traduction.

- 33. Modulation** : Changement de point de vue ou d'angle pour mieux s'adapter à la langue cible.
- 34. Équivalence** : Procédé pour traduire des expressions idiomatiques avec un équivalent culturellement pertinent.
- 35. Adaptabilité** : Capacité d'un texte à être adapté à différents contextes culturels.
- 36. Lexicalisation** : Processus de création de termes dans la langue cible.
- 37. Variation diatopique** : Variation linguistique selon la région géographique.
- 38. Variation diastratique** : Variation selon le groupe social ou le registre.
- 39. Variation diaphasique** : Variation selon le contexte de communication.
- 40. Surtraduction** : Traduction excessive qui introduit des détails non présents dans le texte source.
- 41. Sous-traduction** : Traduction qui omet des éléments importants du texte source.
- 42. Naturalisation** : Modification du texte source pour qu'il semble avoir été écrit dans la langue cible.
- 43. Explicitation** : Ajout d'informations dans la traduction pour clarifier le sens.
- 44. Implication** : Réduction des informations explicites pour rendre la traduction plus naturelle.
- 45. Glossaire** : Liste de termes techniques ou spécifiques avec leurs traductions.
- 46. Terminologie** : Ensemble des termes propres à un domaine spécialisé.
- 47. Néologie** : Création de nouveaux mots pour la langue cible.
- 48. Calque culturel** : Reproduction d'une référence culturelle en conservant son originalité.
- 49. Doublet** : Utilisation de deux termes proches pour traduire une seule notion du texte source.
- 50. Correspondance** : Équivalence entre le terme source et le terme cible.
- 51. Dénotation** : Sens littéral ou objectif d'un terme.
- 52. Connotation** : Significations implicites ou associations d'un terme.

- 53. Cibliste** : Traducteur qui favorise les attentes de la culture cible.
- 54. Sourceur** : Traducteur qui reste fidèle aux spécificités culturelles du texte source.
- 55. Skopos** : Théorie qui met l'accent sur l'objectif de la traduction.
- 56. Traduction documentaire** : Traduction informant sur le texte source sans être destinée à remplacer celui-ci.
- 57. Traduction instrumentale** : Traduction servant de substitut au texte source dans une nouvelle culture.
- 58. Transfert sémantique** : Traduction du sens d'un mot ou d'une phrase sans se soucier de la forme.
- 59. Transfert stylistique** : Reproduction du style du texte original.
- 60. Équivalence pragmatique** : Adaptation d'une expression idiomatique à un contexte culturel différent.
- 61. Textualisation** : Mise en texte d'une traduction avec cohérence et fluidité.
- 62. Prosodie** : Élément linguistique comme l'intonation ou le rythme.
- 63. Révision** : Processus de relecture et de correction d'une traduction.
- 64. Brouillon de traduction** : Première version d'une traduction avant révision.
- 65. Glossaire terminologique** : Liste des termes techniques avec définitions dans le contexte de la traduction.
- 66. Prêt-à-traduire** : Texte source bien préparé, facilitant une traduction de qualité.
- 67. Post-édition** : Correction d'une traduction automatique pour en améliorer la qualité.
- 68. Liaison (interprétation)** : Interprétation consécutive dans une situation de communication non officielle.
- 69. Interprétation simultanée** : Traduction en temps réel, généralement avec écouteurs.
- 70. Interprétation consécutive** : Interprétation après l'énonciation d'un discours, par segments.
- 71. Redondance** : Ajout d'éléments superflus dans la traduction.

- 72. Minimalisme** : Respect du strict minimum dans la traduction pour rester concis.
- 73. Reformulation** : Reprise d'une idée avec d'autres mots pour mieux l'adapter.
- 74. Stratégie de traduction** : Ensemble de méthodes utilisées pour surmonter des défis linguistiques.
- 75. Textualité** : Qualité d'un texte qui respecte les caractéristiques d'un genre.
- 76. Concordance** : Harmonie entre les segments traduits dans leur contexte général.
- 77. Variation stylistique** : Modification du style pour correspondre à la langue cible.
- 78. Linguistique contrastive** : Comparaison entre deux langues pour en comprendre les différences structurelles.
- 79. Analyse du discours** : Étude des éléments de communication dans un texte.
- 80. Polyphonie** : Présence de plusieurs voix ou points de vue dans un texte.
- 81. Traduction partielle** : Traduction d'une partie d'un texte seulement.
- 82. Ampleur sémantique** : Étendue des significations possibles d'un terme ou d'une expression.
- 83. Cohésion lexicale** : Connexions lexicales qui unissent le texte de manière fluide.
- 84. Translation memory (mémoire de traduction)** : Base de données qui stocke des segments traduits pour un usage futur.
- 85. Corpus parallèle** : Ensemble de textes en deux langues, utilisés pour étudier les choix de traduction.
- 86. Fidélité** : Degré auquel la traduction respecte le contenu du texte source.
- 87. Licence poétique** : Liberté prise pour mieux adapter une œuvre créative à la culture cible.
- 88. Acculturation** : Adaptation d'un texte pour qu'il s'intègre dans une nouvelle culture.
- 89. Genre textuel** : Type de texte à traduire (narratif, argumentatif, descriptif).
- 90. Pragmatique** : Branche de la linguistique qui étudie l'effet du contexte sur la signification.
- 91. Équivalence affective**: Reproduction de l'effet émotionnel du texte source.

- 92. Syntaxe** : Structure des phrases utilisée dans la traduction.
- 93. Sociolinguistique** : Étude de la relation entre langue et société, appliquée en traduction.
- 94. Transfert culturel** : Intégration des éléments culturels d'une langue dans la langue cible.
- 95. Méta-langage** : Langage utilisé pour décrire un autre langage, souvent dans la théorisation de la traduction.
- 96. Faux amis** : Termes qui semblent similaires entre deux langues, mais ont des significations différentes.
- 97. Concordance terminologique** : Cohérence dans l'utilisation des termes tout au long d'une traduction.
- 98. Bilinguisme** : Compétence dans deux langues, essentiel pour les traducteurs.
- 99. Conception de la traduction** : Processus de planification avant de commencer la traduction.
- 100. Brouillage culturel** : Perte des nuances culturelles lors de la traduction.

La traduction juridique :

La traduction juridique est une activité hautement technique, car elle implique l'utilisation d'une langue spécialisée. Cette langue se distingue à la fois de la langue courante et des autres domaines spécialisés. Le langage juridique possède des caractéristiques propres, influencées par la structure des systèmes juridiques et les traditions culturelles des pays concernés.

L'un des défis majeurs de la traduction juridique réside dans la nature spécifique de cette langue, qui présente des difficultés particulières pour le traducteur. Contrairement à la langue courante, qui permet souvent des interprétations plus souples, le langage du droit est extrêmement précis et rigide. Il est polysémique, ce qui signifie que les termes peuvent avoir plusieurs sens en fonction du contexte, et cela complique l'interprétation dans le cadre d'une traduction. Par exemple, un terme juridique peut avoir une signification très précise dans une juridiction donnée, mais un sens différent dans une autre.

De plus, le langage juridique est ancré dans des traditions et des systèmes culturels spécifiques à chaque pays. Cela implique que certains concepts ou notions juridiques n'ont pas d'équivalent direct dans une autre langue, ce qui ajoute à la complexité de la traduction. Chaque système juridique, qu'il soit de droit civil, de droit commun ou influencé par la **charia**, possède ses propres règles, structures et terminologies, et le traducteur doit en tenir compte lors de l'adaptation d'un texte juridique.

En raison de ces spécificités, les textes juridiques sont souvent porteurs de règles et de normes contraignantes, et leur traduction peut avoir des effets juridiques importants. Une erreur dans la traduction d'un terme ou d'une clause peut entraîner des conséquences juridiques graves, allant de la mauvaise interprétation des droits et obligations d'une partie à la nullité d'un contrat. C'est pourquoi la traduction juridique exige une rigueur extrême et une compréhension profonde des systèmes juridiques des deux langues concernées.

En résumé, la traduction juridique ne consiste pas seulement à transposer des mots d'une langue à une autre. Elle nécessite une expertise dans les deux systèmes juridiques, une maîtrise des nuances de la langue juridique, et la capacité à naviguer entre des cultures juridiques différentes tout en respectant les règles et les effets de chaque texte.

1. La polysémie du langage juridique :

Le langage juridique, comme dans toute science sociale, est polysémique, ce qui signifie que certains termes peuvent avoir plusieurs sens en fonction du contexte. Cette complexité oblige le traducteur à saisir la signification exacte d'un terme en fonction du texte source et à choisir le terme adéquat dans la langue cible.

Exemple : Le terme "cession"

1. Cession comme "transfert de propriété" :

- **Français** : "La cession de la propriété doit être notariée pour être valide."
- **Arabe** : نقل الملكية

Explication : Dans ce contexte, "cession" signifie le transfert d'un bien ou d'une propriété d'une personne à une autre. Par exemple, lors de la vente d'un bien immobilier, la cession représente le transfert de la propriété du vendeur à l'acheteur. En arabe, cela se traduit par نقل الملكية, où نقل signifie "transfert" et الملكية signifie "propriété".

2. Cession comme "abandon d'un droit" :

- **Français** : "Il a signé un acte de cession de ses droits sur l'héritage."
- **Arabe** : تنازل عن حق
- **Explication** : Ici, "cession" ne désigne pas un transfert physique d'un bien, mais l'abandon d'un droit ou d'une revendication. Par exemple, une personne peut céder (renoncer à) ses droits à un héritage ou à un contrat. En arabe, on utilise تنازل عن حق, où تنازل signifie "abandon" et حق signifie "droit".

Explication générale :

Le terme "**cession**" est polysémique, ce qui signifie qu'il peut avoir plusieurs interprétations en fonction du domaine et du contexte juridique. Pour un traducteur, il est

essentiel de comprendre le contexte exact dans lequel "cession" est utilisé dans le document source avant de choisir la traduction correcte. S'il s'agit d'un **transfert de propriété**, la traduction en arabe serait **نقل الملكية**. S'il s'agit d'un **abandon de droit**, la traduction correcte serait **تنازل عن حق**.

Exemple : Le terme "titre"

1. Titre de propriété (document prouvant la possession d'un bien immobilier) :

- **Français** : "Le propriétaire doit fournir le titre de propriété lors de la vente."
- **Arabe** : "يجب على المالك تقديم سند الملكية عند البيع"
Dans ce cas, "titre" fait référence au document officiel prouvant que quelqu'un est le propriétaire légal d'un bien. En arabe, cela se traduit par **سند الملكية**, où **سند** signifie "document" ou "acte".

2. Titre en droit des sociétés (instrument financier représentant une part dans une société) :

- **Français** : "Il a acheté plusieurs titres de la société pour diversifier ses investissements."
- **Arabe** : "اشترى عدة أسهم في الشركة لتنويع استثماراته"
Ici, "titre" fait référence à un instrument financier, comme une action ou une obligation, représentant une part dans une société. En arabe, le terme **أسهم** est utilisé pour désigner des actions, ou **سندات** pour désigner des obligations, selon le contexte.

3. Titre en droit civil (base juridique d'un droit ou d'une action) :

- **Français** : "Son titre à agir en justice est fondé sur un contrat non respecté."
- **Arabe** : "يستند أساس دعواه القضائية إلى عقد لم يتم تنفيذه"
Dans ce contexte, "titre" signifie le fondement juridique ou la justification pour agir en justice. En arabe, on utilise **أساس** qui signifie "base" ou "fondement".

4. Titre honorifique (distinction ou rang conféré à une personne) :

- **Français** : "Il a été décoré du titre de chevalier de la Légion d'honneur."

- **Arabe** : "حصل على لقب فارس في وسام جوقة الشرف"
Ici, "titre" fait référence à un honneur ou à une distinction. En arabe, le terme لقب est utilisé pour indiquer un titre honorifique.

Explication :

Le terme "**titre**" est donc un exemple classique de polysémie dans le langage juridique. En fonction du domaine (propriété, finance, droit civil ou distinction honorifique), il peut avoir des significations très différentes. La traduction en arabe varie en fonction du contexte : سند pour un titre de propriété, أسهم ou سندات pour un instrument financier, أساس pour un fondement juridique, et لقب pour un titre honorifique. Chaque fois, le traducteur doit choisir soigneusement la bonne traduction afin de respecter la signification exacte du terme dans le texte source.

Exemple : Le terme "charge"

1. Charge fiscale (obligation de payer des impôts ou taxes) :

- **Français** : "Les charges fiscales doivent être réparties équitablement entre les citoyens."
- **Arabe** : "يجب توزيع الأعباء الضريبية بشكل عادل بين المواطنين"
Ici, "charge" fait référence aux impôts ou taxes que les citoyens doivent payer. En arabe, le terme الأعباء الضريبية est utilisé, signifiant "charges fiscales".

2. Charge en droit de la propriété (fardeau juridique grevant un bien immobilier, comme une hypothèque ou une servitude) :

- **Français** : "Le bien immobilier est grevé de charges, telles que des hypothèques et des servitudes."
- **Arabe** : "العقار مثقل بالأعباء مثل الرهون العقارية والارتفاقات"
Dans ce contexte, "charge" désigne un fardeau juridique qui pèse sur un bien, comme une hypothèque ou une servitude. Le terme الأعباء (al-a' bā')

est également utilisé en arabe pour signifier un fardeau ou une obligation liée à un bien immobilier.

3. Charge dans le sens de responsabilité professionnelle (fonction ou poste officiel) :

- **Français** : "Il a accepté la charge de président du conseil d'administration."
- **Arabe** : "قبل منصب رئيس مجلس الإدارة"
Ici, "charge" désigne une responsabilité ou un poste officiel. En arabe, on utilise le terme **منصب** qui signifie "poste" ou "fonction".

4. Charge de la preuve (obligation de prouver quelque chose dans un procès) :

- **Français** : "La charge de la preuve incombe au demandeur dans cette affaire."
- **Arabe** : "تقع مسؤولية الإثبات على المدعي في هذه القضية"
Dans le cadre d'une procédure judiciaire, "charge" fait référence à la "charge de la preuve", c'est-à-dire l'obligation pour une partie de prouver ses allégations. En arabe, cela se traduit par **مسؤولية الإثبات**, signifiant "responsabilité de prouver".

5. Charge locative (frais additionnels à la charge du locataire dans le cadre d'un bail) :

- **Français** : "Le locataire est tenu de payer les charges locatives en plus du loyer."
- **Arabe** : "يتعين على المستأجر دفع المصاريف التشغيلية بالإضافة إلى الإيجار"
Ici, "charges locatives" désigne les frais supplémentaires que le locataire doit payer pour couvrir des dépenses comme l'eau, l'électricité, l'entretien des parties communes, etc. En arabe, cela se traduit par **المصاريف التشغيلية**, signifiant "dépenses opérationnelles" ou **التكاليف الإضافية** pour "coûts supplémentaires".

6. Charges récupérables (part des charges locatives que le propriétaire peut récupérer auprès du locataire) :

- **Français** : "Les charges locatives récupérables incluent les frais de chauffage et d'entretien des parties communes."
- **Arabe** : "تشمل التكاليف القابلة للاسترداد مصاريف التدفئة وصيانة الأجزاء المشتركة." Dans ce contexte, "charges locatives récupérables" fait référence aux coûts que le propriétaire paie initialement mais qu'il est autorisé à récupérer auprès du locataire. En arabe, on peut traduire cela par التكاليف القابلة للاسترداد, signifiant "coûts récupérables".

Explication :

Le terme "**charge**" possède plusieurs significations juridiques distinctes selon le contexte : impôts ou taxes, obligations juridiques liées à un bien, poste officiel, ou encore responsabilité de prouver dans un cadre judiciaire. En arabe, les traductions varient en fonction du contexte, allant de الأعباء pour les charges fiscales ou immobilières, à منصب pour un poste ou une fonction, et مسؤولية الإثبات pour la charge de la preuve. La polysémie de ce terme exige une compréhension claire du contexte juridique pour éviter toute ambiguïté.

2. Le langage du droit, véhicule de notions culturelles :

Chaque système juridique est imprégné d'une culture et de traditions qui influencent les termes utilisés. Certains concepts n'ont pas d'équivalents directs dans d'autres systèmes juridiques, ce qui oblige le traducteur à trouver des solutions pour adapter ces notions tout en respectant la rigueur juridique.

Exemple :

- **Français** : Le terme "fiducie", un concept juridique issu du droit anglo-saxon, qui implique la gestion de biens par une personne (fiduciaire) pour le bénéfice d'une autre.

- **Arabe** : Il n'existe pas de terme exact dans les systèmes juridiques arabes basés sur le droit islamique pour la notion de "fiducie". Un traducteur pourrait utiliser une périphrase explicative comme إدارة الأملاك لصالح الغير, qui signifie "gestion des biens au profit d'autrui".

Exemple : Le concept de "wali" en droit islamique (الولي)

- **Français** : "Le mariage d'une femme musulmane nécessite le consentement de son wali, selon le droit islamique."
- **Arabe** : "يتطلب زواج المرأة المسلمة موافقة وليها، وفقاً لأحكام الشريعة الإسلامية."

Explication : Le wali (ولي) est une figure juridique en droit islamique qui représente le tuteur légal ou le protecteur d'une femme. Ce concept n'a pas d'équivalent direct dans les systèmes juridiques occidentaux, où le consentement mutuel des époux suffit. Le wali reflète une notion culturelle et religieuse importante dans les pays où la charia influence le droit familial. Traduire ce terme sans en tenir compte peut aboutir à une interprétation erronée de la structure sociale et juridique qui l'entoure.

Exemple : Le concept de "diyah" (compensation financière ou prix du sang)

- **Français** : "Selon le droit islamique, la famille de la victime peut accepter la diyah comme compensation en cas d'homicide involontaire."
- **Arabe** : "وفقاً لأحكام الشريعة الإسلامية، يمكن لعائلة الضحية قبول الدية كتعويض في حالة القتل غير العمد."

Explication : La diyah (دية) est un concept issu du droit islamique qui désigne une compensation financière versée à la famille de la victime en cas de meurtre, d'homicide involontaire, ou de blessure grave. Ce mécanisme repose sur des traditions culturelles et religieuses spécifiques à l'Islam, où la réparation des torts peut parfois prendre la forme d'une compensation matérielle plutôt que d'une peine pénale. Il n'existe pas d'équivalent exact dans les systèmes juridiques occidentaux, où les réparations financières pour des crimes graves sont généralement régies par des lois sur les dommages-intérêts ou des compensations d'assurance.

3. Règles et effets juridiques contraignants :

Les textes juridiques, qu'il s'agisse de contrats, de lois ou de jugements, produisent des effets juridiques contraignants. Ils imposent des obligations légales ou réglementaires, ce qui exige une précision maximale lors de la traduction. Toute erreur dans la traduction pourrait entraîner des conséquences légales importantes, car les mots choisis doivent refléter exactement les droits et obligations des parties.

Exemple :

- **Français** : "Le vendeur garantit l'acheteur contre les vices cachés de la chose vendue."
- **Arabe** : "يضمن البائع للمشتري العيوب الخفية في الشيء المبيع."

Le terme "garantir" en français est traduit par "يضمن" en arabe, ce qui exprime l'obligation légale du vendeur de répondre des vices cachés, une notion essentielle du droit des contrats en droit civil.

4. Complexité des normes et leur interprétation :

Les textes juridiques sont souvent porteurs de normes et de règles qui peuvent varier d'un pays à l'autre. La traduction nécessite donc une compréhension fine de ces normes et de leur portée dans chaque système juridique, afin d'assurer une traduction qui respecte les nuances légales.

Exemple :

- **Français** : "Tout citoyen a le droit de contester la constitutionnalité d'une loi devant le Conseil constitutionnel."
- **Arabe** : "يحق لكل مواطن الطعن في دستورية قانون أمام المجلس الدستوري."

Ici, la traduction d'un concept comme "Conseil constitutionnel" dépend du contexte. En France, il s'agit d'une institution spécifique, alors qu'en arabe, le terme "المجلس الدستوري" pourrait ne pas avoir la même signification ou le même rôle dans certains pays arabes.

Expressions juridiques spécifiques :

Exemple : Responsabilité délictuelle

- **Français** : "La responsabilité délictuelle implique que toute personne qui cause un dommage à autrui doit le réparer."
- **Arabe** : "تتضمن المسؤولية التقصيرية أن أي شخص يتسبب في ضرر للآخرين يجب أن يعرضه."
- **Défi de traduction** : Le concept de "responsabilité délictuelle" est clair dans le droit français, mais en droit égyptien, il peut être moins courant ou avoir des interprétations différentes, notamment en raison de l'influence du droit islamique sur la réparation des préjudices.

Interprétation des lois

Exemple : Droit de la famille

- **Français** : "Le divorce peut être demandé par l'un des époux pour des raisons jugées valables."
- **Arabe** : "يمكن لأحد الزوجين طلب الطلاق لأسباب تعتبر صالحة."
- **Défi de traduction** : En France, les motifs de divorce peuvent être variés et largement reconnus par la loi. En Égypte, le droit de la famille est davantage influencé par la charia, qui peut imposer des conditions spécifiques pour le divorce, rendant la traduction plus complexe.

Textes non-traduits du français

نُصوص غير مُترجمة من الفرنسية

Traduisez les textes suivants en langue arabe :

Les différences entre contravention, délit et crime en droit pénal

Le droit pénal se divise en plusieurs catégories d'infractions selon leur gravité : les contraventions, les délits et les crimes. Chaque type d'infraction entraîne des conséquences juridiques différentes et est traité par des juridictions spécifiques. Cet article examine les principales différences entre ces trois catégories.

1. Contravention :

Définition : La contravention est l'infraction la moins grave en droit pénal. Elle sanctionne principalement des manquements aux règlements administratifs et de police.

Exemples : Les exemples courants incluent les infractions au code de la route (excès de vitesse, stationnement interdit), les troubles à l'ordre public (tapage nocturne), et les petites incivilités (jets de débris sur la voie publique).

Sanctions : Les contraventions sont punies par des amendes, dont le montant varie selon la classe de la contravention (de 1ère à 5ème classe). Les peines complémentaires peuvent inclure la suspension du permis de conduire, des travaux d'intérêt général, ou la confiscation d'objets. Les contraventions sont jugées par le tribunal de police. Les procédures sont généralement rapides et simplifiées.

2. Délit :

Définition : Le délit est une infraction intermédiaire, plus grave qu'une contravention mais moins sévère qu'un crime. Il vise des comportements considérés comme nuisibles à la société mais ne justifiant pas les peines les plus lourdes.

Exemples : Parmi les délits courants, on trouve le vol simple, les coups et blessures volontaires, la conduite en état d'ivresse, le trafic de stupéfiants de faible ampleur, et la fraude.

Sanctions : Les délits sont punis par des peines d'emprisonnement allant de deux mois à dix ans et/ou des amendes. Des peines complémentaires, comme l'interdiction d'exercer une profession ou la confiscation de biens, peuvent également être prononcées. Les délits

sont jugés par le tribunal correctionnel. Les procédures peuvent inclure une enquête plus approfondie et des débats contradictoires.

3. Crime :

Définition : Le crime est l'infraction la plus grave en droit pénal. Il concerne des actes qui portent atteinte de manière particulièrement grave à l'ordre social et aux droits fondamentaux des individus.

Exemples : Les exemples incluent le meurtre, le viol, l'enlèvement, le terrorisme, le trafic de drogue à grande échelle et les crimes contre l'humanité.

Sanctions : Les crimes sont punis par des peines de réclusion criminelle allant de dix ans à la perpétuité. Dans certains pays, la peine de mort peut encore être appliquée pour les crimes les plus graves. Les crimes sont jugés par la cour d'assises, composée de magistrats professionnels et d'un jury populaire. La procédure est plus complexe et comprend une instruction préalable, des débats publics, et une phase de délibération.

En définitive, les différences entre contravention, délit et crime en droit pénal sont principalement déterminées par la gravité de l'infraction, les sanctions encourues, et les procédures judiciaires. Cette classification permet au système judiciaire de proportionner la réponse pénale en fonction de la nature et de la gravité des actes commis, assurant ainsi une justice adaptée et équilibrée.

Lexique

Droit pénal	القانون الجنائي	Confiscation d'objets	مصادرة الممتلكات
Catégories	فئات	Tribunal de police	محكمة الشرطة
Infractions	مُخالفات	Procédures rapides	إجراءات سريعة
Gravité	خطورة	Simplifiées	مبسطة
Contraventions	مُخالفات	Comportements	سلوكيات
Délits	جُرح	Nuisibles	ضارة
Crimes	جرائم	Vol simple	سرقة بسيطة
Conséquences juridiques	عواقب قانونية	Coups et blessures volontaires	ضرب وجروح متعمدة

Juridictions spécifiques	اختصاصات محددة	Conduite en état d'ivresse	القيادة في حالة سكر
Infraction	مخالفة	Trafic de stupéfiants	تجارة المخدرات
Manquements	انتهاكات	Fraude	احتيال
Règlements administratifs	اللوائح الإدارية	Emprisonnement	سجن
Police	الشرطة	Interdiction d'exercer une profession	منع من ممارسة مهنة
Sanctionner	يعاقب	Biens	ممتلكات
Code de la route	قانون المرور	Tribunal correctionnel	محكمة الجناح
Excès de vitesse	تجاوز السرعة	Enquête	تحقيق
Stationnement interdit	وقوف ممنوع	Débats contradictoires	مناقشات متناقضة
Troubles à l'ordre public	اضطرابات النظام العام	Atteinte	اعتداء
Tapage nocturne	ضجيج ليلي	Ordre social	النظام الاجتماعي
Incivilités	تصرفات غير حضارية	Droits fondamentaux	حقوق أساسية
Amendes	غرامات	Réclusion criminelle	سجن جنائي
Classe	فئة – طبقة	Perpétuité	مؤبد
Peines complémentaires	عقوبات تكميلية	Cour d'assises	محكمة الجنايات
Suspension du permis de conduire	تعليق رخصة القيادة	Magistrats professionnels	قضاة محترفون

A series of horizontal dotted lines for writing.

Contrat de travail à durée indéterminée (CDI)

Le contrat à durée indéterminée (CDI) est la forme normale du contrat de travail, passé entre un employeur et un salarié, sans limitation de durée.

Par définition, il ne prévoit pas la date à laquelle il prendra fin. Il peut être rompu sur décision unilatérale soit de l'employeur (licenciement pour motif personnel ou économique, mise à la retraite), soit du salarié (démission, départ à la retraite), ou encore pour une cause extérieure aux parties (événement extérieur irrésistible ayant pour effet de rendre impossible la poursuite dudit contrat). Sa rupture peut aussi résulter d'un accord des deux parties élaboré dans le cadre du dispositif de rupture conventionnelle mis en place par la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008. L'employeur doit donc recourir à ce type de contrat, sauf s'il peut justifier d'une situation autorisant le recours à un autre type de contrat (notamment d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat de mise à disposition dans le cadre de l'intérim).

Ce type de contrat peut être conclu par écrit ou peut, pour les CDI à temps plein, résulter d'une entente verbale entre l'employeur et le salarié (sauf dispositions légales ou conventionnelles contraires). Cependant, l'employeur doit informer par écrit le salarié des éléments essentiels à la relation de travail : l'identité des deux parties, le lieu de travail, l'emploi occupé, la rémunération.

La période d'essai, souvent prévue par la convention collective, figure dans une clause spécifique du contrat. En effet, elle n'est valable que si elle est écrite et fixée, dans son principe et sa durée, dès l'engagement du salarié.

Remarque :

Les parties sont libres de faire figurer dans le contrat toutes clauses dont elles ont convenu, à l'exception de celles qui dérogent aux dispositions d'ordre public des lois et règlements (clause discriminatoire, par exemple) et à celles de la convention collective applicable à l'entreprise.

Il faut noter également que les conditions de la rupture sont encadrées par la loi. En particulier, bien que le licenciement provienne d'un acte juridique unilatéral de l'employeur, il est soumis à la condition générale de l'existence d'une cause réelle et sérieuse (Code du Travail, art. L1232-1 et L1233-2).

Lexique

Contrat de travail	عقد العمل	Entente verbale	اتفاق شفوي
Employeur	صاحب العمل	Dispositions légales	أحكام قانونية
Salarié	الموظف	Convention collective	الاتفاقية الجماعية
Durée indéterminée	مدة غير محددة	Informer	إعلام
Limitation de durée	تحديد المدة	Éléments essentiels	العناصر الأساسية
Rupture	إنهاء	Relation de travail	علاقة العمل
Décision unilatérale	قرار أحادي الجانب	Identité	هوية
Licenciement	الفصل	Lieu de travail	مكان العمل
Motif personnel	سبب شخصي	Emploi occupé	الوظيفة
Motif économique	سبب اقتصادي	Rémunération	الأجر
Mise à la retraite	التقاعد	Période d'essai	فترة التجربة
Démission	الاستقالة	Clause spécifique	بند محدد
Départ à la retraite	مغادرة العمل للتقاعد	Durée fixée	المدة المحددة
Cause extérieure	سبب خارجي	Engagement	التزام
Événement extérieur irrésistible	حدث خارجي لا يقاوم	Clauses convenues	البنود المتفق عليها
Poursuite du contrat	متابعة العقد	Dispositions d'ordre public	أحكام النظام العام
Accord des deux parties	اتفاق الطرفين	Règlements	الأنظمة
Rupture conventionnelle	الفسخ التعاقدية	Clause discriminatoire	بند تمييزي
Dispositif	نظام	Convention collective applicable	الاتفاقية الجماعية المطبقة

Loi	قانون	Conditions de la rupture	شروط الفسخ
Autorisation	تفويض	Encadrées par la loi	محددة بالقانون
Contrat à durée déterminée	عقد محدد المدة	Acte juridique unilatéral	إجراء قانوني أحادي الجانب
Contrat de mise à disposition	عقد التوظيف المؤقت	Cause réelle et sérieuse	سبب حقيقي وجدي
Intérim	العمل المؤقت	Code du Travail	قانون العمل
Conclusion	إبرام	Article	مادة

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Lined paper template with horizontal dotted lines.

La responsabilité civile

La responsabilité civile est un pilier fondamental du droit, dont l'objectif principal est de réparer les préjudices causés par une personne à autrui, que ce soit volontairement ou non. Elle peut être de nature contractuelle ou délictuelle. La responsabilité contractuelle intervient lorsqu'une des parties à un contrat ne respecte pas les engagements pris, entraînant un dommage pour l'autre partie. Cela peut inclure des situations où les termes d'un contrat sont violés, comme le non-respect d'une livraison, un défaut de qualité d'un service ou une mauvaise exécution d'une obligation.

La responsabilité délictuelle, quant à elle, s'applique en l'absence de contrat, lorsqu'une personne cause un dommage à autrui par un fait personnel ou à travers des choses ou des personnes dont elle a la garde. Par exemple, un accident de la circulation ou une chute causée par un défaut de signalisation peut engager la responsabilité délictuelle. La loi exige que trois éléments soient présents pour engager la responsabilité : une faute, un dommage, et un lien de causalité direct entre les deux.

Les conséquences de l'engagement de la responsabilité civile peuvent être lourdes, notamment en termes de dommages et intérêts, qui visent à compenser intégralement la victime pour les pertes subies. Toutefois, certaines circonstances atténuantes peuvent exonérer l'auteur du dommage, comme la force majeure ou la faute de la victime. Par exemple, un tremblement de terre imprévisible peut être considéré comme une force majeure qui exonère l'auteur du dommage de toute responsabilité.

Lexique français-arabe :

- Responsabilité civile : المسؤولية المدنية
- Préjudice : ضرر
- Volontairement : عمدًا
- Nature contractuelle : طبيعة تعاقدية
- Nature délictuelle : طبيعة تقصيرية
- Engagements pris : الالتزامات المتفق عليها
- Termes du contrat : شروط العقد
- Non-respect : عدم الامتثال
- Obligation : التزام
- Fait personnel : فعل شخصي

Le contrat de travail

Le contrat de travail est un instrument juridique essentiel qui formalise la relation entre un employeur et un salarié. Il définit les droits et obligations de chaque partie et garantit une certaine stabilité dans l'exécution des tâches professionnelles. En règle générale, le contrat de travail doit être écrit et comprendre certaines informations obligatoires, comme l'identité des parties, la nature du poste occupé, la durée de travail, la rémunération, ainsi que les conditions de rupture du contrat.

Les contrats à durée indéterminée (CDI) sont les plus courants, offrant une sécurité d'emploi au salarié. Cependant, il existe d'autres formes de contrats, comme le contrat à durée déterminée (CDD), utilisé pour des missions temporaires, ou le contrat de travail temporaire, souvent appelé contrat d'intérim. Dans le cadre du CDD, l'employeur doit respecter certaines restrictions quant à son renouvellement et sa durée maximale.

En ce qui concerne la rupture du contrat, celle-ci peut intervenir à l'initiative de l'employeur, pour des raisons économiques ou disciplinaires, ou à l'initiative du salarié, notamment pour convenance personnelle ou pour des manquements graves de l'employeur à ses obligations. Le licenciement pour faute grave, par exemple, est une mesure disciplinaire qui entraîne la rupture immédiate du contrat sans indemnités. Enfin, le droit du travail protège le salarié en imposant des procédures strictes pour éviter tout abus de l'employeur, comme la consultation des représentants du personnel et le respect d'un préavis.

Lexique français-arabe :

- Contrat de travail : عقد العمل
- Relation employeur-salarié : علاقة صاحب العمل بالموظف
- Formaliser : توثيق
- Droits et obligations : حقوق والتزامات
- Sécurité d'emploi : أمان العمل
- Durée de travail : مدة العمل
- Conditions de rupture : شروط الفسخ
- Contrat à durée indéterminée (CDI) : عقد غير محدد المدة
- Contrat à durée déterminée (CDD) : عقد محدد المدة
- Travail temporaire : عمل مؤقت

Le droit de la propriété intellectuelle

Le droit de la propriété intellectuelle joue un rôle crucial dans la protection des créations humaines. Il se divise principalement en deux branches : le droit d'auteur, qui concerne les œuvres de l'esprit, et le droit de la propriété industrielle, qui protège les inventions, les marques, les dessins et modèles industriels. Le droit d'auteur accorde à l'auteur d'une œuvre des droits exclusifs sur l'utilisation de celle-ci, permettant ainsi de protéger sa création contre toute exploitation non autorisée.

Les droits d'auteur englobent des droits moraux et patrimoniaux. Les droits moraux incluent le droit à la paternité de l'œuvre, c'est-à-dire que l'auteur doit être reconnu comme étant le créateur, ainsi que le droit au respect de l'intégrité de l'œuvre, ce qui empêche toute modification non autorisée. Les droits patrimoniaux, en revanche, permettent à l'auteur d'exploiter son œuvre économiquement, par exemple en accordant des licences pour la reproduction ou la diffusion de celle-ci.

En parallèle, la propriété industrielle comprend des brevets, qui protègent les inventions techniques, des marques, qui distinguent les produits et services, et des dessins et modèles industriels, qui protègent les aspects esthétiques des produits. La durée de protection varie selon le type de droit. Par exemple, un brevet est généralement protégé pendant 20 ans, tandis que les marques peuvent être renouvelées indéfiniment tous les 10 ans. Ces droits permettent aux titulaires de protéger leurs innovations et créations contre toute utilisation non autorisée.

Lexique français-arabe :

- Propriété intellectuelle : الملكية الفكرية
- Créations humaines : الإبداعات البشرية
- Droit d'auteur : حقوق المؤلف
- Propriété industrielle : الملكية الصناعية
- Inventions : اختراعات
- Marques : العلامات التجارية
- Dessins et modèles industriels : الرسوم والنماذج الصناعية

A series of horizontal dotted lines spanning the width of the page, providing a template for writing.

Le droit des contrats

Le droit des contrats est une branche fondamentale du droit civil qui régit les relations entre les parties lors de la conclusion, l'exécution et la résiliation des contrats. Un contrat est un accord de volontés entre deux ou plusieurs parties, destiné à créer des obligations juridiques. Pour qu'un contrat soit valide, il doit répondre à plusieurs conditions essentielles : le consentement des parties, la capacité juridique des parties, un objet certain et une cause licite.

Le consentement doit être libre et éclairé, c'est-à-dire sans vice de consentement tel que l'erreur, le dol ou la violence. La capacité juridique désigne la possibilité légale pour une personne de contracter, et toute personne majeure et non placée sous tutelle peut en principe conclure un contrat. Quant à l'objet du contrat, il doit être déterminé ou déterminable, c'est-à-dire qu'il doit porter sur une prestation précise. Enfin, la cause du contrat doit être licite, c'est-à-dire conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Une fois le contrat conclu, les parties doivent respecter leurs obligations sous peine de sanctions. En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations contractuelles, des sanctions peuvent être appliquées, telles que l'exécution forcée, la résolution du contrat, ou encore l'octroi de dommages et intérêts à la partie lésée. La résolution du contrat peut être prononcée judiciairement ou de manière unilatérale par l'une des parties, si les termes du contrat le prévoient.

Le droit des contrats prévoit aussi des modalités spécifiques pour certains types de contrats, comme les contrats de vente, de location ou de prestation de services. Par exemple, dans le contrat de vente, le vendeur s'engage à livrer un bien conforme au contrat, tandis que l'acheteur s'engage à en payer le prix convenu. En cas de vice caché, l'acheteur dispose d'un recours pour obtenir la réparation ou la restitution du bien vendu.

Lexique français-arabe :

- Droit des contrats : قانون العقود
- Branche du droit civil : فرع من القانون المدني

- Conclusion d'un contrat : إبرام العقد
- Exécution du contrat : تنفيذ العقد
- Résiliation du contrat : فسخ العقد
- Accord de volontés : اتفاق الإرادات
- Obligations juridiques : التزامات قانونية
- Conditions essentielles : الشروط الأساسية
- Consentement : الرضا
- Vice de consentement : عيب في الرضا
- Erreur : خطأ
- Dol : تدليس
- Violence : إكراه
- Capacité juridique : الأهلية القانونية
- Objet certain : موضوع معين
- Cause licite : سبب مشروع
- Ordre public : النظام العام
- Bonnes mœurs : الآداب العامة
- Inexécution : عدم التنفيذ
- Exécution forcée : التنفيذ الجبري
- Résolution du contrat : فسخ العقد
- Octroi de dommages et intérêts : منح تعويضات
- Partie lésée : الطرف المتضرر
- Unilatérale : أحادية الجانب
- Contrat de vente : عقد البيع
- Conformité : مطابقة
- Vice caché : عيب خفي
- Réparation : إصلاح
- Restitution : إرجاع

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

A series of horizontal dotted lines spanning the width of the page, intended for writing or drawing.

Textes non-traduits de l'arabe

نُصُوصٌ غَيْرُ مُتْرَجِّمَةٌ مِنَ الْعَرَبِيَّةِ

Traduisez les textes suivants en langue française :

مبادئ القانون الإداري

يُعتبر القانون الإداري أحد الفروع الهامة في النظام القانوني، حيث يهدف إلى تنظيم العلاقات بين الأفراد والإدارة العامة. ينظم هذا القانون كيفية تصرف الجهات الحكومية وتفاعلها مع المواطنين، كما يُحدد الضوابط والإجراءات التي يجب أن تتبعها هذه الجهات في أداء مهامها.

يتضمن القانون الإداري مجموعة من المبادئ الأساسية، منها مبدأ المشروعية، الذي يُلزم السلطات العامة بالامتثال للقانون في جميع تصرفاتها. يُعتبر هذا المبدأ أساساً لحماية حقوق الأفراد، حيث يتيح لهم الطعن في القرارات الإدارية أمام القضاء إذا ما اعتبروها غير مشروعة.

من المبادئ الأخرى التي تحكم القانون الإداري مبدأ المساواة، الذي يضمن أن تُعامل جميع الأفراد بشكل متساوٍ أمام القانون، بغض النظر عن جنسهم أو عرقهم أو دينهم. يُلزم هذا المبدأ الإدارات العامة بتقديم الخدمات والمزايا لجميع المواطنين بدون تمييز.

يُعتبر القانون الإداري أيضاً مرجعاً مهماً لتحديد نطاق سلطات الإدارة العامة، وما يُعرف بنظرية الفروق القانونية، التي تشير إلى أن القانون يختلف بحسب نوعية العلاقات المبرمة. ويُمكن للأفراد الطعن في القرارات الإدارية عبر تقديم شكاوى إلى الجهات المختصة، مما يُعزز مبدأ الشفافية والمساءلة في العمل الإداري.

المصطلحات :

- الطعن recours : • القانون الإداري droit administratif :
- مبدأ المساواة principe d'égalité : • تنظيم العلاقات organisation des relations :
- تمييز discrimination : • الإدارة العامة administration publique :
- نطاق السلطات champ des compétences : • الضوابط contrôles : • الشفافية transparence :
- المساواة responsabilité : • المشروعية légalité : • المساءلة responsabilité :
- القرارات الإدارية décisions : • القرارات الإدارية administratives :

A series of horizontal dotted lines spanning the width of the page, intended for writing or drawing.

A series of 20 horizontal dotted lines spanning the width of the page, providing a template for handwriting practice.

قانون العقود الدولية

قانون العقود الدولية هو نظام قانوني يتناول القواعد التي تحكم العقود التي تُبرم بين أطراف من دول مختلفة. يُعتبر هذا القانون من المجالات الحيوية التي تساهم في تسهيل التجارة الدولية وتبادل السلع والخدمات. يُحدد هذا القانون الالتزامات والحقوق المتبادلة بين الأطراف، بالإضافة إلى القوانين التي تنظم العقود في حال حدوث نزاع.

تتسم العقود الدولية بتعقيدها نظرًا للاختلافات الثقافية والقانونية بين الدول. لذا، من المهم أن تتضمن هذه العقود بنودًا واضحة تحدد القانون الواجب التطبيق، ومحكمة الاختصاص، وآليات تسوية النزاعات. تُعتبر مبادئ الأمم المتحدة المتعلقة بالعقود الدولية للسلع، والتي تُعرف بمبادئ "الأونسيترال"، مرجعًا مهمًا في هذا المجال. تتضمن هذه المبادئ قواعد بشأن إبرام العقود، وتنفيذها، والعواقب الناتجة عن الإخلال بها. تسعى الدول إلى تحقيق تكامل اقتصادي من خلال تسهيل الإجراءات المتعلقة بالعقود الدولية. يُعدُّ تحسين بيئة الأعمال وتعزيز الشفافية من العوامل الأساسية لجذب الاستثمارات الأجنبية. في حال نشوء نزاع بين الأطراف، يُمكن أن يُحل من خلال التحكيم الدولي، الذي يُعتبر بديلاً فعالاً للقضاء التقليدي.

المصطلحات :

- droit des contrats internationaux : قانون العقود الدولية
- résolution des conflits : تسوية النزاعات
- commerce international : التجارة الدولية
- UNCITRAL : الأونسيترال (Commission des Nations Unies pour le droit commercial international)
- obligations : الالتزامات
- intégration économique : التكامل الاقتصادي
- litige : النزاع
- différences culturelles : اختلافات ثقافية
- clauses : بنود
- investissements étrangers : الاستثمارات الأجنبية
- loi applicable : القانون الواجب التطبيق
- arbitrage international : التحكيم الدولي
- tribunal compétent : محكمة الاختصاص

A series of 20 horizontal dotted lines spanning the width of the page, providing a guide for handwriting practice.

الحقوق المدنية والسياسية

الحقوق المدنية والسياسية هي تلك الحقوق التي تُعنى بحماية الأفراد من تدخل الدولة في حياتهم، وتضمن لهم المشاركة في الشؤون العامة. تشمل هذه الحقوق الحق في الحياة، والحرية، والأمان الشخصي، وحرية التعبير، والحق في محاكمة عادلة.

تُعتبر الحقوق المدنية والسياسية ضرورية لتحقيق الديمقراطية، حيث تُمكن الأفراد من التعبير عن آرائهم والمشاركة في صنع القرار. يُعتبر الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وثيقة مهمة تُعبر عن هذه الحقوق، حيث ينص على أن "لكل شخص الحق في حرية التعبير."

تعمل العديد من المنظمات غير الحكومية على تعزيز هذه الحقوق ومراقبة انتهاكاتها في مختلف الدول. وفي حال حدوث انتهاكات، يُمكن للأفراد التقدم بشكاوى أمام المحاكم الوطنية أو الهيئات الدولية المعنية بحماية حقوق الإنسان.

بالإضافة إلى ذلك، تُعتبر الحقوق المدنية والسياسية جزءًا أساسيًا من المعاهدات الدولية، مثل العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، الذي يُلزم الدول بحماية هذه الحقوق. يُشكل هذا العهد إطارًا قانونيًا يُحدد الحقوق التي يجب أن تتمتع بها الأفراد وكيفية حماية هذه الحقوق من الانتهاكات.

المصطلحات :

- الحقوق المدنية: droits civils
- الديمقراطية: démocratie
- الحقوق السياسية: droits politiques
- الإعلان العالمي لحقوق الإنسان: Déclaration universelle des droits de l'homme
- تدخل الدولة: intervention de l'État
- الحياة: vie
- الحرية: liberté
- المنظمات غير حكومية: organisations non gouvernementales
- الأمان الشخصي: sécurité personnelle
- انتهاكات: violations
- حرية التعبير: liberté d'expression
- العهد الدولي: pacte international
- محاكمة عادلة: procès équitable

A series of 25 horizontal dotted lines spanning the width of the page, providing a template for handwriting practice.

قانون التجارة الدولية

قانون التجارة الدولية هو مجموعة من القواعد القانونية التي تحكم المعاملات التجارية بين الدول. يشمل هذا القانون كافة الأنشطة التجارية، بما في ذلك بيع السلع، وتقديم الخدمات، ونقل التكنولوجيا. يُعتبر قانون التجارة الدولية أداة حيوية لدعم النمو الاقتصادي وتعزيز التجارة العالمية.

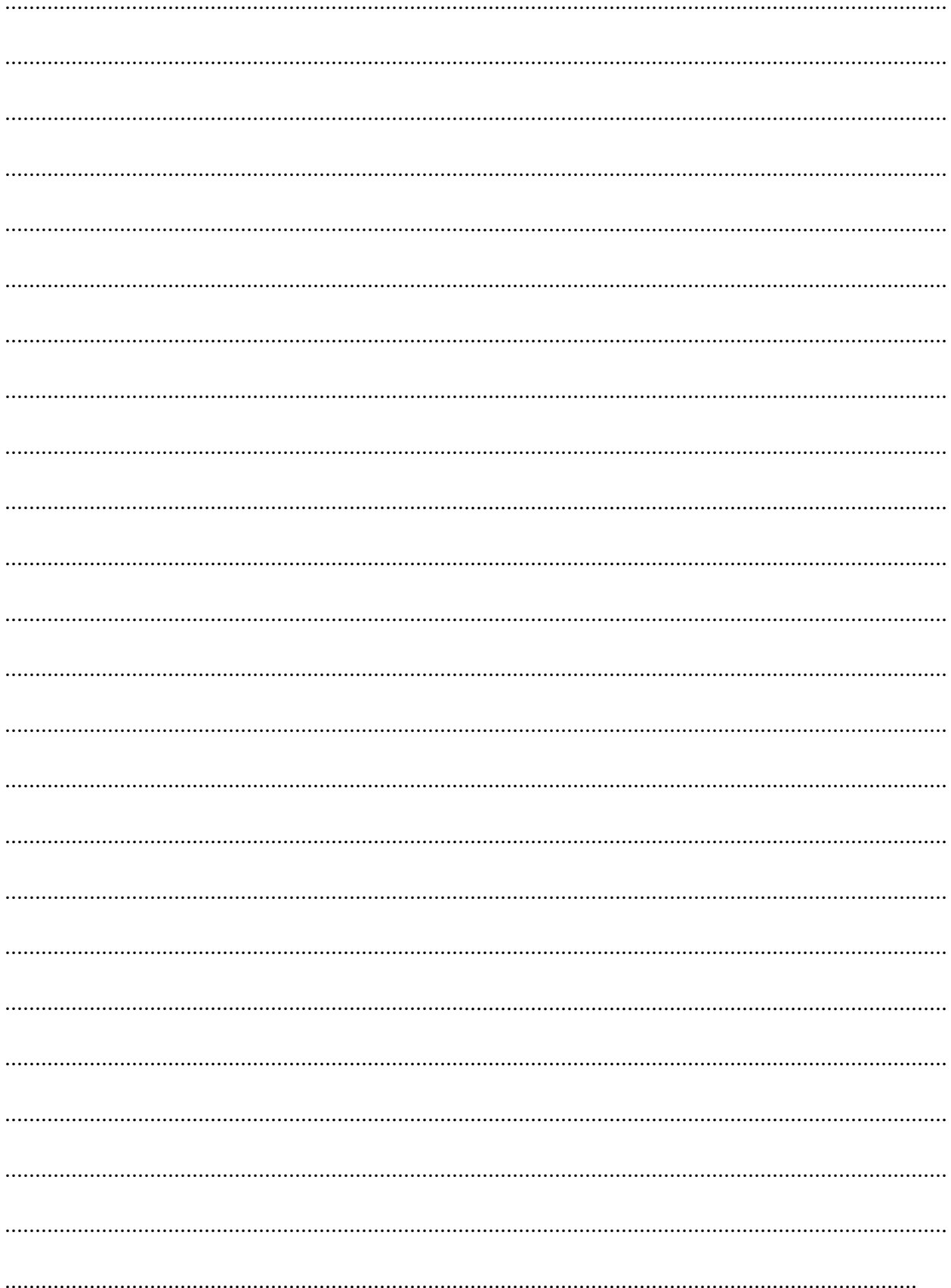
يُحدد قانون التجارة الدولية الشروط التي يجب أن تتوفر في العقود التجارية، بما في ذلك شروط الدفع، والتسليم، والمواصفات الفنية للسلع. كما ينظم هذا القانون أيضاً حقوق والتزامات الأطراف في حالات الإخلال بالعقد، مما يُساهم في توفير بيئة آمنة للتجارة.

تُعتبر المنظمات الدولية، مثل منظمة التجارة العالمية، من الهيئات التي تُعنى بتنظيم التجارة الدولية. حيث تسعى هذه المنظمات إلى تحقيق التوازن بين مصالح الدول الأعضاء وتعزيز حرية التجارة. يُعتبر نظام التسوية الخاصة بالنزاعات أحد العناصر الأساسية في قانون التجارة الدولية، حيث يُتيح للدول حل النزاعات بطريقة سلمية.

من المهم أن تتضمن عقود التجارة الدولية بنوداً واضحة تتعلق بالقوانين التي تنظم العقود، وآليات حل النزاعات. يُعتبر التحكيم التجاري الدولي بديلاً شائعاً للقضاء التقليدي في حالات النزاع، حيث يُتيح للأطراف اختيار محكمين ذوي خبرة في المجال التجاري.

المصطلحات :

- droit du commerce international : قانون التجارة الدولية
- livraison : التسليم
- transactions commerciales : المعاملات التجارية
- spécifications techniques : المواصفات الفنية
- transfert de technologie : نقل التكنولوجيا
- Organisation mondiale du commerce : منظمة التجارة العالمية
- activités commerciales : أنشطة تجارية
- libre-échange : حرية التجارة
- système de règlement : نظام التسوية
- contrats commerciaux : العقود التجارية
- arbitrage commercial international : التحكيم التجاري الدولي
- conditions de paiement : شروط الدفع



A series of 20 horizontal dotted lines spanning the width of the page, providing a template for handwriting practice.

قانون البيئة

قانون البيئة هو مجموعة من القواعد القانونية التي تهدف إلى حماية البيئة والحفاظ على الموارد الطبيعية. يتضمن هذا القانون تنظيم الأنشطة الاقتصادية التي قد تؤثر سلبيًا على البيئة، مثل التصنيع، والتعدين، والزراعة. يُعتبر القانون البيئي أداة حيوية لتحقيق التنمية المستدامة.

تشمل القوانين البيئية عدة جوانب، منها إدارة النفايات، وجودة الهواء والماء، وحماية الحياة البرية. يجب على الشركات الالتزام بمعايير البيئة المحددة من قبل السلطات المختصة، وإلا فإنها قد تواجه عقوبات قانونية، بما في ذلك الغرامات المالية أو إغلاق المنشآت.

تتعاون الحكومات مع المنظمات غير الحكومية والمجتمع المدني لتعزيز الوعي البيئي وتشجيع الممارسات المستدامة. تُعتبر المعاهدات الدولية، مثل اتفاقية باريس لتغير المناخ، جزءًا من الجهود العالمية لحماية البيئة. تلتزم الدول الموقعة على هذه الاتفاقية بتقليل انبعاثات الغازات الدفيئة وتحقيق الأهداف البيئية المحددة.

يُعتبر إشراك المجتمع المحلي في عملية صنع القرار البيئي أمرًا ضروريًا، حيث يُساعد في تحقيق التوازن بين التنمية الاقتصادية وحماية البيئة. كما يُشجع على استخدام الطاقة المتجددة والتقنيات النظيفة كجزء من استراتيجية الحفاظ على البيئة.

المصطلحات :

- قانون البيئة : droit de l'environnement
- جودة الماء : qualité de l'eau
- الحياة البرية : faune et flore
- حماية البيئة : protection de l'environnement
- معايير البيئة : normes environnementales
- الموارد الطبيعية : ressources naturelles
- اتفاقية باريس : Accord de Paris
- الانبعاثات الغازات : émissions de gaz
- الأنشطة الاقتصادية : activités économiques
- المجتمع المحلي : communauté locale
- التنمية المستدامة : développement durable
- الطاقة المتجددة : énergie renouvelable
- إدارة النفايات : gestion des déchets
- التقنيات النظيفة : technologies propres
- جودة الهواء : qualité de l'air



A series of 25 horizontal dotted lines spanning the width of the page, intended for writing or drawing.

حماية المستهلك

تُعتبر حماية المستهلك من المواضيع المهمة في القانون، حيث تهدف إلى ضمان حقوق الأفراد في الحصول على منتجات وخدمات آمنة وذات جودة عالية. تشمل حماية المستهلك مجموعة من القوانين والأنظمة التي تهدف إلى حماية المستهلكين من الغش، والاحتيال، والممارسات التجارية غير العادلة.

يُعتبر قانون حماية المستهلك أداة أساسية لتنظيم العلاقة بين المستهلكين والتجار. يُحدد هذا القانون حقوق المستهلكين، مثل الحق في الحصول على معلومات دقيقة حول المنتجات والخدمات، والحق في الشكوى، والحق في استرداد الأموال في حال عدم مطابقة المنتجات للمواصفات المتفق عليها.

تشمل الإجراءات المتبعة في حماية المستهلك مراقبة الأسعار، وضمان سلامة المنتجات، ومنع الإعلان المضلل. تُعتبر الهيئات الحكومية، مثل هيئة حماية المستهلك، مسؤولة عن تطبيق هذه القوانين، وتعمل على تعزيز الوعي بحقوق المستهلكين من خلال الحملات التوعوية.

في حال حدوث انتهاكات لحقوق المستهلك، يُمكن للمستهلكين تقديم شكاوى إلى الجهات المختصة. كما يمكنهم اللجوء إلى القضاء للحصول على التعويض المناسب. يُعتبر التحكيم أيضًا خيارًا متاحًا لحل النزاعات بين المستهلكين والتجار بطريقة أسرع وأقل تكلفة.

تسعى الدول إلى تعزيز حماية المستهلك من خلال تطوير التشريعات وتطبيقها بفاعلية. يُعد تحسين جودة المنتجات والخدمات، وتوفير بيئة تجارية عادلة، من العناصر الأساسية لتحقيق حماية فعالة للمستهلكين.

المصطلحات :

- protection du consommateur : حماية المستهلك
- produits : المنتجات
- services : خدمات
- fraude : غش
- escroquerie : احتيال
- pratiques commerciales : ممارسات تجارية
- loi sur la protection des consommateurs : قانون حماية المستهلك
- droits des consommateurs : حقوق المستهلكين
- informations précises : معلومات دقيقة
- plainte : الشكوى
- remboursement : استرداد الأموال
- contrôle des prix : مراقبة الأسعار
- sécurité des produits : سلامة المنتجات
- publicité mensongère : الإعلان المضلل

- هيئة حماية المستهلك : Autorité de protection des consommateurs
- الحملات التوعوية : campagnes de sensibilisation
- انتهاكات : violations
- التعويض : compensation
- التحكيم : arbitrage
- جودة : qualité
- بيئة تجارية عادلة : environnement commercial équitabl

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Textes traduits

نصوص مترجمة

Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale
dans sa résolution en date du 10 décembre 1948

Préambule :

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

L'Assemblée générale proclame la présente déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article I :

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article II :

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article III :

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article IV :

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article V :

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article VI :

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article VII :

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article VIII :

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article IX :

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

Article X :

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article XI :

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.
2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou

international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article XII :

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article XIII :

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article XIV :

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article XV :

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article XVI :

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.
3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

Article XVII :

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article XVIII :

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article XIX :

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article XX :

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article XXI :

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu

périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article XXII :

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article XXIII :

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article XXIV :

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article XXV :

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article XXVI :

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.
3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article XXVII :

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.
2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article XXVIII :

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente déclaration puissent y trouver plein effet.

Article XXIX :

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible.
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.
3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article XXX :

Aucune disposition de la présente déclaration ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

الإعلان العالمي لحقوق الإنسان
اعتُمد ونُشر علناً بموجب قرار الجمعية العامة
للأمم المتحدة في ١٠ ديسمبر ١٩٤٨

الديباجة :

لما كان الإقرار بما لجميع أعضاء الأسرة البشرية من كرامة أصيلة فيهم، ومن حقوق متساوية وثابتة، يشكل أساس الحرية والعدل والسلام في العالم.

ولما كان تجاهل حقوق الإنسان وازدراؤها قد أفضيا إلى أعمال أثارَت بربريتها الضمير الإنساني، وكان البشر قد نادوا بيزوغ عالم يتمتعون فيه بحرية القول والعقيدة وبالتحرر من الخوف والفاقة، كأسى ما ترنو إليه نفوسهم.

ولما كان من الأساسي أن تتمتع حقوق الإنسان بحماية النظام القانوني إذا أريد للبشر ألا يضطروا آخر الأمر إلى اللجوء بالتمرد على الطغيان والاضطهاد، ولما كان من الجوهرى العمل على تنمية علاقات ودية بين الأمم.

ولما كانت شعوب الأمم المتحدة قد أعادت في الميثاق تأكيد إيمانها بحقوق الإنسان الأساسية، وبكرامة الإنسان وقدره، وبتساوي الرجال والنساء في الحقوق، وحزمت أمرها على النهوض بالتقدم الاجتماعي وبتحسين مستويات الحياة في جو من الحرية أفسح.

ولما كانت الدول الأعضاء قد تعهدت بالعمل، بالتعاون مع الأمم المتحدة على ضمان تعزيز الاحترام والمراعاة العالميين لحقوق الإنسان وحياته الأساسية.

ولما كان التقاء الجميع على فهم مشترك لهذه الحقوق والحرريات أمراً بالغ الضرورة لتمام الوفاء بهذا التعهد،

فإن الجمعية العامة تنشر على الملأ هذا الإعلان العالمي لحقوق الإنسان بوصفه المثل الأعلى المشترك الذي ينبغي أن تبلغه كافة الشعوب وكافة الأمم، كيما يسعى جميع أفراد المجتمع وهيئاته، واضعين هذا الإعلان نصب أعينهم على الدوام، ومن خلال التعليم والتربية، إلى توطيد احترام هذه الحقوق والحرريات، وكيما يكفلوا، بالتدابير المطردة الوطنية والدولية، الاعتراف العالمي بها ومراعاتها الفعلية، فيما بين شعوب الدول الأعضاء ذاتها وفيما بين شعوب الأقاليم الموضوعة تحت ولايتها على السواء.

المادة (١)

يولد جميع الناس أحرارا ومتساوين في الكرامة والحقوق. وهم قد وهبوا العقل والوجدان وعليهم أن يعاملوا بعضهم بعضا بروح الإخاء.

المادة (٢)

لكل إنسان حق التمتع بجميع الحقوق والحريات المذكورة في هذا الإعلان، دونما تمييز من أي نوع، ولا سيما التمييز بسبب العنصر، أو اللون، أو الجنس، أو اللغة، أو الدين، أو الرأي سياسيا وغير سياسي، أو الأصل الوطني أو الاجتماعي، أو الثروة، أو المولد، أو أي وضع آخر.

وفضلا عن ذلك لا يجوز التمييز علي أساس الوضع السياسي أو القانوني أو الدولي للبلد أو الإقليم الذي ينتهي إليه الشخص، سواء أكان مستقلا أو موضوعا تحت الوصاية أو غير متمتع بالحكم الذاتي أم خاضعا لأي قيد آخر علي سيادته.

المادة (٣)

لكل فرد حق في الحياة والحرية وفي الأمان على شخصه.

المادة (٤)

لا يجوز استرقاق أحد أو استعباده، ويحظر الرق والاتجار بالرقيق بجميع صورهما.

المادة (٥)

لا يجوز إخضاع أحد للتعذيب ولا للمعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو الحاطة بالكرامة.

المادة (٦)

لكل إنسان، في كل مكان، الحق بأن يعترف له بالشخصية القانونية.

المادة (٧)

الناس جميعا سواء أمام القانون، وهم يتساوون في حق التمتع بحماية القانون دونما تمييز،، كما يتساوون في حق التمتع بالحماية من أي تمييز ينتهك هذا الإعلان ومن أي تحريض على مثل هذا التمييز.

المادة (٨)

لكل شخص حق اللجوء إلى المحاكم الوطنية المختصة لإنصافه الفعلي من أية أعمال تنتهك الحقوق الأساسية التي يمنحها إياه الدستور أو القانون.

المادة (٩)

لا يجوز اعتقال أي إنسان أو حجزه أو نفيه تعسفا.

المادة (١٠)

لكل إنسان، على قدم المساواة التامة مع الآخرين، الحق في أن تنظر قضيته محكمة مستقلة ومحيدة، نظرا منصفًا وعلنيًا، للفصل في حقوقه والتزاماته وفي أية تهمة جزائية توجه إليه.

المادة (١١)

١. كل شخص متهم بجريمة يعتبر بريئا إلى أن يثبت ارتكابه لها قانونا في محاكمة علنية تكون قد وفرت له فيها جميع الضمانات اللازمة للدفاع عن نفسه.
٢. لا يبدان أي شخص بجريمة بسبب أي عمل أو امتناع عن عمل لم يكن في حينه يشكل جرما بمقتضى القانون الوطني أو الدولي، كما لا توقع عليه أية عقوبة أشد من تلك التي كانت سارية في الوقت الذي ارتكب فيه الفعل الجرمي.

المادة (١٢)

لا يجوز تعريض أحد لتدخل تعسفي في حياته الخاصة أو في شؤون أسرته أو مسكنه أو مراسلاته، ولا لحملة تمس شرفه وسمعته. ولكل شخص حق في أن يحميه القانون من مثل ذلك التدخل أو تلك الحملات.

المادة (١٣)

١. لكل فرد حق في حرية التنقل وفي اختيار محل إقامته داخل حدود الدولة.
٢. لكل فرد حق في مغادرة أي بلد، بما في ذلك بلده، وفي العودة إلى بلده.

المادة (١٤)

١. لكل فرد حق التماس ملجأ في بلدان أخرى والتمتع به خلاصا من الاضطهاد.

٢. لا يمكن التذرع بهذا الحق إذا كانت هناك ملاحظة ناشئة بالفعل عن جريمة غير سياسية أو عن أعمال تناقض مقاصد الأمم المتحدة ومبادئها.

المادة (١٥)

١. لكل فرد حق التمتع بجنسية ما.
٢. لا يجوز، تعسفاً، حرمان أي شخص من جنسيته ولا من حقه في تغيير جنسيته.

المادة (١٦)

١. للرجل والمرأة، متى أدركا سن البلوغ، حق التزوج وتأسيس أسرة، دون أي قيد بسبب العرق أو الجنسية أو الدين. وهما متساويان في الحقوق لدى التزوج وخلال قيام الزواج ولدى انحلاله.
٢. لا يعقد الزواج إلا برضا الطرفين المزمع زواجهما رضاً كاملاً لا إكراه فيه.
٣. الأسرة هي الخلية الطبيعية والأساسية في المجتمع، ولها حق التمتع بحماية المجتمع والدولة.

المادة (١٧)

لكل فرد حق في التملك، بمفرده أو بالاشتراك مع غيره.
لا يجوز تجريد أحد من ملكه تعسفاً.

المادة (١٨)

لكل شخص حق في حرية الفكر والوجدان والدين، ويشمل هذا الحق حريته في تغيير دينه أو معتقده، وحرية في إظهار دينه أو معتقده بالتعبد وإقامة الشعائر والممارسة والتعليم، بمفرده أو مع جماعة، وأمام الملأ أو على حده.

المادة (١٩)

لكل شخص حق التمتع بحرية الرأي والتعبير، ويشمل هذا الحق حريته في اعتناق الآراء دون مضايقة، وفي التماس الأنباء والأفكار وتلقيها ونقلها إلى الآخرين، بأية وسيلة ودونما اعتبار للحدود.

المادة (٢٠)

لكل شخص حق في حرية الاشتراك في الاجتماعات والجمعيات السلمية.

لا يجوز إرغام أحد على الانتماء إلى جمعية ما.

المادة (٢١)

١. لكل شخص حق المشاركة في إدارة الشؤون العامة لبلده، إما مباشرة وإما بواسطة ممثلين يختارون في حرية.
٢. لكل شخص، بالتساوي مع الآخرين، حق تقلد الوظائف العامة في بلده.
٣. إرادة الشعب هي مناط سلطة الحكم، ويجب أن تتجلى هذه الإرادة من خلال انتخابات نزيهة تجرى دوريا بالاقتراع العام وعلى قدم المساواة بين الناخبين وبالتصويت السري أو بإجراء مكافئ من حيث ضمان حرية التصويت.

المادة (٢٢)

لكل شخص، بوصفه عضوا في المجتمع، حق في الضمان الاجتماعي، ومن حقه أن توفر له، من خلال الجهود القومي والتعاون الدولي، وبما يتفق مع هيكل كل دولة ومواردها، الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي لا غنى عنها لكرامته ولتنامي شخصيته في حرية.

المادة (٢٣)

١. لكل شخص حق العمل، وفي حرية اختيار عمله، وفي شروط عمل عادلة ومرضية، وفي الحماية من البطالة.
٢. لجميع الأفراد، دون أي تمييز، الحق في أجر متساو على العمل المتساوي.
٣. لكل فرد يعمل حق في مكافأة عادلة ومرضية تكفل له ولأسرته عيشة لائقة بالكرامة البشرية، وتستكمل، عند الاقتضاء، بوسائل أخرى للحماية الاجتماعية.
٤. لكل شخص حق إنشاء النقابات مع آخرين والانضمام إليها من أجل حماية مصالحه.

المادة (٢٤)

لكل شخص حق في الراحة وأوقات الفراغ، وخصوصا في تحديد معقول لساعات العمل وفي إجازات دورية مأجورة.

المادة (٢٥)

١. لكل شخص حق في مستوى معيشة يكفى لضمان الصحة والرفاهة له ولأسرته، وخاصة على صعيد المأكل والملبس والمسكن والعناية الطبية وصعيد الخدمات الاجتماعية الضرورية، وله الحق في ما يأمن به الغوائل في حالات

البطالة أو المرض أو العجز أو الترميل أو الشيخوخة أو غير ذلك من الظروف الخارجة عن إرادته والتي تفقده أسباب عيشه.

٢. للأمومة والطفولة حق في رعاية ومساعدة خاصتين. ولجميع الأطفال حق التمتع بذات الحماية الاجتماعية سواء ولدوا في إطار الزواج أو خارج هذا الإطار.

المادة (٢٦)

١. لكل شخص حق في التعليم. ويجب أن يوفر التعليم مجاناً، على الأقل في مرحلتيه الابتدائية والأساسية. ويكون التعليم الابتدائي إلزامياً. ويكون التعليم الفني والمهني متاحاً للعموم. ويكون التعليم العالي متاحاً للجميع تبعاً لكفاءتهم.

٢. يجب أن يستهدف التعليم التنمية الكاملة لشخصية الإنسان وتعزيز احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية. كما يجب أن يعزز التفاهم والتسامح والصداقة بين جميع الأمم وجميع الفئات العنصرية أو الدينية، وأن يؤيد الأنشطة التي تضطلع بها الأمم المتحدة لحفظ السلام.

٣. للآباء، على سبيل الأولوية، حق اختيار نوع التعليم الذي يعطى لأولادهم.

المادة (٢٧)

لكل شخص حق المشاركة الحرة في حياة المجتمع الثقافية، وفي الاستمتاع بالفنون، والإسهام في التقدم العلمي وفي الفوائد التي تنجم عنه.

لكل شخص حق في حماية المصالح المعنوية والمادية المترتبة على أي إنتاج علمي أو أدبي أو فني من صنعه.

المادة (٢٨)

لكل فرد حق التمتع بنظام اجتماعي ودولي يمكن أن تتحقق في ظلّه الحقوق والحريات المنصوص عليها في هذا الإعلان تحقّقاً تاماً.

المادة (٢٩)

١. على كل فرد واجبات إزاء الجماعة، التي فيها وحدها يمكن أن تنمو شخصيته النمو الحر الكامل.

٢. لا يخضع أي فرد، في ممارسة حقوقه وحرياته، إلا للقيود التي يقررها القانون مستهدفا منها، حصرا، ضمان الاعتراف الواجب بحقوق وحرريات الآخرين واحترامها، والوفاء بالعدل من مقتضيات الفضيلة والنظام العام ورفاه الجميع في مجتمع ديمقراطي.

٣. لا يجوز في أي حال أن تمارس هذه الحقوق على نحو يناقض مقاصد الأمم المتحدة ومبادئها.

المادة (٣٠)

ليس في هذا الإعلان أي نص يجوز تأويله على نحو يفيد انطواءه على تخويل أية دولة أو جماعة، أو أي فرد، أي حق في القيام بأي نشاط أو بأي فعل يهدف إلى هدم أي من الحقوق والحرريات المنصوص عليها فيه.

دستور جمهورية مصر العربية ٢٠١٤م

الديباجة :

بسم الله الرحمن الرحيم

هذا دستورنا

مصر هبة النيل للمصريين، وهبة المصريين للإنسانية.

مصر العربية بعبقرية موقعها وتاريخها قلب العالم كله، فهي ملتقى حضاراته وثقافته، ومفترق طرق موصلاتته البحرية واتصالاته، وهي رأس أفريقيا المطل على المتوسط، ومصب أعظم أنهارها: النيل.

هذه مصر، وطن خالد للمصريين، ورسالة سلام ومحبة لكل الشعوب.

في مطلع التاريخ، لاح فجر الضمير الإنساني وتجلى في قلوب أجدادنا العظام فاتحدت إرادتهم الخيرة، وأسسوا أول دولة مركزية، ضببت ونظمت حياة المصريين على ضفاف النيل، وأبدعوا أروع آيات الحضارة، وتطلعت قلوبهم إلى السماء قبل أن تعرف الأرض الأديان السماوية الثلاثة.

مصر مهد الدين، وراية مجد الأديان السماوية.

في أرضها شب كلیم الله موسى عليه السلام، وتجلى له النور الإلهي، وتنزلت عليه الرسالة في طور سينين.

وعلى أرضها احتضن المصريون السيدة العذراء ووليدها، ثم قدموا آلاف الشهداء دفاعا عن كنيسة السيد المسيح عليه السلام.

وحين بُعث خاتم المرسلين سيدنا محمد عليه الصلاة والسلام، للناس كافة، لِيتمم مكارم الأخلاق، انفتحت قلوبنا وعقولنا لنور الإسلام، فكننا خير أجناد الأرض جهادا في سبيل الله، ونشرنا رسالة الحق وعلوم الدين في العالمين.

هذه مصر وطن نعيش فيه ويعيش فينا.

وفي العصر الحديث، استنارت العقول، وبلغت الإنسانية رشدها، وتقدمت أمم وشعوب على طريق العلم، رافعة رايات الحرية والمساواة، وأسس محمد على الدولة المصرية الحديثة، وعمادها جيش وطني، ودعا ابن الأزهر رفاة أن يكون الوطن

" محلاً للسعادة المشتركة بين بنيه"، وجاهدنا نحن المصريين للحاق بركب التقدم، وقدمنا الشهداء والتضحيات، في العديد من الهبات والانتفاضات والثورات، حتى انتصر جيشنا الوطني للإرادة الشعبية الجارفة في ثورة " ٢٥ يناير - ٣٠ يونيو" التي دعت إلى العيش بحرية وكرامة إنسانية تحت ظلال العدالة الاجتماعية، واستعادت للوطن إرادته المستقلة. هذه الثورة امتداد لمسيرة نضال وطني كان من أبرز رموزه أحمد عرابي، ومصطفى كامل، ومحمد فريد، وتتويج لثورتين عظيمتين في تاريخنا الحديث:

ثورة ١٩١٩ التي أزاحت الحماية البريطانية عن كاهل مصر والمصريين، وأرست مبدأ المواطنة والمساواة بين أبناء الجماعة الوطنية، وسعى زعيمها سعد زغلول وخليفته مصطفى النحاس على طريق الديمقراطية، مؤكداً أن "الحق فوق القوة، والأمة فوق الحكومة"، ووضع طلعت حرب خلالها حجر الأساس للاقتصاد الوطني.

وثورة " ٢٣ يوليو ١٩٥٢" التي قادها الزعيم الخالد جمال عبد الناصر، واحتضنتها الإرادة الشعبية، فتحقق حلم الأجيال في الجلاء والاستقلال، وأكدت مصر انتماءها العربي وانفتحت على قارتها الأفريقية، والعالم الإسلامي، وساندت حركات التحرير عبر القارات، وسارت بخطى ثابتة على طريق التنمية والعدالة الاجتماعية.

هذه الثورة امتداد للمسيرة الثورية للوطنية المصرية، وتوكيد للعروة الوثقى بين الشعب المصري وجيشه الوطني، الذي حمل أمانة ومسئولية حماية الوطن، والتي حققنا بفضلها الانتصار في معاركنا الكبرى، من دحر العدوان الثلاثي عام ١٩٥٦، إلى هزيمة الهزيمة بنصر أكتوبر المجيد الذي منح للرئيس أنور السادات مكانة خاصة في تاريخنا القريب.

وثورة ٢٥ يناير- ٣٠ يونيو، فريدة بين الثورات الكبرى في تاريخ الإنسانية، بكثافة المشاركة الشعبية التي قدرت بعشرات الملايين، وبدور بارز لشباب متطلع لمستقبل مشرق، ويتجاوز الجماهير للطبقات والإيديولوجيات نحو أفق وطنية وإنسانية أكثر رحابة، وبحماية جيش الشعب للإرادة الشعبية وبمباركة الأزهر الشريف والكنيسة الوطنية لها، وهي أيضاً فريدة بسلميتها وبطموحها أن تحقق الحرية والعدالة الاجتماعية معاً.

هذه الثورة إشارة وبشارة، إشارة إلى ماضٍ ما زال حاضراً، وبشارة بمستقبل تتطلع إليه الإنسانية كلها.

فالعالم الآن يوشك أن يطوى الصفحات الأخيرة من العصر الذي مزقته صراعات المصالح بين الشرق والغرب، وبين الشمال والجنوب، واشتعلت فيه النزاعات والحروب، بين الطبقات والشعوب، وزادت المخاطر التي تهدد الوجود الإنساني، وتهدد الحياة على الأرض التي استخلفنا الله عليها، وتأمل الإنسانية أن تنتقل من عصر الرشد إلى عصر الحكمة، لنبني عالماً إنسانياً

جديداً تسوده الحقيقة والعدل، وتصان فيه الحريات وحقوق الإنسان، ونحن المصريين نرى في ثورتنا عودة لإسهامنا في كتابة تاريخ جديد للإنسانية.

نحن نؤمن أننا قادرون أن نستلهم الماضى وأن نستنهض الحاضر، وأن نشق الطريق إلى المستقبل. قادرون أن نهض بالوطن ونهض بنا.

نحن نؤمن بأن لكل مواطن الحق بالعيش على أرض هذا الوطن فى أمن وأمان، وأن لكل مواطن حقاً فى يومه وفى غده. نحن نؤمن بالديمقراطية طريقاً ومستقبلاً وأسلوب حياة، وبالتعددية السياسية، وبالتداول السلمى للسلطة، ونؤكد حق الشعب فى صنع مستقبله، هو - وحده - مصدر السلطات، الحرية والكرامة الإنسانية والعدالة الاجتماعية حق لكل مواطن، ولنا ولأجيالنا القادمة - السيادة فى وطن سيد.

نحن الآن نكتب دستوراً يجسد حلم الأجيال بمجتمع مزدهر متلاحم، ودولة عادلة تحقق طموحات اليوم والغد للفرد والمجتمع.

نحن - الآن - نكتب دستوراً يستكمل بناء دولة ديمقراطية حديثة، حكومتها مدنية.

نكتب دستوراً نغلق به الباب أمام أى فساد وأى استبداد، ونعالج فيه جراح الماضى من زمن الفلاح الفصيح القديم، وحتى ضحايا الإهمال وشهداء الثورة فى زماننا، ونرفع الظلم عن شعبنا الذى عانى طويلاً.

نكتب دستوراً يؤكد أن مبادئ الشريعة الإسلامية المصدر الرئيس للتشريع، وأن المرجع فى تفسيرها هو ما تضمنه مجموع أحكام المحكمة الدستورية العليا فى ذلك الشأن.

نكتب دستوراً يفتح أمامنا طريق المستقبل، ويتسق مع الاعلان العالمى لحقوق الإنسان الذى شاركنا فى صياغته ووافقنا عليه.

نكتب دستوراً يصون حرياتنا، ويحمى الوطن من كل ما يهدده أو يهدد وحدتنا الوطنية.

نكتب دستوراً يحقق المساواة بيننا فى الحقوق والواجبات دون أى تمييز.

نحن المواطنين والمواطنین، نحن الشعب المصرى، السيد فى الوطن السيد، هذه إرادتنا، وهذا دستور ثورتنا. هذا دستورنا.

مادة (١) :

جمهورية مصر العربية دولة ذات سيادة، موحدة لا تقبل التجزئة، ولا ينزل عن شئ منها، نظامها جمهورى ديمقراطى، يقوم على أساس المواطنة وسيادة القانون.

الشعب المصرى جزء من الأمة العربية يعمل على تكاملها ووحدها، ومصر جزء من العالم الإسلامى، تنتمى إلى القارة الأفريقية، وتعتز بامتدادها الآسيوى، وتسهم فى بناء الحضارة الإنسانية.

مادة (٢) :

الإسلام دين الدولة، واللغة العربية لغتها الرسمية، ومبادئ الشريعة الإسلامية المصدر الرئيسى للتشريع.

مادة (٣) :

مبادئ شرائع المصريين من المسيحيين واليهود المصدر الرئيسى للتشريعات المنظّمة لأحوالهم الشخصية، وشنونهم الدينية، واختيار قياداتهم الروحية.

مادة (٤) :

السيادة للشعب وحده، يمارسها ويحميها، وهو مصدر السلطات، ويصون وحدته الوطنية التى تقوم على مبادئ المساواة والعدل وتكافؤ الفرص بين جميع المواطنين، وذلك على الوجه المبين فى الدستور.

مادة (٥) :

يقوم النظام السياسى على أساس التعددية السياسية والحزبية، والتداول السلمى للسلطة، والفصل بين السلطات والتوازن بينها، وتلازم المسؤولية مع السلطة، واحترام حقوق الإنسان وحياته، على الوجه المبين فى الدستور.

مادة (٦) :

الجنسية حق لمن يولد لأب مصرى أو أم مصرية، والاعتراف القانونى به ومنحه أوراقاً رسمية تثبت بياناته الشخصية، حق يكفله القانون وينظمه.

يحدد القانون شروط اكتساب الجنسية.

مادة (٧) :

الأزهر الشريف هيئة إسلامية علمية مستقلة، يختص دون غيره بالقيام على كافة شئونه، وهو المرجع الأساسي في العلوم الدينية والشئون الإسلامية، ويتولى مسئولية الدعوة ونشر علوم الدين واللغة العربية في مصر والعالم. وتلتزم الدولة بتوفير الاعتمادات المالية الكافية لتحقيق أغراضه. وشيخ الأزهر مستقل غير قابل للعزل، وينظم القانون طريقة اختياره من بين أعضاء هيئة كبار العلماء.

مادة (٨) :

يقوم المجتمع على التضامن الاجتماعي. وتلتزم الدولة بتحقيق العدالة الاجتماعية وتوفير سبل التكافل الاجتماعي، بما يضمن الحياة الكريمة لجميع المواطنين، على النحو الذي ينظمه القانون.

مادة (٩) :

تلتزم الدولة بتحقيق تكافؤ الفرص بين جميع المواطنين، دون تمييز.

مادة (١٠) :

الأسرة أساس المجتمع، قوامها الدين والأخلاق والوطنية، وتحرص الدولة على تماسكها واستقرارها وترسيخ قيمها.

مادة (١١) :

تكفل الدولة تحقيق المساواة بين المرأة والرجل في جميع الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية وفقا لأحكام الدستور.

وتعمل الدولة على اتخاذ التدابير الكفيلة بضمان تمثيل المرأة تمثيلاً مناسباً في المجالس النيابية، على النحو الذي يحدده القانون، كما تكفل للمرأة حقها في تولى الوظائف العامة ووظائف الإدارة العليا في الدولة والتعيين في الجهات والهيئات القضائية، دون تمييز ضدها.

وتلتزم الدولة بحماية المرأة ضد كل أشكال العنف، وتكفل تمكين المرأة من التوفيق بين واجبات الأسرة ومتطلبات العمل.

كما تلتزم بتوفير الرعاية والحماية للأمومة والطفولة والمرأة المعيلة والمسننة والنساء الأشد احتياجاً.

مادة (١٢) :

العمل حق، وواجب، وشرف تكفله الدولة. ولا يجوز إلزام أى مواطن بالعمل جبراً، إلا بمقتضى قانون، ولأداء خدمة عامة، لمدة محددة، وبمقابل عادل، ودون إخلال بالحقوق الأساسية للمكلفين بالعمل.

مادة (١٣) :

تلتزم الدولة بالحفاظ على حقوق العمال، وتعمل على بناء علاقات عمل متوازنة بين طرفى العملية الانتاجية، وتكفل سبل التفاوض الجماعى، وتعمل على حماية العمال من مخاطر العمل وتوافر شروط الأمن والسلامة والصحة المهنية، ويحظر فصلهم تعسفياً، وذلك كله على النحو الذى ينظمه القانون.

مادة (١٤) :

الوظائف العامة حق للمواطنين على أساس الكفاءة، ودون محاباة أو وساطة، وتكليف للقائمين بها لخدمة الشعب، وتكفل الدولة حقوقهم وحمايتهم، وقيامهم بأداء واجباتهم فى رعاية مصالح الشعب، ولا يجوز فصلهم بغير الطريق التأديبى، إلا فى الأحوال التى يحددها القانون.

مادة (١٥) :

الإضراب السلمى حق ينظمه القانون.

مادة (١٦) :

تلتزم الدولة بتكريم شهداء الوطن، ورعاية مصابى الثورة، والمحاربين القدماء والمصابين، وأسر المفقودين فى الحرب وما فى حكمها، ومصابى العمليات الأمنية، وأزواجهم وأولادهم ووالديهم، وتعمل على توفير فرص العمل لهم، وذلك على النحو الذى ينظمه القانون.

وتشجع الدولة مساهمة منظمات المجتمع المدنى فى تحقيق هذه الأهداف.

مادة (١٧) :

تكفل الدولة توفير خدمات التأمين الاجتماعى.

ولكل مواطن لا يتمتع بنظام التأمين الاجتماعى الحق فى الضمان الاجتماعى، بما يضمن له حياة كريمة، إذا لم يكن قادراً على إعالة نفسه وأسرته، وفى حالات العجز عن العمل والشيخوخة والبطالة.

وتعمل الدولة على توفير معاش مناسب لصغار الفلاحين، والعمال الزراعيين والصيادين، والعمالة غير المنتظمة، وفقاً للقانون.

وأموال التأمينات والمعاشات أموال خاصة، تتمتع بجميع أوجه وأشكال الحماية المقررة للأموال العامة، وهي وعوائدها حق للمستفيدين منها، وتستثمر استثماراً آمناً، وتديرها هيئة مستقلة، وفقاً للقانون.

وتضمن الدولة أموال التأمينات والمعاشات.

مادة (١٨) :

لكل مواطن الحق في الصحة وفي الرعاية الصحية المتكاملة وفقاً لمعايير الجودة، وتكفل الدولة الحفاظ على مرافق الخدمات الصحية العامة التي تقدم خدماتها للشعب ودعمها والعمل على رفع كفاءتها وانتشارها الجغرافي العادل.

وتلتزم الدولة بتخصيص نسبة من الإنفاق الحكومي للصحة لا تقل عن ٣٪ من الناتج القومي الإجمالي تتصاعد تدريجياً حتى تتفق مع المعدلات العالمية.

وتلتزم الدولة بإقامة نظام تأمين صحي شامل لجميع المصريين يغطي كل الأمراض، وينظم القانون إسهام المواطنين في اشتراكاته أو إعفاءهم منها طبقاً لمعدلات دخولهم.

ويجزم الامتناع عن تقديم العلاج بأشكاله المختلفة لكل إنسان في حالات الطوارئ أو الخطر على الحياة.

وتلتزم الدولة بتحسين أوضاع الأطباء وهيئات التمريض والعاملين في القطاع الصحي.

وتخضع جميع المنشآت الصحية، والمنتجات والمواد، ووسائل الدعاية المتعلقة بالصحة لرقابة الدولة، وتشجع الدولة مشاركة القطاعين الخاص والأهلي في خدمات الرعاية الصحية وفقاً للقانون.

مادة (١٩) :

التعليم حق لكل مواطن، هدفه بناء الشخصية المصرية، والحفاظ على الهوية الوطنية، وتأصيل المنهج العلمي في التفكير، وتنمية المواهب وتشجيع الابتكار، وترسيخ القيم الحضارية والروحية، وإرساء مفاهيم المواطنة والتسامح وعدم التمييز، وتلتزم الدولة بمراعاة أهدافه في مناهج التعليم ووسائله، وتوفيره وفقاً لمعايير الجودة العالمية.

والتعليم إلزامي حتى نهاية المرحلة الثانوية أو ما يعادلها، وتكفل الدولة مجانيته بمراحله المختلفة في مؤسسات الدولة التعليمية، وفقاً للقانون.

وتلتزم الدولة بتخصيص نسبة من الإنفاق الحكومي للتعليم لا تقل عن ٤٪ من الناتج القومي الإجمالي، تتصاعد تدريجياً حتى تتفق مع المعدلات العالمية.

وتشرف الدولة عليه لضمان التزام جميع المدارس والمعاهد العامة والخاصة بالسياسات التعليمية لها.

مادة (٢٠) :

تلتزم الدولة بتشجيع التعليم الفني والتقني والتدريب المهني وتطويره، والتوسع في أنواعه كافة، وفقاً لمعايير الجودة العالمية، وبما يتناسب مع احتياجات سوق العمل.

مادة (٢١) :

تكفل الدولة استقلال الجامعات والمعاهد العلمية واللغوية، وتوفير التعليم الجامعي وفقاً لمعايير الجودة العالمية، وتعمل على تطوير التعليم الجامعي وتكفل مجانيته في جامعات الدولة ومعاهدها، وفقاً للقانون.

وتلتزم الدولة بتخصيص نسبة من الإنفاق الحكومي للتعليم الجامعي لا تقل عن ٢٪ من الناتج القومي الإجمالي تتصاعد تدريجياً حتى تتفق مع المعدلات العالمية.

وتعمل الدولة على تشجيع إنشاء الجامعات الأهلية التي لا تستهدف الربح، وتلتزم الدولة بضمان جودة التعليم في الجامعات الخاصة والأهلية والتزامها بمعايير الجودة العالمية، وإعداد كوادرها من أعضاء هيئات التدريس والباحثين، وتخصيص نسبة كافية من عوائدها لتطوير العملية التعليمية والبحثية.

مادة (٢٢) :

المعلمون، وأعضاء هيئة التدريس ومعاونوهم، الركيزة الأساسية للتعليم، تكفل الدولة تنمية كفاءاتهم العلمية، ومهاراتهم المهنية، ورعاية حقوقهم المادية والأدبية، بما يضمن جودة التعليم وتحقيق أهدافه.

مادة (٢٣) :

تكفل الدولة حرية البحث العلمى وتشجيع مؤسساته، باعتباره وسيلة لتحقيق السيادة الوطنية، وبناء اقتصاد المعرفة، وترعى الباحثين والمخترعين، وتخصص له نسبة من الإنفاق الحكومى لا تقل عن ١٪ من الناتج القومى الإجمالى تتصاعد تدريجيا حتى تتفق مع المعدلات العالمية.

كما تكفل الدولة سبل المساهمة الفعالة للقطاعين الخاص والأهلى وإسهام المصريين فى الخارج فى نهضة البحث العلمى.

مادة (٢٤) :

اللغة العربية والتربية الدينية والتاريخ الوطنى بكل مراحلها مواد أساسية فى التعليم قبل الجامعى الحكومى والخاص، وتعمل الجامعات على تدريس حقوق الإنسان والقيم والأخلاق المهنية للتخصصات العلمية المختلفة.

مادة (٢٥) :

تلتزم الدولة بوضع خطة شاملة للقضاء على الأمية الهجائية والرقمية بين المواطنين فى جميع الأعمار، وتلتزم بوضع آليات تنفيذها بمشاركة مؤسسات المجتمع المدنى، وذلك وفق خطة زمنية محددة.

مادة (٢٦) :

إنشاء الرتب المدنية محظور.

مادة (٢٧) :

يهدف النظام الاقتصادى إلى تحقيق الرخاء فى البلاد من خلال التنمية المستدامة والعدالة الاجتماعية، بما يكفل رفع معدل النمو الحقيقى للاقتصاد القومى، ورفع مستوى المعيشة، وزيادة فرص العمل وتقليل معدلات البطالة، والقضاء على الفقر. ويلتزم النظام الاقتصادى بمعايير الشفافية والحوكمة، ودعم محاور التنافسية وتشجيع الاستثمار، والنمو المتوازن جغرافيا وقطاعيا وبيئيا، ومنع الممارسات الاحتكارية، مع مراعاة الاتزان المالى والتجارى والنظام الضريبى العادل، وضبط آليات السوق، وكفالة الأنواع المختلفة للملكية، والتوازن بين مصالح الأطراف المختلفة، بما يحفظ حقوق العاملين ويحوى المستهلك.

ويلتزم النظام الاقتصادى اجتماعياً بضمان تكافؤ الفرص والتوزيع العادل لعوائد التنمية وتقليل الفوارق بين الدخل والالتزام بحد أدنى للأجور والمعاشات يضمن الحياة الكريمة، وبحد أقصى فى أجهزة الدولة لكل من يعمل بأجر، وفقاً للقانون.

مادة (٢٨) :

الأنشطة الاقتصادية الإنتاجية والخدمية والمعلوماتية مقومات أساسية للاقتصاد الوطنى، وتلتزم الدولة بحمايتها، وزيادة تنافسيتها، وتوفير المناخ الجاذب للاستثمار، وتعمل على زيادة الإنتاج، وتشجيع التصدير، وتنظيم الاستيراد. وتولى الدولة اهتماماً خاصاً بالمشروعات المتوسطة والصغيرة ومتناهية الصغر فى كافة المجالات، وتعمل على تنظيم القطاع غير الرسمى وتأهيله.

مادة (٢٩) :

الزراعة مقوم أساسى للاقتصاد الوطنى. وتلتزم الدولة بحماية الرقعة الزراعية وزيادتها، وتجريم الاعتداء عليها، كما تلتزم بتنمية الريف ورفع مستوى معيشة سكانه وحمايتهم من المخاطر البيئية، وتعمل على تنمية الإنتاج الزراعى والحيوانى، وتشجيع الصناعات التى تقوم عليهما. وتلتزم الدولة بتوفير مستلزمات الإنتاج الزراعى والحيوانى، وشراء المحاصيل الزراعية الأساسية بسعر مناسب يحقق هامش ربح للفلاح، وذلك بالاتفاق مع الاتحادات والنقابات والجمعيات الزراعية، كما تلتزم الدولة بتخصيص نسبة من الأراضى المستصلحة لصغار الفلاحين وشباب الخريجين، وحماية الفلاح والعامل الزراعى من الاستغلال، وذلك كله على النحو الذى ينظمه القانون.

مادة (٣٠) :

تلتزم الدولة بحماية الثروة السمكية وحماية ودعم الصيادين، وتمكينهم من مزاولة أعمالهم دون إلحاق الضرر بالنظم البيئية، وذلك على النحو الذى ينظمه القانون.

مادة (٣١) :

أمن الفضاء المعلوماتى جزء أساسى من منظومة الاقتصاد والأمن القومى، وتلتزم الدولة باتخاذ التدابير اللازمة للحفاظ عليه، على النحو الذى ينظمه القانون.

Constitution de la République Arabe d'Égypte 2014

Préambule :

Au nom de Dieu Clément et Miséricordieux. Ceci est notre Constitution.

L'Égypte est le don du Nil aux Égyptiens, et le don des Égyptiens à l'humanité. L'Égypte arabe – avec le génie de sa géographie et son histoire – est au cœur du monde: le point de rencontre de ses cultures et civilisations, le carrefour de ses voies maritimes et de ses communications. Pointe de l'Afrique sur la Méditerranée, elle est l'estuaire de l'un de ses plus grands fleuves, le Nil. Telle est l'Égypte, patrie éternelle pour les Égyptiens et message de paix et d'amour pour tous les peuples.

Au début de l'histoire, l'aube de la conscience humaine s'est levée dans les cœurs de nos prestigieux ancêtres, leurs volontés bienfaitrices se sont unies pour fonder le premier État centralisé, qui a organisé la vie des Égyptiens sur les rives du Nil, en produisant les œuvres les plus admirables de la civilisation. Avant même que les trois religions monothéistes ne soient révélées à la terre, leur cœur tendaient vers le ciel.

L'Égypte est le berceau de la religion et l'étendard de gloire des religions célestes.

C'est là qu'a grandi Moïse, celui à qui Dieu parla, c'est là, sur le Mont Sinaï, que se sont manifestés la lumière divine et le message révélé.

Sur cette terre, les Égyptiens ont accueilli la Vierge Marie et son nouveau-né et ont ensuite sacrifié des milliers de martyrs pour la défense de l'Église de Jésus (que la paix soit sur lui).

Quand le Sceau des Prophètes Muhammad (que la paix et le salut de Dieu soient sur lui) fut envoyé aux hommes pour parfaire la morale, nos cœurs et nos esprits se sont ouverts à la lumière de l'Islam, nous fûmes les meilleurs guerriers pour l'amour de Dieu et nous diffusâmes le message de la vérité et les sciences de la religion partout dans le monde.

Telle est l'Égypte, une patrie où nous vivons et qui vit en nous.

Dans les temps modernes, les esprits se sont éclairés, l'humanité a connu son âge de raison et des nations et des peuples ont emprunté le chemin de la science, levant les bannières de la liberté et de l'égalité. Muhammad Ali fonda l'État moderne avec à la base

une armée nationale. Ruffaa, fils d'Al-Azhar, appelait pour une patrie " lieu de bonheur partagé entre ses fils". Nous, les Egyptiens, nous sommes efforcés de rattraper la marche du progrès. Nous avons offert martyrs et sacrifices dans de nombreux soulèvements, révoltes et révolutions, jusqu'à ce que notre armée nationale prenne le parti de l'énorme volonté populaire qui s'est manifestée durant la révolution du «25 Janvier - 30 Juin». Celle-ci a appelé à vivre librement, a revendiqué la dignité humaine, dans un cadre de justice sociale et a restauré la volonté indépendante de la patrie.

Cette révolution prolonge une lutte nationale dont les plus importants symboles sont Ahmad Orabi, Mustafa Kamel et Muhammad Farid. Elle est le couronnement des deux grandes révolutions de notre histoire moderne : la révolution de 1919 met fin au protectorat britannique et établit le principe de la citoyenneté et l'égalité entre les membres de la communauté nationale. Son leader Saad Zaghloul et son successeur Mustafa El-Nahas s'orientent vers la démocratie, leur slogan est "le droit l'emporte sur la force et la nation l'emporte sur le gouvernement." Dans le sillage de la révolution, Talaat Harb pose la première pierre de l'économie nationale.

La révolution du 23 Juillet 1952, dirigée par le leader Gamal Abd El-Nasser et soutenue par la volonté populaire, a réalisé le rêve de plusieurs générations : départ des troupes étrangères et indépendance nationale. L'Égypte s'est ouverte à sa nation arabe, à son continent africain et au monde musulman, a soutenu les mouvements de libération à travers les continents, et s'est engagée sûrement sur la voie du développement et de la justice sociale.

La révolution du 25 janvier – 30 juin est une poursuite de la marche révolutionnaire du nationalisme égyptien. Elle réaffirme le lien indéfectible entre le peuple égyptien et son armée nationale, qui a assumé sa responsabilité de protection de la patrie. C'est à elle que nous devons la victoire dans nos grandes batailles, de la mise en échec de l'agression tripartite en 1956, jusqu'à la défaite lors de la glorieuse victoire d'Octobre, qui a donné au Président Anouar el-Sadate une place particulière dans notre histoire récente.

La révolution du 25 Janvier - 30 Juin est unique parmi les grandes révolutions de l'histoire humaine, pour l'importance de la participation populaire estimée à des dizaines de millions, pour le rôle tangible des jeunes en quête d'un avenir radieux, pour le dépassement des classes et des idéologies en faveur d'horizons patriotiques et humains plus vastes, pour la protection de la volonté populaire par l'armée, et pour la bénédiction que cette révolution a obtenue de la part d'al-Azhar et de l'Eglise nationale.

Elle est également unique pour son pacifisme et pour sa double revendication de liberté et de justice sociale.

Cette révolution est un signe et une promesse ; signe d'un passé toujours présent et promesse d'un futur auquel aspire l'humanité.

En ce moment, le monde est sur le point de tourner les dernières pages d'une ère déchirée par les conflits d'intérêts entre l'Orient et l'Occident, entre le Nord et le Sud, ou les conflits et guerres entre les classes et les peuples. Des risques accrus menacent l'existence humaine et la vie sur cette terre que Dieu nous a confiée. De l'âge de raison, l'humanité espère passer à l'âge de la sagesse, pour construire une nouvelle humanité guidée par la vérité et la justice, où les libertés et les droits de l'homme sont préservés. Nous – les Égyptiens – voyons dans cette révolution le retour de notre contribution à l'écriture d'une nouvelle histoire de l'humanité.

Nous croyons que nous sommes en mesure de nous inspirer du passé et de revivifier le présent, de faire notre chemin vers l'avenir, de faire renaître la patrie et renaître avec elle,

Nous croyons que chaque citoyen a le droit de vivre sur la terre de ce pays en sécurité et sûreté, et que chaque citoyen a droit à sa journée et à son lendemain,

Nous croyons en la démocratie, voie, avenir et mode de vie, au pluralisme politique et à l'alternance pacifique du pouvoir. Nous affirmons le droit du peuple à disposer de son propre avenir, car lui seul est la source de toute autorité. Tout citoyen a droit à la liberté, la dignité humaine et la justice sociale : pour nous, tout comme pour les générations futures, souverains dans une patrie souveraine,

Nous rédigeons une Constitution qui incarne le rêve des générations: une société prospère et solidaire et un Etat juste qui réalise les aspirations d'aujourd'hui et de demain, pour l'individu comme pour la société,

Nous rédigeons une Constitution qui parachève la construction d'un État moderne et démocratique, un gouvernement civil,

Nous rédigeons une Constitution qui ferme la porte devant toute corruption et toute tyrannie, qui soigne les blessures du passé, depuis l'antique paysan éloquent, jusqu'aux victimes de la négligence et aux martyrs de la révolution, et qui met fin à l'injustice dont a souffert notre peuple pendant si longtemps,

Nous rédigeons une Constitution selon laquelle les principes de la sharia sont la source principale de la législation et qui en réfère à la jurisprudence de la Haute Cour constitutionnelle pour l'interprétation de ces principes,

Nous rédigeons une Constitution qui ouvre devant nous une voie vers l'avenir, qui est conforme à la Déclaration universelle des droits de l'homme à laquelle nous avons contribué et que nous avons ratifié,

Nous rédigeons une Constitution qui préserve nos libertés, protège la patrie de tout ce qui la menace ou menace notre unité nationale,

Nous rédigeons une Constitution qui réalise l'égalité des droits et des devoirs entre nous, sans discrimination aucune,

Nous, citoyennes et citoyens, nous peuple d'Egypte, souverains dans une patrie souveraine, telle est notre volonté, et ceci est la Constitution de notre révolution.

Ceci est notre Constitution.

Article 1^{er}

La République arabe d'Égypte est un État souverain, unifié, indivisible et son territoire ne peut être objet de cessions. Son système est républicain, démocratique, fondé sur la citoyenneté et la primauté de la Loi. Le peuple égyptien fait partie de la Nation arabe et œuvre pour réaliser son unité et son intégration, l'Égypte fait partie du monde musulman, appartient au continent africain, valorise son prolongement asiatique et contribue à l'édification de la civilisation humaine.

Article 2

L'islam est la religion de l'État, l'arabe sa langue officielle et les principes de la sharia islamique constituent la source principale de la législation.

Article 3

Les principes religieux des Égyptiens chrétiens et juifs, sont les principales sources de la législation régissant leur statut personnel, leurs affaires religieuses et le choix de leurs dirigeants spirituels.

Article 4

La souveraineté appartient au peuple, qui l'exerce et la protège. Il est la source de toute autorité et sauvegarde l'unité nationale, fondée sur les principes de l'égalité, la justice et l'équité des chances pour tous les citoyens, dans les conditions prévues par la Constitution.

Article 5

Le système politique est fondé sur le pluralisme politique et le multipartisme, l'alternance pacifique du pouvoir, la séparation et l'équilibre entre les pouvoirs, la corrélation entre responsabilité et autorité et le respect des droits de l'homme et de ses libertés, dans les conditions prévues par la Constitution.

Article 6

La nationalité est un droit accordé aux personnes nées d'un père égyptien ou d'une mère égyptienne ; la loi assure et organise sa reconnaissance juridique et les justificatifs officiels des données personnelles. La loi définit les conditions d'acquisition de la nationalité.

Article 7

Al -Azhar est un organisme islamique scientifique indépendant. Il lui revient exclusivement de gérer ses propres affaires; il constitue la référence principale pour ce qui concerne les sciences religieuses et les affaires islamiques; il est en charge de la prédication, de la diffusion des sciences religieuses et de la langue arabe en Egypte et dans le monde. L'État assure les crédits permettant à Al-Azhar de réaliser ses objectifs. Le Cheikh d'Al-Azhar est indépendant et inamovible, la loi régit sa sélection parmi les membres du Comité des grands ulémas d'Al-Azhar.

Article 8

La société est fondée sur la solidarité sociale. L'État assure la justice sociale et les formes de solidarité sociale, permettant une vie décente à tous les citoyens de la manière prévue par la loi.

Article 9

L'État assure l'équité des chances à tous les citoyens sans discrimination.

Article 10

La famille est la base de la société, elle est fondée sur la religion, la morale et le patriotisme et l'Etat veille à sa cohésion, sa stabilité et la consolidation de ses valeurs.

Article 11

L'État veille à l'égalité entre femmes et hommes dans tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, dans les conditions prévues par la Constitution.

L'État prend les mesures permettant une représentation adéquate des femmes dans les fonctions électives, tel que prévu par la loi, et garanti aux femmes le droit d'occuper des postes clés dans la fonction publique et la haute administration de l'Etat, de même que le recrutement dans les commissions et les organismes judiciaires, sans discrimination à leur rencontre.

L'État assure la protection des femmes contre toutes les formes de violence et les mesures permettant aux femmes de concilier les obligations familiales et les exigences du travail.

L'État assure également le soin et la protection de la maternité, de l'enfance, des femmes chefs de ménage, des femmes âgées et des femmes les plus démunies.

Article 12

Le travail est un droit, un devoir et un honneur. Il est garanti par l'Etat. Nul ne peut être forcé au travail, sauf en vertu de la loi, pour effectuer un service public, pour une période déterminée, contre une juste rémunération et sans préjudice aux droits fondamentaux de ceux qui accomplissent ce travail.

Article 13

L'État s'engage à préserver les droits des travailleurs et œuvre pour des relations de travail équilibrées entre les partenaires du processus de production; l'Etat assure les moyens de la négociation collective, protège les travailleurs contre les dangers du travail, veille sur les conditions de sûreté, de sécurité et de santé au travail et interdit le licenciement abusif. Ces dispositions sont prévues par la loi.

Article 14

Les postes de la fonction publique sont un droit ouvert aux citoyens selon le critère de la compétence, sans favoritisme ni intercession. Ceux qui en ont la charge, s'engagent au service du peuple; l'Etat garantit leurs droits, les protège et veille aux conditions d'exercice de leurs fonctions servant les intérêts du peuple. Ils ne peuvent être licenciés sauf par procédure disciplinaire, à l'exception des cas déterminés par la loi.

Article 15

La grève pacifique est un droit régulé par la loi.

Article 16

L'Etat s'engage à honorer le souvenir des martyrs de la nation, à veiller sur les blessés de la révolution; les anciens combattants, les blessés de guerre, les familles des personnes disparues et assimilé, les blessés victimes des opérations de sécurité, leur conjoint, leurs enfants et leurs parents, et à leur fournir des emplois, dans le cadre la loi.

L'Etat encourage la participation des associations de la société civile dans ce domaine.

Article 17

L'État assure les services de la sécurité sociale.

Tout citoyen ne bénéficiant pas du système de sécurité sociale, a droit au versement d'une garantie sociale pour assurer une vie décente, dans les cas où lui et sa famille seraient privés des moyens de subsistance, en cas d'incapacité au travail, de chômage, ou de vieillesse.

L'État œuvre en vue de fournir une pension convenable pour les petits agriculteurs, les travailleurs agricoles, les pêcheurs, et l'emploi non régulier, conformément à la loi.

Les fonds de la sécurité sociale et les fonds de pension sont des fonds privés qui bénéficient de tous les aspects et les formes de protection accordés aux fonds publics. Ces fonds et leurs intérêts reviennent aux bénéficiaires, sont placés dans des investissements sûrs et sont gérés par un organisme indépendant. L'État est garant des fonds d'assurance et des fonds de pension.

Article 18

Tout citoyen a droit à la santé et aux soins de santé intégrés selon les normes de qualité.

L'État veille au bon fonctionnement des services de santé publics qui fournissent les soins au peuple, les renforce, œuvre en vue de développer leur compétence et pour une répartition géographique équitable. L'État s'engage à allouer une part des dépenses publiques à la santé, équivalant à 3 % au moins du PNB, à augmenter progressivement pour être compatible avec les standards internationaux.

L'État s'engage à mettre en place d'un système complet d'assurance santé pour tous les Egyptiens couvrant toutes les maladies, et la loi règle la cotisation des citoyens ou l'exemption, en fonction de leur niveau de revenu.

S'abstenir de fournir le traitement médical sous toutes ses formes en cas d'urgence ou de danger pour la vie est criminalisé.

L'État s'engage à améliorer les conditions des médecins, du corps infirmier et des travailleurs du secteur de la santé.

Les établissements de santé, les produits, les substances et les activités publicitaires liés à la santé sont soumis à la surveillance de l'Etat.

L'État encourage la participation des secteurs privé et non-gouvernemental dans les services de la santé, dans les cadres définis par la loi.

Article 19

L'éducation est un droit pour tout citoyen et vise à construire la personnalité égyptienne, préserver l'identité nationale, enraciner un mode de raisonnement scientifique, développer les talents, encourager l'innovation, consolider les valeurs civilisationnelles et spirituelles, assoir les notions de citoyenneté, de tolérance et de non-discrimination. L'État assure le respect de ces objectifs dans les programmes et les supports d'enseignement et fournit un enseignement conforme aux normes internationales de qualité. L'éducation est obligatoire jusqu'à la fin du cycle secondaire ou son équivalent. Elle est gratuite pour tous les cycles dans les établissements de l'Etat, conformément à la loi.

L'État s'engage à allouer une part des dépenses publiques à l'éducation équivalant à 4 % au moins du PNB, à augmenter progressivement pour être compatible avec les standards internationaux.

L'État supervise toutes les écoles et instituts publics et privés, pour s'assurer du respect des politiques éducatives.

Article 20

L'État assure la promotion de l'enseignement technique, la formation professionnelle et son développement, et l'expansion de toutes les filières, selon les normes internationales de qualité et en rapport avec les besoins du marché du travail.

Article 21

L'État veille à l'indépendance des universités et des académies scientifiques et linguistiques, et à fournir un enseignement universitaire en conformité avec les normes de qualité internationales et travaille à développer l'enseignement universitaire et à assurer sa gratuité dans les universités et les instituts d'Etat, conformément à la loi.

L'État assure une part des dépenses publiques aux universités équivalant à 2% au moins du PNB, à augmenter progressivement pour être compatible avec les standards internationaux.

L'État assure la qualité de l'enseignement dans les universités privées et non-gouvernementales, le respect des normes internationales de qualité, la formation des cadres, membres du corps professoral et chercheurs, et l'allocation d'une proportion adéquate du revenu de ces établissements pour le développement de l'enseignement et de la recherche.

Article 22

Les enseignants, les membres du corps professoral et leurs collaborateurs, constituent le fondement de l'éducation. L'État assure le développement de leurs compétences scientifiques et professionnelles, et veille sur leurs droits financiers et moraux, pour garantir la qualité de l'éducation et faire en sorte qu'elle réalise ses objectifs.

Article 23

L'État garantit la liberté de la recherche scientifique et encourage ses institutions, vues comme un moyen de consolider la souveraineté nationale et de construire une économie du savoir; et parraine les chercheurs et les inventeurs.

L'État attribue à la recherche un pourcentage des dépenses gouvernementales, équivalent à 1% du PNB à augmenter progressivement pour être compatible avec les standards internationaux.

L'État garantit les dispositifs de contribution des secteurs privé et non-gouvernemental et des Egyptiens à l'étranger dans la renaissance de la recherche scientifique.

Article 24

La langue arabe, l'éducation religieuse et l'histoire nationale – comprenant toutes les étapes de cette histoire – sont considérées comme matières principales dans le cycle pré-universitaire, gouvernemental et privé. Les universités dispensent un enseignement des

droits de l'homme et l'éthique professionnelle et ses valeurs, suivant les diverses disciplines scientifiques.

Article 25

L'État s'engage à élaborer un plan global visant à éradiquer l'analphabétisme et l'analphabétisme numérique entre les citoyens de tous les âges, et s'engage dans le développement des mécanismes de sa mise en œuvre avec la participation des institutions de la société civile, selon un calendrier précis.

Article 26

Créer des grades civils est interdit.

Article 27

Le système économique vise à assurer la prospérité du pays par le développement durable et la justice sociale, afin de parvenir à un taux plus élevé de croissance réelle de l'économie nationale, de relever le niveau de vie, d'augmenter les offres d'emploi et de réduire le chômage, et d'éradiquer la pauvreté.

Le système économique doit respecter les critères de la transparence et de la gouvernance, soutenir les axes de la concurrence, encourager les investissements, ainsi qu'une croissance équilibrée du point de vue géographique, sectoriel et environnemental ; prévenir les pratiques monopolistiques, tout en tenant compte de l'équilibre financier, commercial, mettre en place un système fiscal équitable; ajuster les mécanismes du marché, et garantir les différents types de propriété, et l'équilibre entre les intérêts des différentes parties, afin de préserver les droits des travailleurs et de protéger le consommateur.

Sur le versant social, le système économique doit assurer l'équité des chances et la juste répartition des entrées du développement, réduire les écarts de revenu, respecter le salaire minimum et les pensions qui garantissent une vie décente, et le salaire maximal pour tous les salariés dans les appareils d'Etat. La loi prévoit les dispositions relatives à ces questions.

Article 28

Les activités économiques productives, les activités de services, et l'informatique sont des composantes fondamentales de l'économie nationale, L'État s'engage à les protéger, à accroître leur compétitivité, à maintenir un climat attractif pour les investissements, et veille à augmenter la production, à promouvoir l'exportation et réguler l'importation. L'État accorde une attention particulière aux petites, moyennes et micro- entreprises dans tous les domaines et veille à organiser le secteur informel et le réhabiliter.

Article 29

L'agriculture est une composante fondamentale de l'économie nationale. L'État s'engage à protéger la terre agricole et à l'élargir, et criminaliser tout empiètement sur l'agriculture. L'État s'engage à développer les campagnes, relever le niveau de vie de leurs habitants, les protéger contre les risques environnementaux et à encourager la production agricole et animale et les industries qui en sont issues.

L'État assure les intrants de la production agricole et animale, et garanti l'achat des produits agricoles de base à un prix convenable permettant une marge de bénéfice pour l'agriculteur, en accord avec les fédérations, syndicats et associations agricoles. L'État s'engage également à allouer une proportion des terres bonifiées aux petits agriculteurs et aux jeunes diplômés; et à protéger l'agriculteur et l'ouvrier agricole de l'exploitation, conformément à la loi.

Article 30

L'État s'engage à sauvegarder la richesse piscicole, à protéger et soutenir les pêcheurs, pour mener leurs activités sans endommager les écosystèmes, tel que le prévoit la loi.

Article 31

La sécurité du cyberspace représente une partie essentielle du système de l'économie et de la sécurité nationale et L'État s'engage à prendre les mesures nécessaires pour la préserver, telles que prévues par la loi.

Phrases concernant le domaine juridique,
traduites du français vers l'arabe

جمل في المجال القانوني مترجمة إلى العربية

1. **Français** : La traduction juridique nécessite une connaissance approfondie du droit.
Arabe : تتطلب الترجمة القانونية معرفة عميقة بالقانون.
2. **Français** : Un contrat doit être écrit pour être valide.
Arabe : يجب أن يكون العقد مكتوبًا ليكون ساري المفعول.
3. **Français** : La responsabilité civile est essentielle dans le droit français.
Arabe : المسؤولية المدنية أساسية في القانون الفرنسي.
4. **Français** : Le droit de propriété est protégé par la loi.
Arabe : حق الملكية محمي بموجب القانون.
5. **Français** : Les parties doivent respecter les termes du contrat.
Arabe : يجب على الأطراف احترام شروط العقد.
6. **Français** : La clause de non-concurrence est courante dans les contrats de travail.
Arabe : تعتبر بند عدم المنافسة شائعًا في عقود العمل.
7. **Français** : La charia influence le droit de la famille en Égypte.
Arabe : تؤثر الشريعة على قانون الأسرة في مصر.
8. **Français** : La jurisprudence joue un rôle important dans l'interprétation des lois.
Arabe : تلعب السوابق القضائية دورًا مهمًا في تفسير القوانين.
9. **Français** : Les traductions juridiques doivent être précises et claires.
Arabe : يجب أن تكون الترجمات القانونية دقيقة وواضحة.
10. **Français** : Le litige doit être résolu par voie judiciaire.
Arabe : يجب حل النزاع عن طريق القضاء.
11. **Français** : Le droit pénal régit les infractions et les sanctions.
Arabe : ينظم القانون الجنائي الجرائم والعقوبات.
12. **Français** : La protection des données personnelles est un droit fondamental.
Arabe : حماية البيانات الشخصية حق أساسي.
13. **Français** : Les avocats jouent un rôle crucial dans le système judiciaire.
Arabe : يلعب المحامون دورًا حاسمًا في النظام القضائي.

14. **Français** : Le contrat de vente doit inclure les modalités de paiement.
Arabe : يجب أن يتضمن عقد البيع شروط الدفع.
15. **Français** : La loi sur le travail fixe des normes minimales de protection.
Arabe : يحدد قانون العمل معايير الحد الأدنى للحماية.
16. **Français** : Les droits de l'homme sont inscrits dans la constitution.
Arabe : حقوق الإنسان مذكورة في الدستور.
17. **Français** : La preuve doit être soumise au tribunal pour être considérée.
Arabe : يجب تقديم الأدلة إلى المحكمة لثبوتها.
18. **Français** : Les contrats doivent être interprétés selon leur contenu.
Arabe : يجب تفسير العقود وفقاً لمحتواها.
19. **Français** : Le mariage est un contrat soumis à des règles légales.
Arabe : الزواج عقد يخضع لقواعد قانونية.
20. **Français** : La déclaration d'impôts doit être faite chaque année.
Arabe : يجب تقديم إقرار ضريبة الدخل كل عام.
21. **Français** : Le droit administratif régit les relations entre l'État et les citoyens.
Arabe : ينظم القانون الإداري العلاقات بين الدولة والمواطنين.
22. **Français** : Le plaignant doit prouver son préjudice devant le juge.
Arabe : يجب على المدعي إثبات ضرره أمام القاضي.
23. **Français** : Les droits des consommateurs sont protégés par la loi.
Arabe : تحمي القانون حقوق المستهلكين.
24. **Français** : Un avocat doit défendre les intérêts de son client.
Arabe : يجب على المحامي الدفاع عن مصالح موكله.
25. **Français** : Le contrat de travail peut être rompu sous certaines conditions.
Arabe : يمكن إنهاء عقد العمل في ظل ظروف معينة.
26. **Français** : Les litiges commerciaux sont souvent soumis à l'arbitrage.
Arabe : غالباً ما تخضع النزاعات التجارية للتحكيم.

27. Français : Les droits patrimoniaux peuvent être transférés par contrat.
Arabe : يمكن نقل الحقوق المالية بموجب العقد.
28. Français : La loi sur la protection des données a été renforcée récemment.
Arabe : تم تعزيز قانون حماية البيانات مؤخرًا.
29. Français : La caution est une garantie pour le créancier.
Arabe : الكفالة هي ضمان للدائن.
30. Français : Les frais de justice sont à la charge de la partie perdante.
Arabe : تُدفع نفقات المحكمة من قبل الطرف الخاسر.
31. Français : La résiliation d'un contrat doit être notifiée par écrit.
Arabe : يجب إبلاغ إنهاء العقد كتابيًا.
32. Français : Les témoignages peuvent influencer la décision du tribunal.
Arabe : يمكن أن تؤثر الشهادات على قرار المحكمة.
33. Français : Le droit des successions est régi par des règles précises.
Arabe : تخضع قوانين الميراث لقواعد محددة.
34. Français : Le tribunal administratif statue sur les litiges entre l'État et les citoyens.
Arabe : ينظر القضاء الإداري في النزاعات بين الدولة والمواطنين.
35. Français : L'égalité devant la loi est un principe fondamental.
Arabe : المساواة أمام القانون مبدأ أساسي.
36. Français : Les clauses abusives peuvent être déclarées nulles.
Arabe : يمكن اعتبار البنود التعسفية باطلة.
37. Français : Le contrat de franchise doit préciser les droits et obligations des parties.
Arabe : يجب أن يحدد عقد الامتياز حقوق والتزامات الأطراف.
38. Français : La propriété intellectuelle est protégée par des lois spécifiques.
Arabe : تحمي الملكية الفكرية بموجب قوانين خاصة.
39. Français : Les obligations contractuelles doivent être respectées.
Arabe : يجب احترام الالتزامات التعاقدية.

40. **Français** : La procédure judiciaire peut prendre plusieurs mois.
Arabe : قد تستغرق الإجراءات القضائية عدة أشهر.
41. **Français** : Les documents légaux doivent être traduits par un traducteur assermenté.
Arabe : يجب أن تُترجم الوثائق القانونية بواسطة مترجم معتمد.
42. **Français** : La médiation est une alternative à la procédure judiciaire.
Arabe : الوساطة هي بديل للإجراءات القضائية.
43. **Français** : Le droit international régit les relations entre les États.
Arabe : ينظم القانون الدولي العلاقات بين الدول.
44. **Français** : Le contrat doit mentionner la loi applicable.
Arabe : يجب أن يذكر العقد القانون المطبق.
45. **Français** : Les conditions générales de vente doivent être claires.
Arabe : يجب أن تكون الشروط العامة للبيع واضحة.
46. **Français** : L'égalité de traitement est essentielle dans le droit du travail.
Arabe : تعتبر المساواة في المعاملة أساسية في قانون العمل.
47. **Français** : Les recours en appel permettent de contester une décision.
Arabe : تسمح الطعون بالاستئناف بالطعن في قرار.
48. **Français** : Les contrats doivent être signés par toutes les parties concernées.
Arabe : يجب أن يوقع جميع الأطراف المعنية على العقود.
49. **Français** : Les obligations légales doivent être respectées par tous.
Arabe : يجب على الجميع احترام الالتزامات القانونية.
50. **Français** : Les lois varient d'un pays à l'autre, ce qui rend la traduction juridique encore plus complexe. Les traducteurs doivent être au courant des spécificités locales.
Arabe : تختلف القوانين من بلد لآخر، مما يجعل الترجمة القانونية أكثر تعقيداً. يجب أن يكون المترجمون على دراية بالخصوصيات المحلية.

51. Français : La terminologie juridique est souvent difficile à traduire en raison de son caractère spécialisé. Un bon traducteur doit maîtriser ce vocabulaire.
Arabe : غالبًا ما تكون المصطلحات القانونية صعبة الترجمة بسبب طابعها المتخصص. يجب على المترجم الجيد إتقان هذا المفردات.
52. Français : Les procédures judiciaires sont souvent longues et complexes. Les traductions doivent refléter fidèlement ces processus.
Arabe : غالبًا ما تكون الإجراءات القضائية طويلة ومعقدة. يجب أن تعكس الترجمات هذه العمليات بدقة.
53. Français : La bonne interprétation des lois est cruciale pour éviter les malentendus. Les traducteurs doivent prêter attention aux nuances du langage.
Arabe : إن التفسير الجيد للقوانين أمر حاسم لتجنب سوء الفهم. يجب أن يولي المترجمون اهتمامًا لتفاصيل اللغة.
54. Français : Les traductions juridiques peuvent influencer les décisions de justice. Une erreur de traduction peut avoir des conséquences graves.
Arabe : يمكن أن تؤثر الترجمات القانونية على قرارات العدالة. يمكن أن تؤدي خطأ في الترجمة إلى عواقب وخيمة.
55. Français : La rédaction de testaments doit être faite avec précision pour éviter toute contestation. Une traduction claire est essentielle.
Arabe : يجب أن تتم صياغة الوصايا بدقة لتجنب أي نزاع. إن الترجمة الواضحة ضرورية.
56. Français : Les contrats internationaux nécessitent une attention particulière aux lois applicables. Les traducteurs doivent les connaître pour garantir la conformité.
Arabe : تتطلب العقود الدولية اهتمامًا خاصًا بالقوانين المطبقة. يجب على المترجمين معرفتها لضمان الامتثال.
57. Français : La langue juridique peut varier selon les régions. Les traducteurs doivent être sensibles à ces variations pour éviter les erreurs.
Arabe : يمكن أن تختلف اللغة القانونية حسب المناطق. يجب أن يكون المترجمون حساسون لهذه الاختلافات لتجنب الأخطاء.

58. Français : Les litiges en matière de propriété intellectuelle sont de plus en plus fréquents. Une bonne traduction des lois est nécessaire pour protéger les droits des créateurs.

Arabe : تزداد النزاعات المتعلقة بالملكية الفكرية بشكل متكرر. تتطلب ترجمة القوانين الجيدة لحماية حقوق المبدعين.

59. Français : Les notaires jouent un rôle clé dans la validation des documents juridiques. La traduction de leurs actes doit être précise.

Arabe : يلعب كُتَّاب العدل دورًا رئيسيًا في توثيق الوثائق القانونية. يجب أن تكون ترجمة أفعالهم دقيقة.

60. Français : Les droits des travailleurs sont protégés par des lois spécifiques. La traduction de ces lois est essentielle pour garantir leur application.

Arabe : تحمي حقوق العمال بموجب قوانين محددة. إن ترجمة هذه القوانين ضرورية لضمان تطبيقها.

61. Français : La clause de confidentialité dans un contrat est importante pour protéger les informations sensibles. Les traducteurs doivent la rendre avec soin.

Arabe : إن بند السرية في العقد مهم لحماية المعلومات الحساسة. يجب أن يترجمها المترجمون بعناية.

62. Français : Le principe de l'égalité devant la loi est fondamental dans toute société démocratique. Sa traduction doit refléter ce principe.

Arabe : مبدأ المساواة أمام القانون أساسي في أي مجتمع ديمقراطي. يجب أن تعكس ترجمته هذا المبدأ.

63. □ Français : Les traductions juridiques doivent être effectuées par des professionnels qualifiés. Cela garantit la précision et la conformité légale.

Arabe : يجب أن تتم الترجمات القانونية بواسطة محترفين مؤهلين. يضمن ذلك الدقة والامتثال القانوني.

64. □ Français : Les droits de propriété sont protégés par la loi, mais ils peuvent varier selon les pays. Les traducteurs doivent en tenir compte.

تحمي القانون حقوق الملكية، لكن يمكن أن تختلف حسب البلدان. يجب أن يأخذ المترجمون : Arabe : ذلك بعين الاعتبار.

65. □ Français : La traduction des lois fiscales nécessite une connaissance des régimes fiscaux de chaque pays. Une erreur peut entraîner des conséquences financières.

Arabe : تتطلب ترجمة القوانين الضريبية معرفة بالأنظمة الضريبية لكل بلد. يمكن أن تؤدي الأخطاء إلى عواقب مالية.

66. □ Français : Les jugements doivent être traduits avec précision pour garantir leur efficacité. Une mauvaise traduction peut fausser la décision.

Arabe : يجب ترجمة الأحكام بدقة لضمان فعاليتها. يمكن أن تؤدي الترجمة الخاطئة إلى تحريف القرار.

67. □ Français : La traduction des statuts d'une entreprise doit être effectuée avec soin, car ils définissent les règles de fonctionnement.

Arabe : يجب أن تتم ترجمة نظام الشركة بعناية، حيث تحدد القواعد التشغيلية.

68. □ Français : Le droit fiscal est complexe et en constante évolution. Les traducteurs doivent se tenir informés des dernières modifications.

Arabe : القانون الضريبي معقد ومتغير باستمرار. يجب أن يواكب المترجمون آخر التحديثات.

69. □ Français : La traduction de documents juridiques liés à la propriété immobilière nécessite une connaissance des lois foncières.

Arabe : تتطلب ترجمة الوثائق القانونية المتعلقة بالملكية العقارية معرفة بقوانين الملكية.

70. □ Français : Le droit commercial régit les transactions entre entreprises. Les traducteurs doivent être attentifs aux termes techniques utilisés.

Arabe : ينظم القانون التجاري المعاملات بين الشركات. يجب أن يكون المترجمون منتبهين للمصطلحات الفنية المستخدمة.

71. □ Français : La clause d'arbitrage dans un contrat permet de résoudre les litiges hors des tribunaux. Sa traduction doit être claire et précise.

Arabe : يسمح بند التحكيم في العقد بحل النزاعات خارج المحاكم. يجب أن تكون ترجمته واضحة ودقيقة.

72. □ Français : Les conventions internationales doivent être traduites avec soin pour garantir leur application dans chaque pays signataire.
Arabe : يجب أن تُترجم الاتفاقيات الدولية بعناية لضمان تطبيقها في كل بلد موقع.
73. □ Français : La protection des données personnelles est devenue une priorité dans le droit moderne. Les traducteurs doivent comprendre ces lois pour traduire correctement.
Arabe : أصبحت حماية البيانات الشخصية أولوية في القانون الحديث. يجب أن يفهم المترجمون هذه القوانين لترجمتها بشكل صحيح.
74. □ Français : Les lois sur la concurrence sont conçues pour promouvoir une concurrence loyale. Les traducteurs doivent être attentifs aux nuances de ces lois.
Arabe : تهدف قوانين المنافسة إلى تعزيز المنافسة العادلة. يجب أن يكون المترجمون منتبهين لتفاصيل هذه القوانين.
75. □ Français : La déclaration de patrimoine est un document légal important. Sa traduction doit être précise pour éviter les erreurs de déclaration.
Arabe : إن إقرار الثروة هو وثيقة قانونية مهمة. يجب أن تكون ترجمته دقيقة لتجنب الأخطاء في الإقرار.
76. □ Français : Les accords de non-divulgence sont essentiels pour protéger les informations sensibles. Une traduction soignée est indispensable.
Arabe : تعتبر اتفاقيات عدم الإفصاح ضرورية لحماية المعلومات الحساسة. إن الترجمة الدقيقة أمر لا غنى عنه.
77. □ Français : Le droit de la propriété intellectuelle inclut des concepts complexes tels que les brevets et les marques. Les traducteurs doivent bien les comprendre.
Arabe : يشمل قانون الملكية الفكرية مفاهيم معقدة مثل براءات الاختراع والعلامات التجارية. يجب أن يفهم المترجمون ذلك جيدًا.
78. □ Français : La convention de Vienne régit les contrats internationaux. Les traducteurs doivent être familiers avec ses principes pour traduire correctement.

تنظم اتفاقية فيينا العقود الدولية. يجب أن يكون المترجمون على دراية بمبادئها لترجمتها : Arabe : بشكل صحيح.

79. □ Français : Les litiges en matière de divorce sont souvent complexes et émotionnels. La traduction des documents doit être effectuée avec sensibilité.

Arabe : غالبًا ما تكون النزاعات المتعلقة بالطلاق معقدة وعاطفية. يجب أن تتم ترجمة الوثائق بحساسية.

80. □ Français : Le droit de la santé est un domaine en pleine évolution. Les traducteurs doivent se tenir informés des nouvelles législations.

Arabe : يعتبر قانون الصحة مجالًا متطورًا. يجب أن يواكب المترجمون التشريعات الجديدة.

81. □ Français : La notion de "présomption d'innocence" est un principe fondamental dans les systèmes juridiques. Elle doit être clairement traduite.

Arabe : إن مفهوم "قرينة البراءة" هو مبدأ أساسي في الأنظمة القانونية. يجب ترجمته بوضوح.

82. □ Français : Les réglementations sur la sécurité au travail sont cruciales pour protéger les employés. Leur traduction doit être précise et accessible.

Arabe : تعتبر اللوائح المتعلقة بالسلامة في العمل ضرورية لحماية الموظفين. يجب أن تكون ترجمتها دقيقة ومفهومة.

83. □ Français : Le droit international public traite des relations entre les États. La traduction de ses lois doit tenir compte des spécificités culturelles.

Arabe : يعالج القانون الدولي العام العلاقات بين الدول. يجب أن تأخذ ترجمة قوانينه في الاعتبار الخصائص الثقافية.

84. □ Français : Les droits des minorités sont protégés par des lois spécifiques dans de nombreux pays. La traduction de ces lois est essentielle pour leur respect.

Arabe : تُحمى حقوق الأقليات بموجب قوانين محددة في العديد من البلدان. إن ترجمة هذه القوانين ضرورية لاحترامها.

85. □ Français : Les testaments doivent respecter certaines formalités légales. La traduction de ces documents doit refléter ces exigences.

يجب أن تحترم الوصايا بعض الإجراءات القانونية. يجب أن تعكس ترجمة هذه الوثائق هذه المتطلبات.

86. □ Français : La liberté d'expression est un droit fondamental, mais elle est soumise à certaines restrictions. La traduction de ces lois doit être précise.
Arabe : حرية التعبير حق أساسي، لكنها تخضع لبعض القيود. يجب أن تكون ترجمة هذه القوانين دقيقة.

87. □ Français : Les lois sur la protection des consommateurs visent à garantir des transactions équitables. La traduction doit mettre en évidence ces protections.
Arabe : تهدف قوانين حماية المستهلكين إلى ضمان معاملات عادلة. يجب أن تبرز الترجمة هذه الحميات.

88. □ Français : La responsabilité des produits défectueux est un domaine important du droit commercial. Les traducteurs doivent comprendre les implications de ces lois.
Arabe : إن مسؤولية المنتجات المعيبة هي مجال مهم من القانون التجاري. يجب أن يفهم المترجمون آثار هذه القوانين.

89. □ Français : La négociation de contrats est un processus délicat. Une traduction correcte des termes de négociation est essentielle.
Arabe : إن مفاوضة العقود هي عملية حساسة. تعتبر الترجمة الصحيحة لشروط المفاوضات أمرًا ضروريًا.

90. □ Français : Le droit de l'asile protège les personnes persécutées. La traduction des lois d'asile nécessite une attention particulière.
Arabe : يحمي قانون اللجوء الأشخاص المضطهدين. تتطلب ترجمة قوانين اللجوء اهتمامًا خاصًا.

91. □ Français : Les lois sur la concurrence déloyale protègent les entreprises contre des pratiques injustes. Les traducteurs doivent en comprendre les nuances.
Arabe : تحمي قوانين المنافسة غير العادلة الشركات من الممارسات غير العادلة. يجب أن يفهم المترجمون تفاصيلها.

92. □ Français : La responsabilité contractuelle est importante pour garantir le respect des obligations. Les traductions doivent être claires pour éviter des litiges.

إن المسؤولية التعاقدية مهمة لضمان الالتزام بالالتزامات. يجب أن تكون الترجمات : Arabe : واضحة لتجنب النزاعات.

93. Français : Les accords de partenariat doivent être traduits avec soin pour refléter les droits et obligations de chaque partie.

Arabe : يجب ترجمة اتفاقيات الشراكة بعناية لتعكس حقوق والتزامات كل طرف.

94. Français : Les lois sur le travail temporaire réglementent les conditions d'emploi des travailleurs temporaires. Leur traduction doit être précise.

Arabe : تنظم قوانين العمل المؤقت ظروف عمل العمال المؤقتين. يجب أن تكون ترجمتها دقيقة.

95. Français : La protection des droits d'auteur est cruciale pour les artistes et les créateurs. La traduction des lois doit respecter ces droits.

Arabe : إن حماية حقوق المؤلف ضرورية للفنانين والمبدعين. يجب أن تحترم ترجمة القوانين هذه الحقوق.

96. Français : Les contrats de vente immobilière doivent être soigneusement traduits pour éviter les problèmes juridiques futurs.

Arabe : يجب أن تترجم عقود بيع العقارات بعناية لتجنب المشاكل القانونية المستقبلية.

97. Français : Les lois sur la vie privée sont de plus en plus strictes. Les traducteurs doivent être informés des changements récents.

Arabe : تزداد صرامة قوانين الخصوصية. يجب أن يكون المترجمون على علم بالتغييرات الأخيرة.

98. Français : Le droit commercial international nécessite une expertise particulière en matière de législation. La traduction doit être effectuée par des spécialistes.

Arabe : يتطلب القانون التجاري الدولي خبرة خاصة في مجال التشريعات. يجب أن تتم الترجمة بواسطة متخصصين.

99. Arabe : الحفاظ على الأدلة أمر حاسم في النزاع.

Paragrapbes concernant le domaine
juridique, traduites du français vers l'arabe

نصوص في المجال القانوني مترجمة إلى العربية

1. Clause de confidentialité :

Le contractant s'engage à maintenir strictement confidentielles toutes les informations auxquelles il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Cela inclut, mais sans s'y limiter, les informations financières, techniques, commerciales ou toute autre donnée sensible transmise par l'autre partie. La divulgation de ces informations à des tiers, même après la fin du contrat, est strictement interdite, sauf si elle est rendue nécessaire par la loi ou ordonnée par une autorité judiciaire. Le contractant reconnaît que toute violation de cette clause pourrait entraîner des poursuites en dommages et intérêts.

يلتزم المتعاقد بالحفاظ على السرية التامة لجميع المعلومات التي سيحصل عليها في إطار تنفيذ هذا العقد. يشمل ذلك، على سبيل المثال لا الحصر، المعلومات المالية، التقنية، التجارية أو أي بيانات حساسة أخرى تقدمها الطرف الآخر. يُمنع منعًا باتًا إفشاء هذه المعلومات لأطراف ثالثة، حتى بعد انتهاء العقد، إلا إذا كان ذلك ضروريًا بموجب القانون أو بأمر من سلطة قضائية. يعترف المتعاقد بأن أي انتهاك لهذه الفقرة قد يؤدي إلى ملاحقته قضائيًا للمطالبة بالتعويض عن الأضرار.

2. Force majeure :

La force majeure, telle que définie dans ce contrat, se réfère à tout événement indépendant de la volonté des parties, imprévisible et irrésistible, empêchant l'une des parties d'exécuter ses obligations contractuelles. Il peut s'agir, sans s'y limiter, de catastrophes naturelles, de conflits armés, de grèves, d'émeutes, ou de décisions gouvernementales. Dans un tel cas, la partie affectée par l'événement de force majeure devra notifier l'autre partie par écrit dès que possible, en fournissant tous les détails de l'événement et en justifiant l'incapacité d'exécution. Les obligations contractuelles seront suspendues pendant la durée de l'événement, sans qu'aucune des parties ne puisse être tenue responsable des dommages causés par ce retard.

تشير القوة القاهرة، كما هي معرفة في هذا العقد، إلى أي حدث خارج عن إرادة الأطراف، غير متوقع ولا يمكن مقاومته، مما يمنع أحد الأطراف من تنفيذ التزاماته التعاقدية. يمكن أن يشمل ذلك، على سبيل المثال لا الحصر، الكوارث الطبيعية، النزاعات المسلحة، الإضرابات، أعمال الشغب، أو القرارات الحكومية. في هذه

الحالة، يتعين على الطرف المتأثر بحدث القوة القاهرة إخطار الطرف الآخر كتابة في أقرب وقت ممكن، مع تقديم جميع التفاصيل المتعلقة بالحدث وتبرير عدم القدرة على التنفيذ. سيتم تعليق الالتزامات التعاقدية طوال مدة الحدث، دون أن يكون أي من الطرفين مسؤولاً عن الأضرار الناتجة عن هذا التأخير.

3. Responsabilité civile :

La responsabilité civile désigne l'obligation légale qui incombe à une personne de réparer le dommage qu'elle a causé à autrui, que ce soit par une faute, une négligence ou une imprudence. Elle repose sur le principe selon lequel nul ne doit causer de préjudice à autrui. Dans un contexte contractuel, la responsabilité civile peut également être engagée en cas de non-respect des obligations prévues par un contrat. La victime peut ainsi demander des dommages et intérêts pour compenser les préjudices subis. Il existe deux formes principales de responsabilité civile : la responsabilité délictuelle, qui découle d'un fait générateur de dommages en dehors de tout contrat, et la responsabilité contractuelle, qui découle de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations d'un contrat.

تشير المسؤولية المدنية إلى الالتزام القانوني الذي يقع على الشخص لتعويض الضرر الذي تسبب فيه للآخرين، سواء كان ذلك عن طريق الخطأ أو الإهمال أو التهور. يستند هذا الالتزام إلى مبدأ أنه لا يجوز لأحد إلحاق الضرر بالغير. في سياق تعاقدي، يمكن أيضاً تحمل المسؤولية المدنية في حالة عدم الامتثال للالتزامات المنصوص عليها في العقد. يمكن للضحية المطالبة بالتعويض عن الأضرار لتعويض الخسائر التي تكبدتها. هناك نوعان رئيسيان من المسؤولية المدنية: المسؤولية التقصيرية، التي تنشأ عن فعل مسبب للضرر خارج أي عقد، والمسؤولية التعاقدية، التي تنشأ عن سوء تنفيذ أو عدم تنفيذ الالتزامات التعاقدية.

4. Clause de non-concurrence :

Le salarié s'engage, pendant la durée de son contrat de travail et pour une période de deux ans suivant la cessation de son contrat, à ne pas exercer, directement ou indirectement, une activité concurrentielle à celle de l'entreprise dans laquelle il a été employé. Cette clause a pour but de protéger les intérêts légitimes de l'employeur en empêchant le salarié de divulguer des informations sensibles ou de s'établir en tant que concurrent direct. En

contrepartie, l'employeur est tenu de verser au salarié une indemnité de non-concurrence pendant la période d'inactivité. La clause ne sera applicable que dans les limites géographiques et pour les types d'activités spécifiés dans le contrat.

يلتزم الموظف، خلال فترة عقد عمله ولمدة سنتين بعد انتهاء عقده، بعدم ممارسة أي نشاط تنافسي، بشكل مباشر أو غير مباشر، مع الشركة التي كان يعمل بها. تهدف هذه الفقرة إلى حماية المصالح المشروعة لصاحب العمل من خلال منع الموظف من إفشاء المعلومات الحساسة أو إنشاء نفسه كمنافس مباشر. مقابل ذلك، يلتزم صاحب العمل بدفع تعويض للموظف عن فترة عدم التنافس. لا تكون الفقرة سارية إلا ضمن الحدود الجغرافية وللأنشطة المحددة في العقد.

5. Indemnité de licenciement :

En cas de licenciement, le salarié a droit à une indemnité compensatrice dont le montant est calculé en fonction de son ancienneté dans l'entreprise, de son salaire de référence, et des motifs du licenciement. Cette indemnité vise à compenser la perte de revenus du salarié et à lui permettre de subvenir à ses besoins jusqu'à ce qu'il retrouve un nouvel emploi. Toutefois, si le licenciement est prononcé pour une faute grave ou lourde, le salarié peut être privé de toute indemnité. Par ailleurs, cette indemnité n'affecte pas le droit du salarié à bénéficier des allocations chômage versées par les organismes compétents.

في حالة الفصل، يحق للموظف الحصول على تعويض مالي يُحسب بناءً على أقدميته في الشركة، راتبه المرجعي، وأسباب الفصل. يهدف هذا التعويض إلى تعويض فقدان الدخل الذي يتعرض له الموظف ومساعدته على تلبية احتياجاته حتى يعثر على وظيفة جديدة. ومع ذلك، إذا تم الفصل بسبب خطأ جسيم أو خطأ فادح، فقد يُحرم الموظف من أي تعويض. بالإضافة إلى ذلك، لا يؤثر هذا التعويض على حق الموظف في الاستفادة من إعانات البطالة التي تقدمها الجهات المختصة.

6. Nullité du contrat :

La nullité du contrat est prononcée lorsque l'une des conditions essentielles de validité n'est pas remplie, comme le consentement des parties, la capacité juridique des contractants, l'objet du contrat ou encore sa cause. Un contrat nul est considéré comme n'ayant jamais existé, ce qui implique que les parties doivent être remises dans l'état où elles se trouvaient

avant la conclusion du contrat. En cas de nullité, les prestations déjà effectuées doivent être restituées, sauf si la nature de la nullité empêche une telle restitution. La nullité peut être absolue ou relative selon la gravité du manquement et les intérêts en jeu.

يتم إعلان بطلان العقد عندما لا يتم استيفاء أحد الشروط الأساسية لصحة العقد، مثل موافقة الأطراف، الأهلية القانونية للمتعاقدين، موضوع العقد أو سببه. يعتبر العقد الباطل كأنه لم يكن، مما يعني أن الأطراف يجب أن تُعاد إلى الحالة التي كانت عليها قبل إبرام العقد. في حالة البطلان، يجب إعادة أي أداء تم بالفعل، إلا إذا كانت طبيعة البطلان تمنع مثل هذه الإعادة. يمكن أن يكون البطلان مطلقاً أو نسبياً اعتماداً على خطورة الخلل والمصالح المعنية.

7. Contrat de bail :

Le contrat de bail est un document écrit par lequel un propriétaire, appelé "bailleur", donne en location un bien immobilier à une autre personne, appelée "locataire", pour une durée déterminée ou indéterminée. Ce contrat fixe les conditions de la location, telles que le montant du loyer, les obligations du locataire et du bailleur, ainsi que la durée de la location. Le locataire s'engage à utiliser le bien conformément à sa destination et à payer régulièrement le loyer. En contrepartie, le bailleur doit garantir la jouissance paisible du bien et procéder aux réparations nécessaires. En cas de litige, les clauses du contrat servent de base pour régler le conflit.

عقد الإيجار هو وثيقة مكتوبة بموجبها يقوم المالك، المسمى "المؤجر"، بتأجير عقار لشخص آخر يسمى "المستأجر"، لمدة محددة أو غير محددة. يحدد هذا العقد شروط الإيجار مثل مبلغ الإيجار، التزامات المستأجر والمؤجر، ومدة الإيجار. يلتزم المستأجر باستخدام العقار وفقاً لغرضه ودفع الإيجار بانتظام. في المقابل، يجب على المؤجر ضمان التمتع الهادئ بالعقار وإجراء الإصلاحات اللازمة. في حالة حدوث نزاع، تعتبر بنود العقد أساساً لحل النزاع.

8. Prescription :

La prescription est un mécanisme juridique qui fixe des délais au-delà desquels une action en justice ne peut plus être intentée. Ce délai varie en fonction du type de litige : en matière

civile, il est généralement de cinq ans, mais il peut être plus court ou plus long selon la nature de la demande (comme en matière pénale ou administrative). Une fois le délai de prescription écoulé, l'action en justice devient irrecevable et la personne responsable du dommage ne peut plus être poursuivie. Toutefois, il existe des exceptions à ce principe, notamment en cas de fraude ou de dissimulation délibérée des faits, qui peuvent suspendre ou interrompre le délai de prescription.

التقادم هو آلية قانونية تحدد المدة التي بعدها لا يمكن رفع دعوى قضائية. يختلف هذا الأجل حسب نوع النزاع: في القضايا المدنية، يكون عادة خمس سنوات، لكنه قد يكون أقصر أو أطول اعتماداً على طبيعة الطلب (كما في القضايا الجنائية أو الإدارية). بمجرد انقضاء مدة التقادم، تصبح الدعوى غير مقبولة ولا يمكن متابعة الشخص المسؤول عن الضرر. ومع ذلك، هناك استثناءات لهذا المبدأ، لا سيما في حالات الاحتيال أو الإخفاء المتعمد للحقائق، مما قد يعلق أو يقطع مدة التقادم.

9. Héritage :

L'héritage est l'ensemble des biens, droits et obligations qu'une personne laisse à ses héritiers après son décès. La transmission de cet héritage se fait soit par testament, soit selon les règles de la dévolution légale si aucune disposition testamentaire n'a été prise. Les héritiers peuvent être des descendants directs (enfants, petits-enfants), des ascendants (parents, grands-parents) ou des collatéraux (frères, sœurs, cousins). L'héritage peut inclure des biens immobiliers, des liquidités, des titres financiers, mais également des dettes que les héritiers devront assumer proportionnellement à leur part. En cas de litige entre les héritiers, les tribunaux sont compétents pour trancher.

الإرث هو مجموع الممتلكات والحقوق والالتزامات التي يتركها الشخص لورثته بعد وفاته. يتم نقل هذا الإرث إما عن طريق الوصية أو وفقاً لقواعد التوريث القانونية في حالة عدم وجود وصية. قد يكون الورثة من السلالة المباشرة (الأبناء، الأحفاد)، أو الأصول (الآباء، الأجداد)، أو الأقارب الجانبيين (الإخوة، الأخوات، أبناء العم). يمكن أن يشمل الإرث ممتلكات عقارية، أموال سائلة، أوراق مالية، وكذلك ديون يجب على الورثة تحملها بما يتناسب مع حصتهم. في حالة وجود نزاع بين الورثة، تكون المحاكم مختصة للفصل في الأمر.

10. Testament :

Le testament est un acte juridique par lequel une personne, appelée le testateur, exprime ses dernières volontés concernant la répartition de ses biens après sa mort. Il peut s'agir d'un testament olographe (rédigé de la main du testateur), authentique (rédigé par un notaire en présence de témoins) ou mystique (tenu secret jusqu'au décès). Le testateur peut modifier ou révoquer son testament à tout moment avant son décès, tant qu'il est en pleine possession de ses facultés mentales. Les héritiers sont tenus de respecter les volontés exprimées dans le testament, sauf si elles contreviennent aux règles impératives de la loi, comme les droits des héritiers réservataires.

الوصية هي إجراء قانوني يعبر فيه الشخص، المسمى الموصي، عن رغباته الأخيرة بشأن توزيع ممتلكاته بعد وفاته. يمكن أن تكون الوصية عرفية (مكتوبة بخط يد الموصي)، أو رسمية (يحررها كاتب عدل بحضور شهود)، أو سرية (تبقى سرية حتى وفاة الموصي). يمكن للموصي تعديل أو إلغاء وصيته في أي وقت قبل وفاته، طالما كان في كامل قواه العقلية. يتعين على الورثة احترام الرغبات المعبر عنها في الوصية، إلا إذا كانت تخالف القواعد القانونية الإلزامية، مثل حقوق الورثة المحجوزة.

11. Mise en demeure :

La mise en demeure est une procédure par laquelle un créancier adresse à son débiteur un avertissement formel pour lui rappeler son obligation de s'exécuter sous un délai déterminé, sous peine de poursuites judiciaires. Ce document, généralement envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception, précise la nature de l'obligation, le montant dû, et le délai de paiement ou d'exécution laissé au débiteur. Si le débiteur ne satisfait pas à cette demande dans le délai imparti, le créancier peut saisir la justice pour obtenir l'exécution forcée de l'obligation ou des dommages et intérêts.

الإعذار هو إجراء يقوم من خلاله الدائن بتوجيه تحذير رسمي لمدينه لتذكيره بالتزامه بالوفاء في غضون مدة محددة، تحت طائلة الملاحقة القضائية. يرسل هذا المستند عادةً عن طريق خطاب مسجل مع إشعار بالاستلام، ويحدد طبيعة الالتزام، المبلغ المستحق، والمهلة الممنوحة للمدين للوفاء بالدفع أو التنفيذ. إذا لم

يمتثل المدين لهذا الطلب في المهلة المحددة، يمكن للدائن اللجوء إلى القضاء للحصول على تنفيذ قسري للالتزام أو المطالبة بتعويض عن الأضرار.

12. Clause pénale :

La clause pénale est une disposition contractuelle par laquelle les parties fixent à l'avance le montant des dommages et intérêts que devra payer l'une des parties en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de ses obligations contractuelles. Cette clause permet d'éviter des litiges longs et complexes en déterminant à l'avance le montant du dédommagement. Toutefois, le juge a la possibilité de modérer ou d'augmenter le montant de la clause pénale s'il estime que celui-ci est manifestement disproportionné par rapport au préjudice réellement subi.

الشرط الجزائي هو بند تعاقدي تحدد بموجبه الأطراف مسبقًا مبلغ التعويضات التي يجب على أحد الأطراف دفعها في حالة عدم التنفيذ أو سوء تنفيذ التزاماته التعاقدية. يتيح هذا الشرط تجنب النزاعات الطويلة والمعقدة من خلال تحديد مبلغ التعويض مسبقًا. ومع ذلك، يمكن للقاضي تعديل أو زيادة مبلغ الشرط الجزائي إذا رأى أن هذا المبلغ غير متناسب بشكل واضح مع الضرر الفعلي الذي تم تكبده.

13. Contrat d'assurance :

Le contrat d'assurance est un accord par lequel l'assureur s'engage, moyennant le paiement d'une prime par l'assuré, à indemniser ce dernier ou un tiers en cas de survenance d'un événement aléatoire défini dans le contrat (sinistre). Les types d'assurances peuvent être multiples : assurance de personnes (vie, santé), assurance de biens (habitation, automobile), ou encore assurance de responsabilité civile. En contrepartie de la prime versée, l'assureur doit fournir une couverture conforme aux termes du contrat. En cas de litige, les termes du contrat ainsi que les dispositions légales en vigueur régissent l'étendue des obligations de l'assureur et de l'assuré.

عقد التأمين هو اتفاق يلتزم بموجبه المؤمن، مقابل دفع قسط من قبل المؤمن له، بتعويض هذا الأخير أو طرف ثالث في حالة حدوث حدث عشوائي محدد في العقد (الحادث). يمكن أن تكون أنواع التأمين متعددة: تأمين الأشخاص (الحياة، الصحة)، تأمين الممتلكات (السكن، السيارات)، أو تأمين المسؤولية المدنية. مقابل

القسط المدفوع، يجب على المؤمن تقديم تغطية تتماشى مع شروط العقد. في حالة النزاع، تخضع التزامات المؤمن والمؤمن له لشروط العقد والأحكام القانونية السارية.

14. Acte authentique :

L'acte authentique est un document rédigé par un officier public, tel qu'un notaire, qui atteste de la volonté des parties et confère à l'acte une force exécutoire. Ce type d'acte est souvent utilisé pour des contrats importants, comme les ventes immobilières ou les donations, afin de garantir la sécurité juridique des transactions. L'acte authentique est opposable aux tiers et a une valeur probante supérieure à celle d'un acte sous seing privé. Toute contestation de cet acte nécessite une procédure judiciaire spécifique devant les tribunaux compétents.

المحرر الرسمي هو وثيقة يحررها موظف عام، مثل الكاتب العدل، الذي يشهد على إرادة الأطراف ويمنح الوثيقة قوة تنفيذية. يُستخدم هذا النوع من الوثائق غالبًا في العقود المهمة، مثل عمليات بيع العقارات أو التبرعات، لضمان الأمن القانوني للمعاملات. يكون للمحرر الرسمي حجية على الغير وله قيمة إثباتية أعلى من الوثيقة العرفية. يتطلب أي اعتراض على هذا المحرر إجراءات قضائية خاصة أمام المحاكم المختصة.

15. Contrat de travail à durée déterminée :

Le contrat de travail à durée déterminée (CDD) est un contrat par lequel un employeur engage un salarié pour une durée précise et limitée dans le temps. Ce type de contrat ne peut être conclu que pour l'exécution d'une tâche temporaire, comme le remplacement d'un salarié absent, une surcharge ponctuelle de travail ou des travaux saisonniers. Le contrat doit indiquer précisément la date de fin ou la durée minimale prévue. À l'issue du CDD, il peut être renouvelé dans certaines conditions, mais ne peut être utilisé pour pourvoir durablement un poste permanent, sauf exceptions légales.

عقد العمل محدد المدة هو عقد يقوم بموجبه صاحب العمل بتوظيف موظف لمدة محددة ومحدودة زمنيًا. لا يمكن إبرام هذا النوع من العقود إلا لتنفيذ مهمة مؤقتة، مثل استبدال موظف غائب، أو استجابة لزيادة مؤقتة في عبء العمل، أو لأعمال موسمية. يجب أن يحدد العقد بوضوح تاريخ الانتهاء أو المدة الدنيا المتوقعة. في نهاية العقد المحدد المدة، يمكن تجديده في ظل شروط معينة، ولكن لا يمكن استخدامه لشغل منصب دائم بشكل دائم، إلا في حالات استثنائية قانونية.

**Liste de termes et expressions du domaine
juridique traduits en arabe**

مُعْجَمُ مُصْطَلِحَاتٍ وَتَعْبِيرَاتٍ قَانُونِيَّةٍ مُتَرْجَمٍ إِلَى الْعَرَبِيَّةِ

1. Loi - قانون
2. Droit - حق
3. Contrat - عقد
4. Juge - قاضٍ
5. Tribunal - محكمة
6. Procès - محاكمة
7. Preuve - دليل
8. Témoignage - شهادة
9. Défenseur - محامي الدفاع
10. Procureur - وكيل النيابة
11. Appel - استئناف
12. Constitution - دستور
13. Jurisprudence - الاجتهاد القضائي
14. Code pénal - قانون العقوبات
15. Assignation - تكليف بالحضور
16. Plaignant - المدعي
17. Défendeur - المدعى عليه
18. Comparution - ممثل أمام المحكمة
19. Déclaration sous serment - شهادة تحت القسم
20. Notaire - كاتب عدل
21. Délit - جنحة
22. Crime - جريمة
23. Inculpation - توجيه التهمة
24. Condamnation - إدانة
25. Droit civil - القانون المدني
26. Code de procédure - قانون الإجراءات
27. Responsabilité - مسؤولية

28. Contravention - مخالفة
29. Mandat - مذكرة
30. Législation - تشريع
31. Arbitrage - تحكيم
32. Médiation - وساطة
33. Ordonnance - أمر قضائي
34. Acte de propriété - سند الملكية
35. Amende - غرامة
36. Restitution - إرجاع
37. Tribunal d'instance - محكمة ابتدائية
38. Tribunal de grande instance - محكمة عليا
39. Tribunal correctionnel - محكمة جنائية
40. Audience - جلسة محاكمة
41. Assignation à résidence - الإقامة الجبرية
42. Assignation en justice - استدعاء قضائي
43. Cour d'appel - محكمة الاستئناف
44. Cour de cassation - محكمة النقض
45. Règlement amiable - تسوية ودية
46. Mandat d'arrêt - مذكرة توقيف
47. Assignation à comparaître - أمر استدعاء
48. Contre-interrogatoire - استجواب مضاد
49. Immunité - حصانة
50. Dépôt de plainte - تقديم شكوى
51. Transaction - صفقة
52. Preuve matérielle - دليل مادي
53. Infraction - انتهاك
54. Clause - بند

55. Litige - نزاع
56. Dissolution - حل
57. Sursis - تأجيل
58. Partie civile - الطرف المدني
59. Verdict - حكم المحكمة
60. Récidive - (العود) إعادة ارتكاب الجريمة
61. Bien immobilier - عقار
62. Saisie - حجز
63. Testateur - موصي
64. Héritier - وريث
65. Succession - إرث
66. Divorce - طلاق
67. Tutelle - وصاية
68. Curatelle - رقابة
69. Fiducie - وصاية على المال
70. Garantie - ضمان
71. Préjudice - ضرر
72. Débiteur - مدين
73. Créancier - دائن
74. Hypothèque - رهن
75. Perquisition - تفتيش
76. Décret - مرسوم
77. Règlement intérieur - اللائحة الداخلية
78. Statut juridique - الوضع القانوني
79. Obligation légale - التزام قانوني
80. Réparation - تعويض
81. Poursuites judiciaires - الملاحقة القضائية

82. Indemnisation - تعويض
83. Acte notarié - وثيقة موثقة
84. Vente - بيع
85. Acte authentique - وثيقة رسمية
86. Assignation à payer - أمر بالدفع
87. Enquête judiciaire - تحقيق قضائي
88. Procédure civile - الإجراءات المدنية
89. Filiation - نسب
90. Adoption - تبني
91. Révocation - إلغاء
92. Contrat de mariage - عقد الزواج
93. Autorité parentale - السلطة الأبوية
94. Pension alimentaire - النفقة
95. Faillite - إفلاس
96. Liquidation - تصفية
97. Association - جمعية
98. Droits d'auteur - حقوق المؤلف
99. Marques commerciales - العلامات التجارية
100. Brevet - براءة اختراع
101. Cession - تنازل
102. Légataire - موصى له
103. Obligataire - حامل السند
104. Garantie bancaire - ضمان مصرفي
105. Assurance - تأمين
106. Dommages et intérêts - تعويضات عن الأضرار
107. Mise en demeure - إنذار
108. Concession - امتياز

109. Inscription hypothécaire - تسجيل الرهن
110. État civil - الحالة المدنية
111. Identité judiciaire - الهوية القضائية
112. Règlement - تسوية
113. Clause résolutoire - شرط فاسخ
114. Consignation - إيداع
115. Contentieux - نزاع قانوني
116. Bailleur - المؤجر
117. Locataire - المستأجر
118. Bail - عقد إيجار
119. Résiliation - فسخ
120. Dénonciation - إبلاغ
121. Partie adverse - الطرف الخصم
122. Procès-verbal - محضر جلسة
123. Acte d'accusation - لائحة اتهام
124. Appel incident - استئناف عارض
125. Conséquence juridique - أثر قانوني
126. Nullité - بطلان
127. Expulsion - طرد
128. Usucapion - اكتساب الملكية بالتقادم
129. Force majeure - قوة قاهرة
130. Clause pénale - شرط جزائي
131. Mainlevée - رفع اليد
132. Injonction - أمر قضائي
133. Autorisation - ترخيص
134. Saisie-arrêt - حجز على الأجر
135. Vice de procédure - عيب في الإجراءات

136. Assurance responsabilité civile - تأمين المسؤولية المدنية
137. Déclaration de succession - إعلان الوراثة
138. Contrainte par corps - الإكراه البدني
139. Comparution forcée - المثول الجبري
140. Expédition - نسخة مطابقة للأصل
141. Forclusion - سقوط الحق
142. Indivision - شيوخ
143. Réclamation - مطالبة
144. Préemption - حق الشفعة
145. Indemnité - تعويض
146. Capacité juridique - الأهلية القانونية
147. Lettre de créance - كتاب اعتماد
148. Réserve - تحفظ
149. Tribunal administratif - المحكمة الإدارية
150. Procédure pénale - الإجراءات الجنائية
151. Droit d'asile - حق اللجوء
152. Extraterritorialité - خارج نطاق القضاء
153. Conflit de juridiction - تنازع الاختصاص
154. Voie de fait - تعدٍ
155. Subrogation - حلول
156. Recours - طعن
157. Signification - تبليغ
158. Cautionnement - كفالة
159. Clause abusive - شرط تعسفي
160. Promesse de vente - وعد بالبيع
161. Demande reconventionnelle - طلب مقابل
162. Réglementation - تنظيم

163. Exécution forcée - تنفيذ جبري
164. Inscription au registre - تسجيل في السجل
165. Sursis à exécution - تأجيل التنفيذ
166. Liberté conditionnelle - إفراج مشروط
167. Caution - كفيل
168. Voie d'exécution - طرق التنفيذ
169. Plaidoirie - مرافعة
170. Pourvoi - طعن بالنقض
171. Obligation solidaire - التزام تضامني
172. Administration judiciaire - إدارة قضائية
173. Poursuite en restitution - دعوى استرداد
174. Tribunal pour enfants - محكمة الأحداث
175. Approbation - موافقة
176. Prestation compensatoire - تعويض مواز
177. Témoin à charge - شاهد إثبات
178. Témoin à décharge - شاهد نفي
179. Confiscation - مصادرة
180. Contrôle judiciaire - الرقابة القضائية
181. Révocation de mandat - إلغاء التفويض
182. Consignation de fonds - إيداع الأموال
183. Obligation de résultat - التزام بتحقيق النتيجة
184. Assignation de témoin - استدعاء شاهد
185. Clause suspensive - شرط معلق
186. Détention provisoire - حبس احتياطي
187. Amnistie - عفو
188. Mandataire judiciaire - وكيل قضائي
189. Expropriation - نزع الملكية

190. Séparation de corps - التفريق الجسدي
191. Plainte collective - شكوى جماعية
192. Force exécutoire - قوة تنفيذية
193. Requête - طلب
194. Expertise - خبرة
195. Ordre d'expulsion - أمر بالطرد
196. Contrôle d'identité - التحقق من الهوية
197. Tribunal arbitral - محكمة التحكيم
198. Dépôt fiduciaire - إيداع ضمانى
199. Nullité relative - البطلان النسبي
200. Dérogation - استثناء
201. Acte unilatéral - تصرف أحادي
202. Immunité diplomatique - حصانة دبلوماسية
203. Clause d'exclusivité - شرط حصري
204. Opposition à jugement - معارضة الحكم
205. Saisie conservatoire - حجز تحفظي
206. Redressement judiciaire - تصحيح قضائي
207. Obligation de moyens - التزام بوسيلة
208. Sursis à statuer - إيقاف البت
209. Droit de préemption - حق الأفضلية
210. Déclaration d'insolvabilité - إعلان العجز المالي
211. Tribunal de commerce - محكمة تجارية
212. Statut matrimonial - الوضع العائلي
213. Acte sous seing privé - عقد تحت توقيع الأطراف
214. Vente aux enchères - مزاد علني
215. Saisie immobilière - حجز على عقار
216. Dommages-intérêts moraux - تعويضات معنوية

217. Assignation de paiement - أمر بالدفع
218. Compétence territoriale - الاختصاص المكاني
219. Mainlevée de saisie - رفع الحجز
220. Déclaration d'absence - إعلان غياب
221. Acte de vente - عقد بيع
222. Mandat de perquisition - أمر بالتفتيش
223. Assignation en divorce - دعوى الطلاق
224. Sursis à poursuites - إيقاف الملاحقات
225. Expertise judiciaire - خبرة قضائية
226. Accord amiable - اتفاق ودي
227. Contestation - اعتراض
228. Clause de non-concurrence - شرط عدم المنافسة
229. Nullité absolue - البطلان المطلق
230. Mise sous scellés - وضع تحت الأختام
231. Obligation naturelle - التزام طبيعي
232. Résolution de contrat - فسخ العقد
233. Contrainte judiciaire - إكراه قضائي
234. Clause de révision - شرط المراجعة
235. Renonciation - تنازل
236. Incompatibilité - تعارض
237. Équité - إنصاف
238. Assignation en référé - دعوى مستعجلة
239. Exécution provisoire - تنفيذ مؤقت
240. Commission rogatoire - إنابة قضائية
241. Préjudice corporel - ضرر جسدي
242. Bien meuble - منقول
243. Bien immeuble - غير منقول

244. Pardon judiciaire - عفو قضائي
245. For juridique - الاختصاص القضائي
246. Droit de la concurrence - قانون المنافسة
247. État de droit - دولة القانون
248. Demandeur - طالب
249. Contrat d'assurance - عقد التأمين
250. Nullité partielle - بطلان جزئي
251. Responsabilité contractuelle - المسؤولية العقدية
252. Garantie légale - ضمان قانوني
253. Bail emphytéotique - عقد إيجار طويل الأمد
254. Droit des obligations - قانون الالتزامات
255. Audition de témoin - استماع إلى الشاهد
256. Contrat de travail - عقد العمل
257. Clause de confidentialité - شرط السرية
258. Sursis avec mise à l'épreuve - تأجيل مع فترة اختبار
259. Appel principal - استئناف رئيسي
260. Vente par adjudication - بيع بالمزاد
261. Hypothèque légale - رهن قانوني
262. Demande de remise - طلب تخفيض
263. Privilège - امتياز
264. Droit de garde - حق الحضانة
265. Acte authentique notarié - وثيقة رسمية موثقة
266. Action en revendication - دعوى الاستحقاق
267. Non-lieu - حفظ الدعوى
268. Injonction de payer - أمر بالدفع
269. Infraction douanière - مخالفة جمركية
270. Concubinage - المساكنة

271. Mandat de dépôt - أمر بالإيداع
272. Obligation contractuelle - التزام تعاقدي
273. Responsabilité pénale - المسؤولية الجنائية
274. Action civile - دعوى مدنية
275. Indivisibilité - عدم القسمة
276. Droit international privé - القانون الدولي الخاص
277. Rétractation - سحب القرار
278. Expertise médicale - خبرة طبية
279. Convention collective - اتفاقية جماعية
280. Prorogation de délai - تمديد المهلة
281. Contentieux administratif - نزاع إداري
282. Redressement fiscal - تصحيح ضريبي
283. Action en justice - رفع دعوى
284. Faux en écriture - تزوير في الكتابة
285. Compte sous séquestre - حساب تحت الحراسة
286. Constitution de partie civile - إقامة كطرف مدني
287. Héritage - ميراث
288. Partage de biens - تقسيم الممتلكات
289. Dépôt de bilan - إعلان الإفلاس
290. Clôture de liquidation - إنهاء التصفية
291. Arrêté préfectoral - قرار محافظ
292. Forclusion de créance - سقوط المطالبة بالدين
293. Réhabilitation judiciaire - إعادة التأهيل القضائي
294. Obligation fiscale - التزام ضريبي
295. Amnistie fiscale - العفو الضريبي
296. Cession de créance - تحويل الدين
297. Adoption plénière - التبني الكامل

298. Expertise contradictoire - خبرة متناقضة
299. Acte de reconnaissance - وثيقة الاعتراف
300. Contrat de franchise - عقد الامتياز
301. Procédure d'urgence - إجراء طارئ
302. Titre exécutoire - سند تنفيذي
303. Acte extrajudiciaire - إجراء غير قضائي
304. Casier judiciaire - السجل الجنائي
305. Délibéré - المداولة
306. Forcer l'exécution - فرض التنفيذ
307. Requête de révision - طلب المراجعة
308. Droit à la défense - حق الدفاع
309. Cautionnement bancaire - كفالة مصرفية
310. Mise sous tutelle - وضع تحت الوصاية
311. Ordonnance de référé - أمر مستعجل
312. Autorité judiciaire - السلطة القضائية
313. Opposition à exécution - معارضة التنفيذ
314. Divorce contentieux - طلاق نزاعي
315. Garde partagée - الحضانة المشتركة
316. Tribunal des prud'hommes - محكمة العمل
317. Vente à réméré - بيع بشرط الاسترداد
318. Assignation en indemnisation - دعوى تعويض
319. Mainlevée de saisie conservatoire - رفع الحجز التحفظي
320. Saisie-arrêt sur salaire - حجز على الأجر
321. Nullité de contrat - بطلان العقد
322. Huissier de justice - محضر قضائي
323. Privilège de créancier - امتياز الدائن
324. Cession de bail - تحويل الإيجار

325. Bail à construction - إيجار لأغراض البناء
326. Faillite frauduleuse - إفلاس احتيالي
327. Mesure conservatoire - إجراء تحفظي
328. Opposition à un acte - اعتراض على إجراء
329. Licitation - بيع بالمزاد بسبب الشئوع
330. Action de groupe - دعوى جماعية
331. Recours hiérarchique - طعن تسلسلي
332. Transaction judiciaire - تسوية قضائية
333. Obligation d'entretien - التزام بالنفقة
334. Assignation à témoin - استدعاء شاهد
335. Affaire pénale - قضية جنائية
336. Suspension de peine - تعليق العقوبة
337. Acte constitutif - عقد التأسيس
338. Droit de visite - حق الزيارة
339. Compromis de vente - عقد وعد بالبيع
340. Caution solidaire - كفالة تضامنية
341. Désistement d'action - تنازل عن الدعوى
342. Mainlevée de saisie immobilière - رفع الحجز العقاري
343. Garantie hypothécaire - ضمان رهنى
344. Droit de rétractation - حق الانسحاب
345. Liquidateur judiciaire - المصفي القضائي
346. Prescription acquisitive - التقادم المكسب
347. Saisie des biens - حجز الممتلكات
348. Demande de sursis - طلب تأجيل
349. Période de sûreté - فترة الأمان
350. Arbitrage international - التحكيم الدولي
351. Assignation de dette - تحويل الدين

352. Obligation solidaire passive - التزام تضامني سلبي
353. Accord de confidentialité - اتفاقية سرية
354. Bail commercial - إيجار تجاري
355. Garantie décennale - ضمان عشر سنوات
356. Assignation à résidence surveillée - إقامة تحت المراقبة
357. Comparution volontaire - المثل الطوعي
358. Expertise financière - خبرة مالية
359. Droit d'héritage - حق الإرث
360. Affiliation - الانتساب
361. Déchéance de droits - فقدان الحقوق
362. Mainlevée d'hypothèque - رفع الرهن
363. Mandat de protection future - توكيل الحماية المستقبلية
364. Ordonnance de non-conciliation - أمر بعدم التوفيق
365. Caution judiciaire - كفالة قضائية
366. Saisie des comptes bancaires - حجز الحسابات البنكية
367. Acte de notoriété - وثيقة شهرة
368. Exécution par voie d'huissier - تنفيذ بواسطة محضر
369. Transaction amiable - تسوية ودية
370. Clause d'incessibilité - شرط عدم القابلية للتحويل
371. Obligation alimentaire - التزام إعالة
372. Divorce par consentement mutuel - طلاق بالتراضي
373. Réserve héréditaire - الاحتياط الوراثي
374. Acte de cessation d'activité - وثيقة إيقاف النشاط
375. Opposition à expropriation - اعتراض على نزع الملكية
376. Dommages corporels - أضرار جسدية
377. Clause pénale contractuelle - شرط جزائي تعاقدي
378. Dépôt de garantie - وديعة ضمان

379. Conciliation - المصالحة
380. Droit de la famille - قانون الأسرة
381. Clause de réserve de propriété - شرط احتفاظ الملكية
382. Abus de confiance - خيانة الأمانة
383. Création d'hypothèque - إنشاء رهن
384. Prestation compensatoire en cas de divorce - تعويض موازٍ في حالة الطلاق
385. Licenciement abusif - فصل تعسفي
386. Infraction pénale - مخالفة جنائية
387. Expropriation pour cause d'utilité publique - نزع الملكية للمصالح العام
388. Mesure d'instruction - إجراء تحقيقي
389. Obligation de confidentialité - التزام بالسرية
390. Séparation de biens - فصل الأموال
391. Récépissé de dépôt - إيصال الإيداع
392. Sanction disciplinaire - عقوبة تأديبية
393. Règlement arbitral - تسوية تحكيمية
394. Responsabilité civile contractuelle - المسؤولية المدنية العقدية
395. Renvoi devant la cour - إحالة إلى المحكمة
396. Approbation judiciaire - موافقة قضائية
397. Demande de suspension - طلب تعليق
398. Signataire - الموقع
399. Droit de substitution - حق الاستبدال
400. Requête en opposition - طلب الاعتراض
401. Saisie-gagerie - حجز رهني
402. Clause résolutoire de bail - شرط فاسخ لعقد الإيجار
403. Mandat de comparution - أمر بالمثول
404. Déchéance de mandat - إسقاط التفويض
405. Emphytéose - حق الانتفاع طويل الأجل

406. Droit de rétention - حق الحجز
407. Mise en liberté sous caution - الإفراج بكفالة
408. Obligation solidaire active - التزام تضامني فَعَال
409. Cession d'entreprise - نقل الشركة
410. Retrait de plainte - سحب الشكوى
411. Compromis de conciliation - اتفاقية المصالحة
412. Consignation judiciaire - الإيداع القضائي
413. Levée de fonds - جمع الأموال
414. Reprise de justice - استعادة العدالة
415. Mise sous curatelle - وضع تحت الرقابة
416. Droit de réponse - حق الرد
417. Pacte de préférence - اتفاق تفضيل
418. Mandat de cessation - أمر بالوقف
419. Reconstitution de droits - إعادة تكوين الحقوق
420. Saisie des avoirs - حجز الأصول
421. Action en nullité - دعوى البطلان
422. Procès contradictoire - محاكمة حضورية
423. Résolution extrajudiciaire - تسوية خارج المحكمة
424. Accusation formelle - اتهام رسمي
425. Pouvoir discrétionnaire - السلطة التقديرية
426. Expertise technique - خبرة فنية
427. Notification - إخطار
428. Vente forcée - بيع إجباري
429. Action en responsabilité - دعوى المسؤولية
430. Droit d'usufruit - حق الانتفاع
431. Révision judiciaire - مراجعة قضائية
432. Garantie de bonne exécution - ضمان حسن التنفيذ

433. Mise en garde - تحذير
434. Nullité d'un testament - بطلان الوصية
435. Saisie-arrêt bancaire - حجز مصرفي
436. Avis à tiers détenteur - إشعار للجهة الحائزة
437. Accord pré-nuptial - اتفاق ما قبل الزواج
438. Obligation légale de paiement - التزام قانوني بالدفع
439. Divorce pour faute - طلاق للخطأ
440. Résiliation à l'amiable - فسخ بالتراضي
441. Action possessoire - دعوى الحيازة
442. Compromission - مساومة
443. Responsabilité des parents - مسؤولية الوالدين
444. Délégation de pouvoir - تفويض السلطة
445. Garde exclusive - حضانة حصرية
446. Bail verbal - إيجار شفهي
447. Rédaction d'acte - صياغة الوثيقة
448. Obligation in solidum - التزام بالتضامن
449. Action publique - الدعوى العامة
450. Droits patrimoniaux - الحقوق المالية
451. Signification d'acte - إعلان الوثيقة
452. Consentement vicié - رضا معيب
453. Exercice abusif d'un droit - إساءة استخدام الحق
454. Obligation successorale - التزام بالوراثة
455. Mandat de recherche - أمر بحث
456. Mesures conservatoires - التدابير التحفظية
457. Titre de propriété - سند الملكية
458. Vente à tempérament - بيع بالتقسيط
459. Préjudice financier - ضرر مالي

460. Mise à pied - إيقاف عن العمل
461. Décision judiciaire - قرار قضائي
462. Assignation à résidence - تكليف بالإقامة الجبرية
463. Clause d'interdiction - شرط المنع
464. Acte de tutelle - وثيقة الوصاية
465. Obligation alimentaire envers les enfants - التزام إعالة الأطفال
466. Accord postnatal - اتفاق ما بعد الولادة
467. Prêt hypothécaire - قرض رهني
468. Retrait des poursuites - سحب الملاحقة
469. Tribunal arbitral international - محكمة التحكيم الدولية
470. Convention de gestion - اتفاقية الإدارة
471. Succession légitime - الإرث الشرعي
472. Expertise balistique - خبرة باليستية
473. Contrat de garantie - عقد الضمان
474. Injonction de cesser - أمر بوقف
475. Obligation d'information - التزام بالإعلام
476. Obligation judiciaire - التزام قضائي
477. Concession d'exploitation - امتياز الاستغلال
478. Annulation de permis - إلغاء الترخيص
479. Saisie conservatoire sur immeuble - حجز تحفظي على العقار
480. Requête en nullité - طلب البطلان
481. Contestation de paternité - الطعن في النسب
482. Adoption internationale - التبني الدولي
483. Décision exécutoire - قرار نافذ
484. Obligation de sécurité - التزام بالأمن
485. Contrainte solidaire - إكراه تضامني
486. Signification de jugement - إعلان الحكم

487. **Responsabilité contractuelle et délictuelle - المسؤولية العقدية والتقصيرية**
488. **Droit de disposer - حق التصرف**
489. **Appel en garantie - استئناف الضمان**
490. **Indemnisation de préjudice moral - تعويض الأضرار المعنوية**
491. **Acte de renonciation - وثيقة التنازل**
492. **Expertise comptable - خبرة محاسبية**
493. **Droit de visite en détention - حق الزيارة في السجن**
494. **Compétence judiciaire exclusive - اختصاص قضائي حصري**
495. **Bien indivisible - مال غير قابل للقسمة**
496. **Tribunal pour adolescents - محكمة المراهقين**
497. **Droit de retrait - حق السحب**
498. **Mandat d'arrêt européen - أمر توقيف أوروبي**

Table des matières

La Traduction : Définition, enjeux et pratique :.....	3
1. Qu'est-ce que la Traduction ?.....	3
2. Les Types de Traduction :.....	3
2.1. Traduction Littéraire :	3
2.2. Traduction Technique :	3
2.3. Traduction juridique :.....	3
2.4. Traduction audiovisuelle :	4
3. Les compétences requises pour la traduction :.....	4
4. Les défis de la traduction :	4
4.1. Intraduisibilité :	4
4.2. Perte de sens ou de nuance :.....	5
4.3. Contraintes de temps :	5
5. L'Importance de la traduction dans le monde moderne :.....	5
Stratégies de la traduction :	5
L'incrémentalisation :.....	8
L'adaptation :.....	10
L'omission :	11
Le calque :.....	12
La modulation :.....	13
L'emprunt :	14
La transposition :.....	15
Termes clés en traductologie, chacun accompagné d'une brève définition :.....	16
La traduction juridique :	22
1. La polysémie du langage juridique :	23
Exemple : Le terme "cession"	23
Explication générale :.....	23
Exemple : Le terme "charge"	25

Explication :	27
2. Le langage du droit, véhicule de notions culturelles :	27
Exemple : Le concept de "wali" en droit islamique (الولي)	28
Exemple : Le concept de "diyah" (compensation financière ou prix du sang)	28
3. Règles et effets juridiques contraignants :	29
4. Complexité des normes et leur interprétation :	29
Expressions juridiques spécifiques :	30
Interprétation des lois	30
Traduisez les textes suivants en langue arabe :	32
Les différences entre contravention, délit et crime en droit pénal	32
Contrat de travail à durée indéterminée (CDI)	36
La responsabilité civile	40
Le contrat de travail	43
Le droit de la propriété intellectuelle	46
Le droit des contrats	49
Traduisez les textes suivants en langue française :	53
مبادئ القانون الإداري	53
قانون العقود الدولية	56
الحقوق المدنية والسياسية	58
قانون التجارة الدولية	60
قانون البيئة	63
حماية المستهلك	66
Textes traduits	69
Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution en date du 10 décembre 1948	70
الإعلان العالمي لحقوق الإنسان	78
دستور جمهورية مصر العربية ٢٠١٤م	85
الديباجة :	85

Constitution de la République Arabe d'Égypte 2014	95
Phrases concernant le domaine juridique, traduites du français vers l'arabe	107
Paragraphe concernant le domaine juridique, traduites du français vers l'arabe	119
1. Clause de confidentialité :	120
2. Force majeure :	120
3. Responsabilité civile :	121
4. Clause de non-concurrence :	121
5. Indemnité de licenciement :	122
6. Nullité du contrat :	122
7. Contrat de bail :	123
8. Prescription :	123
9. Héritage :	124
10. Testament :	125
11. Mise en demeure :	125
12. Clause pénale :	126
13. Contrat d'assurance :	126
14. Acte authentique :	127
15. Contrat de travail à durée déterminée :	127
Liste de termes et expressions du domaine juridique traduits en arabe	128